

Démonstrations de force en Afrique du Sud

La grave générale observée pendant deux jours par la population noire sud-africaine n'a pas donné lieu, lundi 3 et mardi 4 août, aux dérapages que l'on pouvait craindre. Le mouvement lancé par le Congrès national africain (ANC) et ses alliés n'est certes pas terminé : des marches et des occupations de bâtiments officiels sont prévues jusqu'à la fin de semaine. Aucun risque d'explosion ne doit donc être encore exclu. Mais, pour l'instant, le soulèvement clairement de part et d'autre, de ne pas laisser la situation se dégrader.

C'est comme malgré eux que la direction de l'ANC et le gouvernement de M. Frederik De Klerk ont assisté, au cours des deux derniers mois, à la détérioration du dialogue amorcé il y a maintenant près de deux ans et demi entre communautés noires et blanches. Le blocage, en mai, du processus de négociations engagé entre experts de tous bords, chargés de mettre au point un partage effectif du pouvoir, ne semblait pas, sur le coup, insurmontable. Le raidissement consécutif de l'ANC ne signifiait pas davantage une rupture définitive.

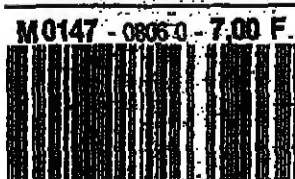
L'INTRANSIGEANCE des dirigeants noirs porte plus, en réalité, sur le forme que sur le fond : pour la direction de l'ANC, il était devenu nécessaire de montrer à la base du mouvement que son impulsion était prise en compte. Autrement dit, la campagne d'actions de masse lancée par M. Nelson Mandela et ses amis semble, avant tout, destinée à combler le fossé qui les sépare de leurs troupes. Si les tentatives s'efforcent de progresser sur le chemin menant au partage du pouvoir, la population des cités noires n'a pas senti, dans sa vie quotidienne, un quelconque changement.

Dans les townships, la peur est venue s'ajouter à la misère. Les violences - entre Zoulous et partisans de l'ANC, entre la police et la majorité des Noirs - se sont banalisées. Chaque week-end, des dizaines de Sud-Africains en meurent. Aussi les quarante-deux morts, enregistrés au cours des deux jours de grave générale, doivent-ils être mesurés à l'aune de statistiques éloquentes : en deux ans, sept mille personnes ont été tuées dans ce qu'il est convenu d'appeler les « violences politiques ».

BIEN qu'engagés, pour le moment, dans un dialogue de sourds, l'ANC pose comme préalable à la reprise des négociations la satisfaction de quatre requêtes : le gouvernement souhaite une rencontre, avant toute chose, le président De Klerk et M. Nelson Mandela veulent reprendre les discussions. Ils l'ont souvent affirmé. Le premier s'est déclaré disposé à faire d'amples concessions, attendant apparemment de voir la tournure que prendrait la semaine d'actions de l'ANC pour formuler ses propositions.

M. Mandela ne pouvait irriter les militants de son organisation, en reprenant trop tôt les pourparlers avec le gouvernement. Mais avec ces manifestations qui témoignent, pour le moment, de la capacité de mobilisation et de la maîtrise de l'ANC et de ses alliés, l'échéance du délai de grâce pour le mouvement semble plus acceptable. Les conditions nécessaires pour renouer le fil des négociations devraient donc être prochainement réunies, sans accident.

Lire page 5 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER



Les ravages de la sécheresse et de la guerre civile

Un quart de la population somalienne serait menacé de mort

En compagnie d'un représentant spécial de l'ONU, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, s'est rendu à Mogadiscio, mardi 4 août, pour attirer l'attention sur la nécessité et l'urgence de l'aide à apporter aux Somaliens, décimés par la sécheresse et la guerre civile.

Dans l'immédiat, un quart de la population du pays serait menacé de mort par la sécheresse alors que, selon Amnesty International, dix mille personnes - hormis les combattants - ont été tuées, en moins de cinq mois, dans la capitale au cours des affrontements entre bandes rivales.

Un pays à l'agonie

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Le geste de M. Kouchner, surtout symbolique, aura-t-il les retombées attendues ? L'opinion internationale assiste dans la quasi-indifférence à l'auto-destruction de ce pays qui agonise à l'extrême est du continent africain. En dix-neuf mois de guerre civile, la folie meurtrière des clans et des sous-clans qui se disputent des lambeaux de pouvoir a fait plusieurs dizaines de milliers de victimes. La sécheresse menace de mort immédiate près d'un quart de la population. A terme, ce sont quatre millions et demi des sept millions de Somaliens qui risquent de succomber à la famine. Mogadiscio offre le visage d'une ville mutilée. L'agonie

de la capitale a commencé en 1991 par un bombardement ordonné, lors de sa chute, par le président Siyad Barre, le tyran octogonaire qu'un coup d'État avait porté au pouvoir en 1969.

Il ne reste plus rien aujourd'hui du Mogadiscio d'autan. Les rues bordées d'acacias décharnés sont désertes, la plupart des bâtiments criblés d'éclats d'obus et de balles. Ce champ de ruines peuplé de fantômes à la silhouette décharnée est aux mains de bandes armées qui sillonnent les rues à bord de pick-up Toyota surmontés de mitrailleuses rouillées. Des coups de feu éclatent sporadiquement même si le couvre-feu, décrété le 3 mars sous les auspices de l'ONU, est à peu près respecté depuis. Des gamins tout juste pubères se don-

nent des airs de guerriers farouches le long des ruelles de leur kashchikov trop lourde pour eux. Le ressort politique de ces affrontements fratricides - le renversement du dictateur - est depuis longtemps oublié. La violence gouverne Mogadiscio où personne ne contrôle plus quoique ce soit. Unis jusqu'à la chute du président honni, les partis politiques ont éclaté en clans rivaux qui s'entre-déchaînent. Des bandes de pillards font la loi dans plusieurs secteurs de la ville. Cimentés jusqu'à présent par une même ethnicité et une religion commune, l'islam sunnite - une homogénéité unique en Afrique - les Somaliens s'achèvent à leur perte.

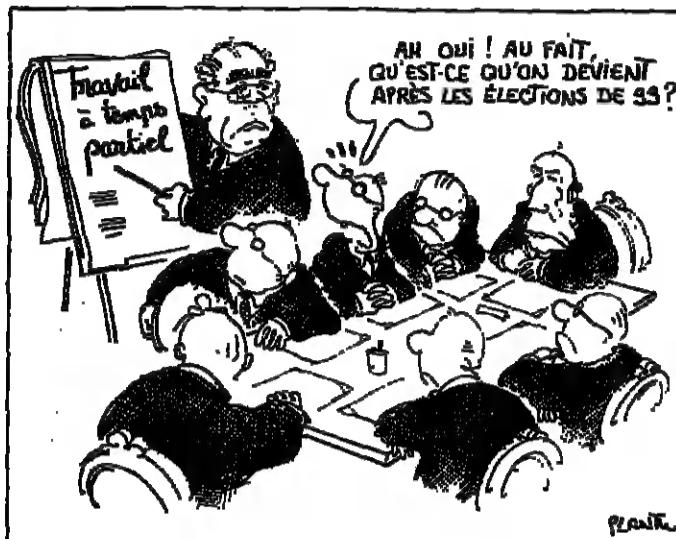
BERTRAND LE GENDRE

Lire la suite page 5

Pour favoriser la création d'emplois

Le gouvernement relance le travail à temps partiel

Dans le but de favoriser un meilleur « partage du travail », le gouvernement a annoncé, mercredi 5 août, au cours du conseil des ministres, de nouvelles mesures destinées à développer le travail à temps partiel. Vouloir concilier les « aspirations » des salariés et « l'efficacité » des entreprises, le plan de M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, vise aussi à aider la création d'emplois.



Lire page 15 l'article d'OLIVIER PIOT

LES JEUX OLYMPIQUES

Athlètes sous pression

Les espoirs français de médailles d'or en athlétisme reposent essentiellement sur Marie-Josée Pérec sur 400 m. Avant l'entrée en piste de la Guadeloupéenne, mercredi soir 5 août, la délégation nationale n'a guère brillé. Beaucoup de sélectionnés ne semblent pas supporter la pression de la compétition.

Lire pages 8 et 9 les articles de nos envoyés spéciaux
GÉRARD ALBOUY
MICHEL BOLE-RICHARD
JÉRÔME FENOGLIO
CORINNE LESNES
et BÉNÉDICTE MATHIEU

ARTS ET SPECTACLES

La reconnaissance du patrimoine maritime français.
Pages 11 à 13

Le sommaire complet se trouve page 28

Le désarroi du parti de M. Bush

Les sondages sont désastreux pour le candidat républicain qui donne de plus en plus l'image d'un perdant

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

M. George Bush n'arrive pas à trouver le ton juste pour sa campagne, et le doute s'installe dans les esprits. Vient-il vraiment être réélu ? Cette question insolente est désormais ouvertement posée. Ceux qui le connaissent bien affirment qu'il n'en est rien, que le président sortant n'est nullement découragé et qu'il n'est pas dans son caractère de se laisser aller aux états d'âme. L'ennui est qu'il donne l'impression inverse, et le désarroi s'installe dans le camp républicain.

« J'ai l'esprit combatif, Ma santé est bonne malgré les

raumeurs imbéciles », déclare-t-il dans un entretien publié mercredi 5 août par le quotidien USA Today. Il faut décidément que le climat soit devenu bien délétère pour que le président éprouve ainsi le besoin de proclamer qu'il est déterminé « à se battre et à gagner ». Cela devrait aller sans dire. M. Bush reconnaît même que M. Bill Clinton, son adversaire démocrate, « a fait de bonnes choses », avant d'ajouter, comme un aveu : « Je dois arrêter de dire des gentillesse et faire ce qu'il m'a fait depuis six mois. » M. Bush n'est pas loin d'admettre qu'il n'a pas été un très bon candidat jusqu'ici. Le président n'est pas seulement soupçonné de

ne plus savoir lui-même s'il veut rester quatre ans de plus à la Maison Blanche. On lui reproche aussi d'être incapable de dire ce qu'il ferait de ce second mandat. Ce silence pourrait se justifier si M. Bush était encore soutenu par une écrasante majorité de ses concitoyens, comme c'était le cas après la guerre du Golfe. Il surprend de la part d'un candidat qui est désormais devancé de vingt-cinq points par son adversaire démocrate. Les sondages sont désastreux pour M. Bush. Moins de 30 % des électeurs se disent prêts à voter pour lui le 3 novembre.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite page 4

M. Gaudin convoqué pour être inculpé d'escroquerie

M. Jean-Claude Gaudin, président (PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et sénateur des Bouches-du-Rhône, est convoqué, vendredi 7 août, par M. Jean-Pierre Murciano, juge à Grasse. Celui-ci lui a déjà fait connaître son intention de l'inculper d'escroquerie dans l'affaire Saincane. L'instruction, portant sur des faits de racket fiscal, avait permis d'établir que l'un des principaux inculpés, M. Fernand Saincane, n'occupait pas ses fonctions de vacataire au conseil régional, mais se livrait à des actions occultes de renseignements au cabinet de M. Gaudin. Estimant qu'il s'agissait d'un emploi fictif, M. Murciano avait inculpé, le 18 décembre, M. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Gaudin.

Lire page 20

l'article de GUY PORTE

GRAND CONCOURS
TBA
LIVRE DE POCHE
LE NOUVEL OBSERVATEUR
APPLI

Le Nouvel Observateur
N° 1448 - P. 69

Le communisme était établi depuis trois générations. Le Concordat, vieux de plus de vingt ans, est le transport des peuples depuis quinze ans. La psychanalyse a plus d'un siècle.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

Le Ciné, depuis six ans, ne donnait pas l'impression de vivre. Depuis des décennies d'années, les formes les plus audacieuses de l'Art du XX^e siècle bénéficient d'un statut d'export les plus radicaux.

1er PRIX
la Rolls des Macintosh,
un Quadra 900

TBA : le livre de tous les futurs

livre de poche 1442 pages, 33 F.

Berkeley (Californie), monnaie d'un habitant ? Le livre du

best-seller du monde ou des

titres de la littérature pour

quelques livres sont les

quatre livres les plus

populaires de la littérature

en France, quelle est la

raison de leur succès ?

quelques livres sont les

quatre livres les plus

populaires de la littérature

en France, quelle est la

raison de leur succès ?

Clientélisme à l'Université

Malgré la mise en place de nouvelles procédures le recrutement des enseignants provoque des polémiques

par Gérard Courtois

Cette année encore, la tradition aura été respectée. La campagne 1992 de recrutement d'enseignants du supérieur (professeurs et maîtres de conférences) aura provoqué son lot d'échecs, de mécontentements et de règlements de comptes peu académiques. Elle n'aura pas réussi à lever le soupçon qui pèse sur les décisions des instances de recrutement, à l'échelon national le Conseil national des universités (CNU) et à l'échelon local les commissions de spécialistes.

Les griefs sont anciens. Pour les uns, les sections du CNU, discipline par discipline, sont autant

de chasses gardées contrôlées par tel ou tel « mandarin ». Pour les autres, les commissions de spécialistes sont excessivement dépendantes de solidarités locales. D'un côté ou de l'autre, chacun dénonce le clientélisme qui primerait trop souvent sur les choix scientifiques.

C'était pourtant l'ambition de la réforme du CNU - bouclée au pas de charge par M. Lionel Jospin juste avant son départ du ministère de l'Éducation nationale, au printemps dernier - de changer les règles du jeu, afin d'inciter la communauté universitaire à redistribuer les cartes et à combattre les coteries, réelles ou supposées.

Lire la suite page 7

LES FINES D'EMPIRES

Hiver 1405, au fond des steppes, sur les bords du Syr-Daria : Tamerlan meurt. Le chef cruel du clan turco-mongol, le pseudo-gendre de Gengis Khan, l' amoureux de Samarcande, s'était taillé un domaine, le plus vaste qu'on pût imaginer, de la Turquie à Delhi. En vain : l'empire du prédateur boiteux va fondre avec les neiges.

15. - La mort de Timour le Boiteux

Par PIERRE CHUVIN

Au début d'août 1404, l'émir Timour, que nous appelons Tamerlan, arriva près de Samarcande. Il avait quitté sa ville préférée en direction de l'ouest presque cinq ans plus tôt. A son retour, il s'installa dans les jardins qu'il avait créés, le « jardin neuf », celui « des plaines », « de l'enchantement du cœur », « du cœur du monde », sur les prairies de Kan-i-Gel, dont le nom évoque une profusion de fleurs. « Il y avait de nombreuses tentes dont certaines étaient faites de tissus en soie... Des pièces de tissus de soie colorés, ajourés ou unis, avaient été tendues pour faire de l'ombre... une tente tendue par des cordes vertes, recouverte de petit-gris et doublée intérieurement de zibeline » : Ruy Gonzalez de Clavijo, ambassadeur du roi de Castille, ne se lasse pas de décrire ces résidences dont la somptuosité l'éblouit.

La fin de l'été et le début de l'automne furent consacrés au repos, à des fêtes et des beuveries, à la poursuite hâtive des énormes chantiers qui remodelaient le visage de la ville, capitale du Pays au-delà du fleuve (entendez l'Amou-Daria). Les jardins servirent à de grandes assemblées des princes et gouverneurs de l'empire, dans la tradition mongole. « On apportait beaucoup de viande de mouton cuite, assaisonnée ou rôtie, et des morceaux de cheval rôtis... Le morceau préféré de ces gens est la hanche de cheval, avec l'échine, sans les jambes... On nous donna à boire, dans des écuelles avec des aiguères en or et en argent, du lait de jument sucré. » Mais voici moins innocent pour un pieux musulman comme était Timour : « Pendant cette fête Timour Beg proclama que l'on pouvait boire du vin, et il en but lui-même... On sert le vin avant de manger, et on en donne si souvent que les hommes deviennent ivres ; on croit ici qu'il ne peut y avoir de réjouissances ni de fêtes sans s'enivrer. »

Dernières fêtes à Samarcande : dès le 27 novembre, l'émir repartait en direction de l'est, vers les steppes où régnaient des princes mongols, vers la Chine qu'il voulait conquérir. Il était coutumier de ce genre de départs à la mauvaise saison, sachant bien que l'hiver gèle les fleuves les plus puissants, solidifie les marécages, que la neige étanche la soif dans la traversée des steppes. Une organisation très efficace mettait en outre son armée à l'abri du besoin. Des chariots de grain suivaient la troupe : semé lors du voyage aller, ce grain serait moissonné au retour. Chacun, en plus de ses provisions, devait avoir deux vaches et dix chèvres laitières, que l'on mangerait lorsque leur lait serait tari - le froid, de plus, conservant les carcasses. L'armée de Tamerlan formait ainsi un immense troupeau béant et meuglant, et d'interminables convois. Le train de l'émir à lui seul se composait de cinq cents chariots.

Mais l'hiver 1404-1405 fut particulièrement précoce et glacial. Le Syr-Daria délimitait au nord-est le berceau de la puissance de Timour : à la mi-janvier, l'armée atteignait le fleuve, couvert d'une couche de glace de plus de 1 mètre. Juste de l'autre côté, la ville forte d'Otrar, étape importante pour les caravanes qui venaient de Chine et passaient au nord des monts Tien-Chan, par les pâturages du Pays des Sept-Rivières. La steppe, enneigée à hauteur de deux javelots, bloquait l'armée, et Timour lui-même, à soixante-neuf ans, atteint de tuberculose osseuse, souffrant de diverses blessures et d'une boiterie qui lui valut le nom sous lequel il est le plus connu (Timour-i-Lenk, le Boiteux), était usé par une vie de batailles et de beuveries. Transi, il ne voyageait qu'en litière.



Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

l'islam (son grand-père n'était pas musulman), installé dans une vallée du sud du Pays au-delà du fleuve. Il était né en 1336 dans un monde partagé entre les descendants du conquérant mongol Gengis Khan (mort en 1227). Son pays appartenait à la dynastie du second fils de Gengis Khan, Djaghataï. Les khans Djaghataï s'étaient turquifiés ; et, à l'époque de la naissance de Timour, ils s'islamisaient. Mais ils avaient perdu le pouvoir réel, que se disputaient en leur nom des chefs de tribus parés de titres différents (en arabe : *émir*, « commandant », en turc : *beg*, ou en mongol : *noyan*). Timour fut d'abord l'un d'eux et, toute sa vie, il entretint un khan descendant de Gengis Khan et de Djaghataï, souverain nominal, dans une prison dorée, à Samarcande. Il n'hésitait pas à le faire assassiner si son « protégé » se mêlait de politique, mais avait toujours soin de le remplacer par un autre membre de la famille. Timour s'intitula simplement « le grand émir », *amir al-kabir*, à partir de 1370 ; et il épousa des princesses mongoles, ce qui lui permit de pres-

laires aux édifices, avant tout aux mausolées, majestueux par leurs proportions et pleins de délicatesse et de grâce par leur décor. « On nous dit que Timour Beg était venu ici il y a un mois et qu'il n'avait pas aimé [la] porte trop basse. Il avait ordonné qu'elle soit renversée d'un portail large et haut, orné de motifs or et bleu, de carreaux de faïence, d'un aspect admirable... [portant] la représentation d'un lion placé dans un soleil. »

Malgré cet orgueil, Timour, conquérant infatigable, organisateur méthodique qui planifiait pillages et massacres avec une rare efficacité, n'a pas fondé d'empire. Il maintenait la cohésion de son domaine par la terreur qu'il inspirait et la fidélité de ses émirs, surveillant de près ses enfants et ses petits-enfants. Sitôt qu'il fut mort, les princes s'entre-déchirèrent tandis que les émirs changeaient d'allégeance selon leurs intérêts.

Le mieux placé de ses petits-fils était Khalil Sultan, qui se trouvait alors à Tachkent avec l'aile droite de l'armée. Il marcha sur Samarcande et occupa la ville le premier, le 18 mars 1405. Il transporta Timour dans le tombeau où il se trouve encore, au son du tambour de guerre de l'émir, « dont les roulements se mêlaient aux hurlements de deuil ». Une fois le cortège arrivé au mausolée, on tailla en lambeaux la peau de l'instrument : il ne servirait aucun autre maître. Puis Khalil Sultan étala sur la tombe les vêtements de soie de Timour, disposa sur les murs ses armes et ses équipements les plus riches, incrustés de pierres, brodés ; il pendit des lustres d'or et d'argent, dressa des chandeliers d'or, recouvrit le sol de soie, recruta des lecteurs du Coran.

Deux ans plus tard, pour essayer d'acheter la loyauté de ses sujets et de ses soldats, le jeune prince, « comme la pluie d'avril, comme les mines [de rubis] du Badakhshan, comme la mer d'Oman [qui produit des perles], répandit l'argent et les joyaux sur leur tête ». Mais il ne lui servit à rien de gaspiller presque tout le trésor de Tamerlan. Bon général, médiocre politique, Khalil Sultan fut supplanté par un de ses oncles, fils de Timour, Chahruh, entré en 1409 dans Samarcande, qu'il confia à son fils Oulough Beg, cependant que lui-même installait sa capitale à Herat.

Sous son long règne (il mourut en 1447), grâce à son mécénat et à celui d'Oulough Beg - gouverneur de Samarcande, puis roi, détrôné et assassiné en 1449 par son propre fils - les arts, la poésie, l'astrologie connurent un essor extraordinaire. A Samarcande, Oulough Beg édifica des fondations pieuses qui encadrèrent la place du Registan. Bon astronome, il figura en victime de l'obscurantisme religieux parmi les grands hommes de Samarcande à l'époque soviétique... Mais dans l'épigraphie qu'il plaça sur la tombe de son grand-père il eut soin de faire remonter son origine à la reine mongole Alangu'a, dont les descendants reçurent l'illumination divine. Il conciliait la lumière de l'islam et la tradition mongole païenne, qui fait parler Alangu'a : « Chaque nuit, un homme jeune, brillant, entrant par l'ouverture supérieure de la tente... frottait mon ventre et son éclat lumineux s'enfonçait dans mon ventre ; quand il sortait, il sortait en rampant, tel un chien jaune, dans les rais du soleil [ou] de la lune. »

L'épigraphie de Timour ne se bornait pas à lui assurer une légitimité. Selon un usage fréquent dans les inscriptions funéraires, elle maudissait celui qui dérangerais le défunt dans son repos : celui qui ouvrirait la tombe attirerait l'invasion sur son pays. Des archéologues soviétiques n'en exhumèrent pas moins le cadavre aux fins d'autopsie et de reconstitution de ses traits. C'était en mai-juin 1941. Le 21 juin, l'Allemagne nazie s'abattait sur l'Union soviétique. L'efficacité de ces malédictions, impressionnante, reste néanmoins incertaine.

Ce que Timour, avec tant de cruauté, avait voulu défaire se reconstruisait très vite. A l'ouest, il avait égaré les Ottomans le 28 juillet 1402 près d'Ankara, prolongeant de plusieurs décennies la survie de Constantinople, dernier vestige de l'Empire byzantin. Mais les Ottomans se relevèrent, tout comme, dans l'est anatolien, la confédération turque du Monton-Noir (Kara Koyunlu) et les Mamelouks qui gouvernaient la Syrie. Un siècle après la mort du fondateur, ses descendants étaient chassés de Samarcande et du Pays au-delà du fleuve par des tribus turques, les Ouzbeks, dont le chef se réclamait d'un fils de Gengis Khan, Chayban. Elles ont donné leur nom aux populations turques actuelles du pays, devenu *grasso modo* l'Ouzbékistan.

La dynastie accomplie cependant un beau rétablissement : le jeune Babour (1488-1529), qui dut abandonner Samarcande aux Ouzbeks, s'empara de l'Inde, où il fonda l'empire des Mogols. L'Empire du conquérant boiteux, lui, avait fondu avec les neiges d'Otrar, au printemps de 1405.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « La Route de Samarcande au temps de Tamerlan », de Ruy Gonzalez de Clavijo, traduit par Lucien Kehrren, Imprimerie nationale, 1990.
- « Timour and the Princely Vision. Persian Art and Culture in the Fifteenth Century », de Thomas W. Lenz et Glenn D. Lowry, Los Angeles County Museum of Art/Arthur M. Sackley Gallery, 1989.
- « Tamerlan », de Jean-Paul Roux, Fayard, 1991.

Timour, parti soumettre la Chine à soixante-neuf ans, souffrait d'anciennes blessures et était atteint de tuberculose. Usé par une vie de batailles et de beuveries, il ne voyageait qu'en litière.

Timour fut certes un massacreur et un destructeur. Mais, dans son propre pays, il a aussi cheri et transfiguré Samarcande. Une part de son œuvre - les jardins, la citadelle, le marché - a disparu. Il reste un monument colossal, la Grande Mosquée, et son tombeau bleu et or, qui fut d'abord celui de son petit-fils, le prince héritier Muhammad Sultan. Avec le même gigantisme, Timour avait fait édifier un palais et un mausolée dynastique dans sa ville natale de Kech, ainsi qu'un sanctuaire pour un saint musulman, au-delà du Syr-Daria, à Yasi (aujourd'hui au Turkestan). Ils célébrèrent la réislamisation, grâce aux confréries de derviches, de l'Asie centrale conquise par les Arabes au huitième siècle et submergée au début du treizième par le paganisme et l'éclectisme religieux des Mongols.

Prochain épisode : « A Mexico, les tambours se sont tus », par Serge Gruzinski

La situation en Bosnie-Herzégovine

Le Conseil de sécurité de l'ONU demande l'accès immédiat aux centres de détention

A la demande des États-Unis, le Conseil de sécurité s'est réuni, mardi 4 août à New-York, pour adopter une déclaration condamnant les camps de détention en Bosnie-Herzégovine et exigeant leur accès immédiat pour le Comité international de la Croix-Rouge et les autres organisations internationales compétentes.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Dans la déclaration adoptée par consensus, les membres du Conseil de sécurité rappellent toutes les parties aux obligations du droit humanitaire international, en particulier les conventions de Genève de 1949. « Les personnes qui commettent ou ordonnent de commettre de graves violations des conventions sont individuellement responsables », rappelle le texte.

L'administration américaine, qui a sollicité cette réunion du Conseil après avoir confirmé les informations diffusées dans la presse sur des « camps de concentration » en Bosnie, a déclaré ensuite ne pas disposer de preuves sur ce qui se

passait dans les centres de détention. Selon des diplomates de l'ONU, c'est la raison pour laquelle les États-Unis se sont « contentés » de cette déclaration non contraignante du Conseil.

Pour l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine à l'ONU, une simple demande d'accès à ces camps ne suffit pas. « Les camps de concentration ? Ce ne sont pas des camps de concentration, c'est des camps de mort », a-t-il déclaré encore une fois. Pour le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine, qui compte, « à défaut d'armes, de plus en plus » sous la pression de l'opinion publique, les articles récents dans la presse américaine avaient soulevé l'espoir d'une action « décisive » de la part des États-Unis. La « révélation » de Washington, mardi soir, l'a convaincu qu'il leur faut se défendre eux-mêmes.

Les représentants de la Conférence islamique (OCI), qui se sont réunis à New-York, mardi soir, ont le même avis. Cinq pays ont été choisis pour négocier avec le

Conseil de sécurité le sort de la population musulmane de Bosnie-Herzégovine. Les ambassadeurs de Turquie, d'Irak, d'Égypte, du Pakistan et du Sénégal ont demandé l'utilisation de la force contre les forces serbes, selon l'article 42 de la Charte de l'ONU, pour « mettre fin au cauchemar » en Bosnie-Herzégovine. La délégation de l'OCI demande la levée, pour cette République, de l'embargo sur les armes imposé par le Conseil à l'ensemble de l'ex-Yugoslavie en septembre dernier.

« Les gens nous prennent pour des traîtres »

Mardi soir toujours, le commandant de la FORPRONU à Sarajevo, le général canadien Lewis Mackenzie, qui vient de quitter son poste dans la capitale bosnienne, a participé à une conférence de presse à New-York. Répondant à des questions relatives à la faisabilité d'une opération humanitaire internationale, le général a expliqué : « Les gens qui parlent d'utilisation de la force en Bosnie-Herzégovine ne se rendent pas compte que l'ennemi envisage une opération phénoménale à long terme. Tout

en répétant qu'une opération militaire est « une possibilité que l'on ne saurait écarter », le général Mackenzie rappelle que pendant la deuxième guerre mondiale, les Allemands avaient 37 divisions en Bosnie-Herzégovine et n'ont pas réussi à y rétablir la paix.

Sur l'accord de Londres, selon lequel l'artillerie lourde sera mise sous surveillance internationale, M. Mackenzie explique que cette tâche pourrait être effectuée en trois jours par l'armée d'un seul pays (mais « aucun pays n'a l'autorité morale nécessaire »), mais que cela peut prendre des mois si elle est confiée à l'ONU. Les soldats de 29 pays participent actuellement à l'opération de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie.

Pourquoi les « casques bleus » suscitent-ils de la haine dans la population bosnienne ? « La CEE parle, les gens à Sarajevo regardent avec espoir l'arrivée des « casques bleus ». Ils pensaient que nous venions pour arrêter la guerre. Lorsqu'ils se sont rendus compte que nous n'étions pas là, ils nous ont pris pour des traîtres. Dès que je négociais avec une des parties, ce que j'étais censé faire, l'autre partie s'estimait trahie par l'ONU. »

AFSANE BASSIR POUR

L'aéroport de Sarajevo est fermé pour trois jours

Sarajevo a subi de violents bombardements dans la nuit du 3 au 4 août et pendant toute la journée de mardi. Dans la soirée, la plupart des quartiers de la ville étaient privés d'eau ; le radio et la télévision bosniaques affirmaient que l'alimentation avait été coupée à partir du réservoir d'Ilička, qui fournit en eau une grande partie de la capitale bosnienne, dans une commune limitrophe contrôlée par les Serbes.

« C'est une des pires journées que nous ayons connues », a déclaré M. Magnussen, le porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), qui a signalé de durs échanges d'artillerie et de mortier, particulièrement dans les quartiers ouest et nord-ouest de Sarajevo. Entre autres violences au cours de cette journée : les funérailles des deux enfants tués samedi lors d'une opération d'évacuation se sont déroulées au cimetière de la ville sous des tirs d'obus de mortier obligeant l'assistance à se mettre à l'abri.

Sur recommandation du commandant de la FORPRONU, les vols à caractère humanitaire sur l'aéroport de Sarajevo ont été suspendus pour soixante-douze heures, après avoir été interrompus à trois reprises dans la journée de mardi en raison des bombardements. Six avions seulement, au lieu des vingt quotidiens, avaient pu atterrir.

Gorazde assiégée

Durant ces trois jours, le commandant adjoint de la FORPRONU, le général Philippe Morillon, tentait à Sarajevo d'obtenir de nouveau de toutes les parties la réaffirmation de l'engagement pris le 6 juin et qui avait permis la réouverture de l'aéroport et le lancement du pont aérien. La FORPRONU avait été prise à partie,

mardi, par l'état-major des forces serbes, qui lui a reproché de « ne pas contrôler l'artillerie croato-musulmane » autour de Sarajevo. Pour l'état-major serbe, cela « remet en question » l'acheminement de l'aide humanitaire par air et par terre. Selon l'agence Tanjug de Belgrade, citant Radio-Sarajevo, un appel à la mobilisation a été lancé par les forces bosniaques pour « libérer définitivement » la capitale. Les Serbes avaient dénoncé ces derniers jours une « offensive générale » croato-musulmane visant notamment à ouvrir un couloir pour des renforts dans la capitale assiégée.

Le maire de Gorazde (à l'est de la Bosnie-Herzégovine), Hazdo Efendić, joint par liaison radio par le correspondant de l'AFP à Sarajevo, a dressé un tableau dramatique de la ville assiégée depuis cent-trente-cinq jours par les forces serbes. Les cadavres des victimes des combats polluent la rivière et les survivants vont aux puits sous le feu des franc-tireurs, a-t-il affirmé. Les vivres manquent. La ville est privée d'eau courante et d'électricité depuis le 4 mai. Quelques puits ravitaillent la ville en eau potable et on ne peut s'en approcher qu'à la nuit. Le seul hôpital de la ville a été détruit, les médicaments et les produits nécessaires pour soigner les blessés manquent ; beaucoup meurent faute de soins adéquats, a poursuivi le maire, qui a estimé à 2 000 le nombre de morts depuis le début du siège. Ils sont enterrés dans les jardins et même dans les rues. 4 000 personnes ont été blessées, dont 1 500 sont dans un état grave.

Gorazde comptait 37 500 habitants avant la guerre. Des dizaines de milliers de musulmans s'y sont réfugiés, chassés des villes de la région tombées les unes après les autres aux mains des Serbes, et le maire estime actuellement la population à 100 000 personnes. C'est la dernière ville de cette zone « résister » à ce « nettoyage ethnique ». « Pourquoi », a demandé M. Efendić, le monde le laisse-t-il faire impunément ? - (AFP, AP, Reuters)

Washington nuance ses propos sur les « camps de concentration »

Sous une vive pression de l'opinion aux États-Unis, l'administration américaine va chercher à obtenir du Conseil de sécurité une résolution permettant de ne pas éliminer l'usage d'avions de combat pour protéger les opérations humanitaires en Bosnie. Le département d'État a déclaré, mardi, ne pas disposer de preuves sur ce qui se passe dans les camps de Bosnie.

Nuançant ses déclarations de la veille, le département d'État américain a fait savoir, mardi 4 août, qu'il ne pouvait confirmer les informations parues dans la presse sur les exactions auxquelles se livreraient les forces serbes contre les civils qu'elles détiennent dans des camps en Bosnie-Herzégovine. « Nous n'avons pu obtenir de confirmation indépendante de ces informations, mais nous sommes bien sûr de près cette affaire avec les autorités serbes », a déclaré le secrétaire d'État adjoint, M. Thomas Niles, devant la sous-commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants sur l'Europe et le Proche-Orient.

« Nous avons pris connaissance, par nos propres informations, de faits similaires à ceux que rapporte la presse. Les forces serbes possèdent ce qu'elles appellent des centres de détention pour les Croates et les Musulmans. Il y a eu des exactions, des tortures et des meurtres commis dans ces centres », avait déclaré, la veille, le porte-parole du département d'État, Richard Bowcher. M. Niles, soulignant la « préoccupation » des États-Unis, a insisté sur le fait qu'il appartenait à la Croix-Rouge internationale et aux organisations compétentes de

vérifier ces informations. L'administration fait l'objet d'une pression croissante en faveur d'une action des États-Unis et de la communauté internationale en Bosnie. Mardi, la politique de M. George Bush a été la cible de violentes attaques de parlementaires démocrates, reflétant le malaise croissant de l'opinion publique face à l'impuissance de l'Amérique à arrêter le carnage à Sarajevo.

M. Thomas Niles s'est vu durement reprocher au congrès la « faiblesse » de l'administration républicaine face à ce qu'elle a pourtant elle-même décrit comme l'agression serbe contre la Bosnie-Herzégovine. « Cela me rappelle l'attitude du département d'État avant la deuxième guerre mondiale, lorsque nous avons tourné le dos aux juifs d'Europe (...), et je crains que le jour viendra où nous regarderont la conduite de cette administration avec une profonde amertume », a notamment déclaré M. Peter Kostmayer (Pennsylvanie).

Pour sa défense, M. Niles a rappelé le rôle des États-Unis dans l'adoption de sanctions contre la Serbie et le Monténégro et insisté sur le partage des responsabilités avec la CEE et l'ONU. Mais il n'a pas pu satisfaire l'impétuosité de la commission de voir l'administration s'engager dans une politique plus musclée.

Tout au plus a-t-il assuré que les États-Unis cherchaient à obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU une résolution permettant en cas de besoin l'usage d'avions de combat pour protéger les opérations humanitaires en Bosnie. Il n'a pas voulu dire quand il espérait voir un consensus se faire sur une telle résolution ni quels étaient les obstacles rencontrés. - (AFP, Reuters)

« Tout camp doit être visité, contrôlé et ouvert » déclare M. Mitterrand devant le conseil des ministres

Le conseil des ministres, réuni mercredi 5 août au Palais de l'Élysée, a entendu une communication de M. Roland Dumas sur la situation en Bosnie-Herzégovine et l'existence éventuelle de « camps de concentration ». Rapportant les propos du président de la République, M. Mitterrand a déclaré : « Il faut manifester une exigence forte. Tout camp humanitaire doit être protégé. Tout camp doit être visité, contrôlé et ouvert ».

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a rappelé que « la France a condamné en premier et sans réserve les transferts de population et la théorie de purification ethnique ». « Elle reste », a ajouté M. Dumas, le pays qui a pris la plus grande part à l'action de la FORPRONU (...). La France entend exiger que toute la vérité soit faite sur ces camps et le comportement de ceux qui en sont responsables. Cela passe évidemment par le droit de se rendre sur place et de constater les services dont les populations ainsi rassemblées auraient été victimes.

La France est prête à participer à ces investigations et à prendre, avec la communauté internationale, toutes les dispositions qui permettront de mettre fin à ces exactions ».

□ Pas d'études françaises sur une intervention militaire limitée contre la Serbie. - Le ministre français de la défense a catégoriquement démenti, mardi 4 août, l'existence d'études de l'état-major sur une intervention militaire limitée contre la Serbie, comme l'avait affirmé la veille, M. Lothar Rühl, ancien secrétaire d'État allemand à la défense, dans le quotidien Die Welt (le Monde du 5 août). « Il n'y a pas de planification d'action contre les Serbes et il n'y a pas eu d'exercice d'état-major dirigé contre telle ou telle force dans l'ex-Yugoslavie », déclare-t-on au ministère. On y souligne également que l'action de la France dans ce conflit, « s'inscrit dans le cadre des instances internationales ».

M. Eltsine appelle la CEE à reconnaître la Macédoine

Le président russe Boris Eltsine a demandé « à la Communauté européenne de soutenir et de reconnaître la Macédoine » lors d'une visite, mardi 4 août, en Bulgarie, provoquant aussitôt une vive réaction de la Grèce. A Athènes, le ministre des affaires étrangères a jugé « inacceptable » les déclarations du président russe. Appuyé par le président bulgare Jeliou

Jelov, M. Eltsine avait estimé que la Russie « doit reconnaître immédiatement l'indépendance de la Macédoine, dont le peuple est le seul à avoir le droit de choisir son nom ». La Grèce, qui juge que le nom de Macédoine appartient à son patrimoine national, s'oppose à la reconnaissance tant qu'elle n'aura pas renoncé à ce nom. - (AFP, Reuters)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Mort du cardinal Tomasek, ancien archevêque de Prague

Le cardinal František Tomasek, ancien archevêque de Prague et primat de Bohême, s'est éteint mardi 4 août à son domicile, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Hospitalisé au mois de juin, le cardinal était rentré chez lui en juillet. En dépit d'un état de santé en

constante détérioration, il avait pu recevoir, le 23 juillet, M. Vaclav Havel, qui venait de démissionner de la présidence de la Tchécoslovaquie. Proche de Jean-Paul II, qu'il accueillait à Prague il y a deux ans, Mgr Tomasek était devenu dans les années 80 l'un des symboles

de la résistance à l'oppression communiste. Il avait été remplacé à la tête de l'Eglise tchèque par Mgr Miroslav Vlk, évêque de Ceske Budejovice, en mars 1991. Les funérailles du cardinal Tomasek devraient avoir lieu mercredi 12 août en la cathédrale Saint-Guy de Prague.

Un vieillard prudent dévoué à l'Eglise

intrônisé à la tête de l'archevêché de Prague.

Lorsque le cardinal Karol Wojtyla accéda à la papauté, le cardinal Tomasek et le cardinal Wyszynski sont les seuls à continuer à tutoyer Jean-Paul II. Sous l'influence du nouveau pape, le cardinal Tomasek va peu à peu s'endurcir. Au début des années 80, il demande officiellement la dissolution de Pacem in Terris, organisation de prières créée par le pape pour commémorer le jour de la Pentecôte. Il ne sera pas entendu. Dix des treize diocèses sont toujours vacants, les autorités refusant d'entériner les nominations de nouveaux évêques par le Vatican.

Mais l'opinion publique, elle, va peu à peu se réveiller et dès 1985 des foules considérables assistent à des pèlerinages, tant en Bohême qu'en Slovaquie. Le primat de Bohême adresse plusieurs lettres aux autorités, qui ne répondront jamais à ses revendications. Trois ans plus tard, il signe une pétition réclamant la fin de l'ingérence de l'Etat dans les affaires religieuses et de toutes les mesures discriminatoires contre les croyants, bref la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Plus d'un demi-million de Tchécoslovaques signent cette pétition. Seule concession des autorités : elles acceptent la nomination de trois évêques. On est loin du

compte. Puis les manifestations laïques prennent le pas sur les religieuses et la « révolution de velours », en novembre-décembre 1989, fait le reste.

Appogé de sa carrière, le cardinal Tomasek, renouant avec la tradition abandonnée depuis le « coup de Prague » en février 1948, peut être le nouveau président de la République, Vaclav Havel, à la cathédrale Saint-Guy. Et surtout y recevoir, le 21 avril 1990, le pape Jean-Paul II. Il peut enfin prendre sa retraite, en mars 1991, et céder la place à la tête de l'Eglise tchèque à Mgr Miroslav Vlk.

AMBER BOSOUGLU

Histoire d'un « retournement »

Dans les années 80, le cardinal Tomasek était devenu l'un des pères mûrissants d'une politique à l'Est du Vatican, qui a permis aux croyants de désarmer la contrainte communiste. C'est sur le tard que le vieux bon de Bohême gagnait, dans son pays, une popularité rarement égale pour un responsable d'Eglise et, à l'étranger, une réputation de champion de la lutte contre une persécution religieuse particulièrement sévère en Tchécoslovaquie.

C'est bien de conversion dont il faut parler à son égard. Après la publication de la Charte 77, le futur primat de Prague se désolidarise des signataires de ce document, estimant qu'il n'a « besoin d'une incitation extérieure » pour défendre les croyants. La réplique des croyants schismatiques est foudroyante : « Vous reculez sur tous les plans et n'apparez pas en public, que lorsque la propagande du pouvoir a besoin de vous », lui lance le

Père Zverina, théologien catholique qui deviendra son plus proche conseiller. Douze ans après, le 24 novembre 1989, le nom du cardinal Tomasek est acclamé sur la place Weneciales de Prague, après ceux de Havel et de Dubcek.

Entre les deux dates, il y eut l'élection de Jean-Paul II, son voisin de Cracovie, élu comme lui dans la résistance au communisme. Dès 1978, le pape polonais lui accorde sa première audience privée et, jusqu'en 1984, il recevra l'archevêque de Prague au Vatican à sept reprises. Jean-Paul II le convainc que la liberté religieuse est la clé de toutes les autres libertés et de la démocratie. Le cardinal Tomasek est « retourné ». A quatre-vingt-cinq ans, il se décide à mener la vie dure aux prêtres collaborateurs de Pacem in Terris, association créée de toutes pièces par le pape. A son âge, il n'a plus rien à perdre et encourage les publications clandestines, organise le rassemblement de Vê-

lerad (Moravie), qui attire, en 1985, 150 000 pèlerins, en présence du cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican. C'est lui surtout qui apporte sa caution à la pétition pour la liberté religieuse du laïc Augustin Navrátil, en laquelle n'avait cru aucun des intellectuels opposants et qui, en quelques mois, recueille près d'un demi-million de signatures.

« Si le cardinal n'arrive pas à se faire entendre - et je n'ai qu'une seule voix - vous, les prêtres et les fidèles, vous devez élever vos voix », dira le primat de Bohême un an avant la « révolution de velours » de 1989, à laquelle participèrent des ecclésiastiques comme Vaclav Malý ou Dominik Duka. L'histoire retiendra que le cardinal Tomasek a pris en marche le train de la contestation, mais au point de devenir l'un des principaux symboles de la résistance spirituelle au communisme.

HENRI TINCO

AMÉRIQUES

BRÉSIL : devant l'ampleur prise par les accusations de corruption

Le sort du président Collor paraît de plus en plus incertain

La crise politique ouverte en mai dernier avec les accusations de corruption lancées par le propre frère du président brésilien Fernando Collor de Mello a pris un tour dramatique ces derniers jours. La possibilité d'une procédure de destitution à l'encontre de M. Collor est de plus en plus souvent envisagée (*le Monde* du 5 août) et la solidarité du son cabinet commence à être ébranlée.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Le ministre de l'éducation, M. José Goldenberg, a annoncé sa démission « irrévocable », lundi 3 août, en expliquant que « le gouvernement est beaucoup plus préoccupé de sa propre survie que du sort du pays ». Le porte-parole du président, M. Pedro Luiz Rodrigues, avait pour sa part renoncé durant le week-end. La Bourse a chuté de 7 %, et le dollar s'est envolé au cours parallèle.

Il y a quelques semaines encore, le déclenchement d'une procédure de destitution à l'encontre du chef de l'Etat était jugé impensable. Sa mise en œuvre, qui nécessiterait l'approbation des deux tiers des cinq cent trois députés fédéraux, apparaît aujourd'hui comme une possible conclusion des travaux de la commission d'enquête parlementaire (CPI) chargée de faire la lumière sur les accusa-

tions concernant le président et son entourage. La CPI doit clore son enquête le 11 août, et la publication de son rapport est attendue pour le 26 août au plus tard. D'ores et déjà, les investigations ont révélé certains liens d'affaires entre M. Collor et le financier de sa campagne électorale, M. Paulo Cesar Farias, ainsi que l'existence de trafics d'influence.

Les dépositions de plusieurs collaborateurs du président ont donné lieu à de nombreuses contradictions et maladroites. L'ancien secrétaire particulier de M. Collor, M. Claudio Vieira, a voulu expliquer d'une manière globale l'origine des fonds utilisés par le chef de l'Etat et sa famille à des fins privées. Il a indiqué qu'un prêt de 5 millions de dollars avait été contracté en Uruguay en 1989, pendant la campagne présidentielle. Mais il a curieusement refusé de fournir les preuves de cette transaction quelque peu romanesque.

« Nous sommes tous corrompus »

D'autres personnalités, tentant de voler au secours de M. Collor, ont commis d'énormes gaffes. Ainsi, le président de la puissante confédération patronale de São Paulo (FIESP), M. Mario Amato, a lancé à la télévision : « Nous sommes tous corrompus ». Le chef de file du parti au pouvoir au Sénat, M. Ney Maranhão, a confié : « dissimuler des revenus » et s'est interrogé : « Qui d'entre nous ne triche pas avec les impôts ? » Dans cette atmosphère plus que

délicate, les clans se forment et se figent. Un dirigeant du Parti social-démocrate (PSDB, centre-gauche), M. José Serra, a estimé que, « le pays se trouvant dans une situation de pré-révolution morale, le plus dangereux est de ne rien faire (...) La meilleure solution, c'est la démission du président ». Le populaire gouverneur du Ceará, M. Ciro Gomes, a été plus incisif : il s'agit, a-t-il déclaré, « d'un acte de pudeur » pour un président qui « paraît en être dépourvu ». Le Parti des travailleurs (PT, gauche) souhaite organiser mobiliser une opinion publique jusqu'à présent relativement et paradoxalement indifférente, malgré l'abondance de la couverture médiatique de toute cette affaire.

Le chef de l'Etat, qui a multiplié ces derniers temps les allocutions télévisées et les petites phrases condamnant un « syndicat du coup d'Etat », a indiqué, selon le quotidien *le Folha de São Paulo*, qu'il ne quitterait le Planalto, siège du gouvernement à Brasília, « que mort », en précisant qu'il n'avait pas l'intention de se suicider. M. Collor, dont le mandat n'expire que le 1^{er} janvier 1995, a dit à ses collaborateurs que le salut du gouvernement passait par l'octroi de plus grandes facilités de crédit aux gouverneurs d'Etat qui le soutiennent.

Le ministre de l'action sociale a demandé le déblocage de fonds équivalents à un milliard de dollars, mesure à laquelle s'oppose son collègue de l'économie et des finances, soucieux de préserver sa politique de rigueur. M. Marcellino Marques,

Morais a ajourné une rencontre prévue à Washington avec le FMI pour se consacrer à l'étude de ces propositions. « Le gouvernement ne dépensera que ce qu'il peut », a-t-il affirmé mardi. M. Marques Moreira est la « tête de volée » de l'équipe gouvernementale et le garant de la stabilité politique, aux yeux des acteurs économiques brésiliens et étrangers.

Le débat en cours au sein du cabinet pourrait aboutir à la dissolution de cette équipe. De persistantes rumeurs font état d'une prochaine démission du président de la Banque centrale. D'autres départs ne sont pas à écarter, principalement parmi les personnalités de renom appelées au gouvernement lors du remaniement d'avril.

Le vice-président, M. Itamar Franco, multiplie les références à la chute de M. Richard Nixon, s'est déclaré, à plusieurs reprises, prêt à assumer ses responsabilités. Ces candidides déclarations, venant d'un homme à la personnalité peu marquée et souvent caricaturée, constituent la seule inquiétude d'une opposition par ailleurs convaincue de son juste combat. Le président de la Chambre des députés, M. Ibsen Pinheiro, a estimé que, « si rien ne se passe, Collor va gouverner pendant deux ans et demi comme un zombi ». « De toute manière, à court terme, même le meilleur scénario envisageable est désastreux pour le pays », a déclaré, de son côté, l'économiste Carlos Langoni.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Le désarroi du parti de M. Bush

Suite de la première page

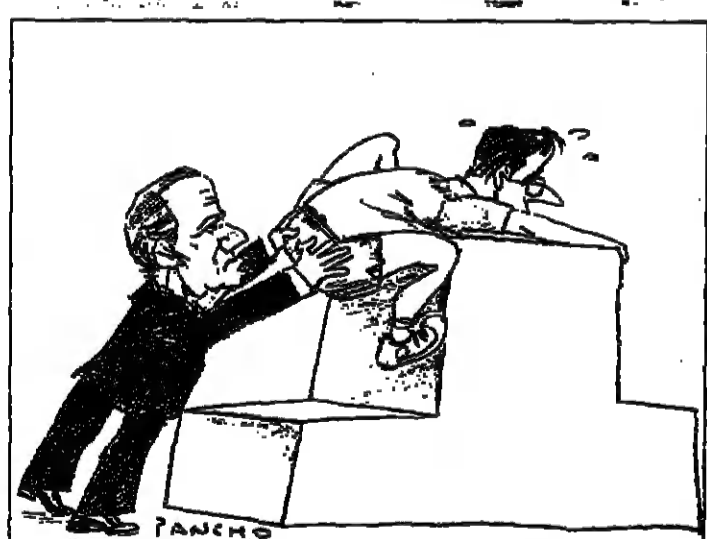
De tous les présidents sortants qui ont tenté leur chance une seconde fois, seul M. Jimmy Carter était tombé aussi bas. Il fut, comme on sait, balayé par M. Ronald Reagan en 1980.

M. Clinton recueille 62 % des intentions de vote, et M. Bush seulement 28 % en Californie, un Etat qui a pourtant voté à chaque élection présidentielle depuis 1964 pour le candidat républicain. M. Bush s'est rendu fin juillet dans le fief républicain par excellence, que constitue le comté d'Orange, au sud de Los Angeles, qu'il avait remporté haut la main en 1988. Le *Journal local* a jugé bon de publier à cette occasion un éditorial invitant tout simplement le président sortant à se retirer de la course.

Les appels de ce genre se multiplient. « Le président devrait suivre l'exemple d'Harry Truman, Lyndon Johnson et Richard Nixon et s'effacer. Il garderait sa place dans l'histoire et rendrait un grand service à son parti et à son pays », affirme M. Richard Viguerie, un activiste de la droite du Parti républicain, grand collecteur de fonds pour toutes les causes conservatrices depuis des décennies. Un autre conservateur, M. Burton Pines, propose que M. Bush cède la place à M. Jack Kemp, son secrétaire au logement, enfant chéri de la droite républicaine, à l'ancien gouverneur du Delaware, M. Pierre du Pont, ou à son secrétaire d'Etat, M. James Baker, voire « à n'importe qui ».

Qu'un ancien rédacteur en chef du *New York Times*, un quotidien traditionnellement acquis aux démocrates, appelle à son tour M. Bush à se retirer n'a rien d'extraordinaire. Mais le mal est nettement plus grand lorsque s'exprime dans le même sens le célèbre éditorialiste conservateur George Will, « M. Bush devrait dire « au diable tout cela » et aller à la pêche

avec ses petits-enfants. S'il ne le fait pas, il perdra presque certainement l'élection, déclenchant peut-être un raz-de-marée qui conduira un grand tort à son parti », écrit ce dernier.



L'atmosphère est telle que certains sénateurs et représentants républicains soumis à réélection en novembre commencent à se demander s'ils ne risquent pas d'être entraînés dans la chute du président sortant. L'argument vaut plus encore pour le vice-président, M. Dan Quayle, que M. Bush a pris de nouveau comme conseiller. Quelque 60 % des Américains interrogés souhaitent son départ. Depuis plusieurs semaines, les rumeurs n'ont pas cessé selon lesquelles M. Bush allait revenir sur son choix. Gaffeur impénitent, M. Quayle fut intellectuellement pâle figure face à M. Albert Gore, le numéro deux retenu par M. Clinton. Mais il est peut-être un peu tard. M. Bush a souvent été taxé d'oppor-

tunisme. Il se serait davantage encore s'il se débarrassait maintenant, en pleine tourmente, de son collègue.

Les incertitudes à propos du sort de M. Quayle pèsent lourd sur la campagne. Même un éditorialiste conservateur tel que William Buckley, qui appartient au même courant que le vice-président, écrit que la « réputation de légèreté » de ce dernier est « à bréchet » et constitue un « handicap alors qu'il faudrait un

ticket fort ». M. Bush a beau affirmer que la ligne à suivre, les coups bas n'avaient pas manqué en 1988 lorsqu'il s'était agi, pour le candidat Bush, de démolir son adversaire démocrate de l'époque, M. Michael Dukakis. On avait aussi entendu que ce dernier avait dans le passé subi un traitement psychiatrique, ce qui était faux. Il y avait eu aussi ces spots télévisés accusant M. Dukakis d'avoir été responsable, en tant que gouverneur du Massachusetts, de la permission de sortie accordée à un

de sources officielles. Par ailleurs, un capitaine de l'armée et quatre soldats ont péri dans des circonstances similaires à la frontière bolivienne. — (AFP)

■ VENEZUELA : assassinat d'un dirigeant du parti au pouvoir. — M. Marcos Palacios, un dirigeant des partis d'Action démocratique (AD, social-démocrate, au pouvoir), a été tué par balles, mardi 4 août, à son domicile de Caracas. Agé de soixante et un ans, M. Palacios présidait la Fédération nationale des économistes. — (AFP)

■ RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait attribuer, dans nos éditions du 5 août, le titre de ministre à M. Miguel Alfonso Martínez, qui préside la 44^e session de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU. M. Martínez, de nationalité cubaine, est juriste et enseignant.

■ PEROU : six militaires tués par les guérillas. — Tombé dans une embuscade tendue par les rebelles du Sentier lumineux au sud de Lima, le chef du principal corps d'élite de l'armée péruvienne, le colonel Edmundo Obregon, est décédé, mardi 4 août, a-t-on appris

de sources officielles. Par ailleurs, un capitaine de l'armée et quatre soldats ont péri dans des circonstances similaires à la frontière bolivienne. — (AFP)

■ VENEZUELA : assassinat d'un dirigeant du parti au pouvoir. — M. Marcos Palacios, un dirigeant des partis d'Action démocratique (AD, social-démocrate, au pouvoir), a été tué par balles, mardi 4 août, à son domicile de Caracas. Agé de soixante et un ans, M. Palacios présidait la Fédération nationale des économistes. — (AFP)

■ RECTIFICATIF. — Une erreur nous a fait attribuer, dans nos éditions du 5 août, le titre de ministre à M. Miguel Alfonso Martínez, qui préside la 44^e session de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU. M. Martínez, de nationalité cubaine, est juriste et enseignant.

ASIE

CHINE

Mort de Wang Hongwen le benjamin de la « bande des quatre »

M. Wang Hongwen, un des membres de la « bande des quatre » dirigée par Jiang Qing, le veuve de Mao Zedong, est décédé, lundi 3 août, à Pékin, d'une maladie du foie à l'âge de cinquante-huit ans, ont annoncé les autorités.

PÉKIN

de notre correspondant

Le personnage de Wang Hongwen était sans épaisseur, mais le symbole qu'il a représenté n'est pas totalement effacé de la réalité présente de la Chine, par la faute du régime. Ancien chef du personnel d'une usine textile de Shanghai — ce qui lui avait valu son étiquette de « prolétaire » — dans les années 60, il avait été l'homme de main de la faction dure de la révolution culturelle dans la grande métropole avant que son militantisme maoïste ne le propulse à la haute direction du régime. « Numéro deux » du PCC, il parvint à faire croire qu'il était aussi « plein d'avenir », ce que disait, par ironie, un Zhou Enlai en pleine lutte de succession lors de sa propre course contre la mort avec Mao, dans les années 70.

Arrêté avec ses collègues au lendemain de la mort de Mao en octobre 1976, Wang donna sa pleine mesure de marionnette lors du procès-spectacle de la « bande des quatre », en 1980. Soudain plein de « repentir », il s'employa à témoi-

guer, tête rasée et regard bas, contre la veuve de Mao et l'ex-dirigeant maoïste de Shanghai, M. Zhang Chunqiao, abondant dans le sens de ses accusateurs. Il conclua sa déposition par une phrase d'appelant aucune répartition : « Je n'ai rien à dire pour ma défense... J'ai commis des crimes affreux... Ayant ainsi sauvé sa vie — il fut seulement condamné à perpétuité — il n'en parut que plus dérisoire quand les sentences de mort prononcées contre Jiang Qing et Zhang Chunqiao, tous deux non repentants, furent commuées en détention à vie en 1983.

Jiang Qing s'est suicidée en mai 1991. M. Zhang Chunqiao et le quatrième larron de cette « clique contre-révolutionnaire », M. Yao Wenyuan, sont toujours internés. Les idées de purgée révolutionnaire dont la « bande des quatre » se voulait le fer de lance sont largement discréditées dans une Chine pour l'essentiel acquiescente à l'extrême-présentisme de M. Deng Xiaoping. Cependant, les générations adultes constatent avec quelque effroi qu'une fraction de la jeunesse vaine, par défi envers les autorités, un culte morbide à cette époque, équivalente de la Terreur au lendemain de la Révolution française. La responsabilité en incombe au régime, qui se refuse à régler complètement ses comptes avec son passé par crainte de miner les dernières restes de sa légitimité.

FRANCIS DERON

INDE

Des militants musulmans interdisent le Cachemire aux Israéliens

Le Hizbul Mujahidin, la plus importante des nombreuses factions musulmanes en lutte contre le pouvoir central indien au Cachemire, a annoncé, mardi 4 août, que tout Israélien repéré dans le territoire disputé devra être « arrêté et remis » à ses sympathisants. Cette décision, indique l'AFP, répond à des indications selon lesquelles le Mossad (services secrets israéliens) collaborerait avec New-Delhi dans la lutte contre les militants favorables au rattachement du Cachemire au Pakistan ou à son indépendance.

L'Inde a noué en janvier dernier des relations diplomatiques avec Israël. Le consul israélien à Bombay avait récemment déclaré à un journal indien que des Israéliens collaboraient avec New-Delhi au Cachemire. En juin 1991, huit Israéliens qui faisaient du tourisme dans la vallée de Srinagar avaient été enlevés par des militants. L'un d'eux avait été tué alors que le groupe échappait à ses geôliers. Le Hizbul Mujahidin assure disposer de sept mille combattants.

L'ordre public s'est d'autre part dégradé, ces derniers jours, au Cachemire. New-Delhi a imposé un couvre-feu dans des villages proches de la frontière pakistanaise. Une quarantaine de militants musulmans ont été tués par les forces indiennes depuis le début

d'août. Les rebelles, de leur côté, ont tué cinq civils et enlevé deux ingénieurs militaires indiens.

Rafin, indique l'agence UPI, le ministre de la défense d'Israhambad a accusé l'Inde de 7 752 violations de la « ligne de contrôle » (la frontière provisoire commune, surveillée par les Nations unies) depuis janvier 1990, début de l'actuelle phase d'insurrection au Cachemire. M. Chaudh Ali Shah a également déclaré que soixante-dix civils avaient été tués, ôté pakistanaise, par des tir des forces de New-Delhi. Cette déclaration visait à répondre aux accusations indiennes d'ingérence répétée du Pakistan au Cachemire.

■ SRI-LANKA : 90 morts dans des combats entre armée et séparatistes tamouls. — Une soixantaine de soldats gouvernementaux et une trentaine de séparatistes tamouls ont été tués depuis le début du mois d'août lors d'embuscades et de combats avec des « Tigres » du mouvement de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) dans l'est et le nord de l'île, a-t-on appris de source militaire à Colombo. Le LTTE combat depuis 1983 les forces de Colombo pour obtenir la création d'une patrie séparée dans le nord-est de l'île. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

ALGÉRIE

Fermeture d'un centre de détention d'islamistes

Le « centre de sûreté » de Reggane, dans le département d'Adrar, en plein Sahara, où étaient détenus des islamistes, a été fermé et ses occupants transférés vers un nouveau centre à Oued-Namous, dans le département de Béchar (850 kilomètres au sud-ouest d'Alger).

Comme cela s'est produit dans d'autres centres, 2 400 personnes, sur les 3 400 initialement détenues dans celui de Reggane, ont été libérées en plusieurs vagues depuis le mois d'avril dernier. Après l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février dernier, sept centres de détention avaient été ouverts dans le Sahara algérien pour accueillir quelque 8 000 islamistes frappés de mesures d'incarcération administrative. Les autorités avaient annoncé que les centres situés dans l'extrême sud seraient fermés et leurs détenus transférés vers d'autres centres ouverts dans le nord du pays, où le climat est plus clément en été.

Le 4 août, à Jijel, à l'est d'Alger, des islamistes ont par ailleurs mis le feu à cinq armories souterraines

de télécommunications, occasionnant de sérieux dommages au réseau de fibres optiques récemment installé. Depuis quelques jours, une trentaine d'attentats de ce type a frappé le réseau téléphonique. — (AFP)

GÉORGIE

Amnistie et levée de l'état d'urgence à Tbilissi

Après une longue réunion à huis clos, le Conseil d'Etat géorgien a décidé, lundi 3 août, à la demande du président Edouard Chevarnadze, de lever l'état d'urgence dans la capitale, Tbilissi. L'état d'urgence demeure en vigueur dans le reste de la République. Le Conseil a également annoncé l'amnistie de tous les partisans du chef d'Etat déchu, M. Zviad Gamsakhouria, mais ce dernier ne bénéficiera pas de cette mesure, selon l'interfax. Il est réfugié en Tchétchénie et doit prochainement se rendre en Finlande. « Le manifeste adopté par le Conseil d'Etat montre la mise en œuvre d'une politique de réconciliation nationale et de consensus », a expliqué un conseiller de M. Chevarnadze. Des élections législatives sont prévues

pour le 11 octobre dans la République, qui vient d'être admise à l'ONU. — (AFP, Reuters)

MOZAMBIQUE

L'accord de cessez-le-feu est « presque entièrement approuvé »

La rencontre du président du Mozambique, M. Joaquim Chissano, avec le leader de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), M. Afonso Dhlakama, devait commencer ce mercredi 5 août à Rome, en présence du président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, organisateur de la rencontre, et du ministre des affaires étrangères du Botswana, M. Gotsiwe Chiepe.

La réunion qui tente de mettre fin à seize ans de guerre civile devrait durer « au principe trois jours, jusqu'à vendredi », a indiqué M. Raffaele, médiateur italien, en ajoutant que le document sur un cessez-le-feu est « presque entièrement approuvé ». Les négociations butent encore, a précisé M. Raffaele, sur le problème du rôle des services de sécurité et le cessez-le-feu et les élections, et sur les garanties institutionnelles pour les deux parties. — (AFP, Reuters)

AFRIQUE

SOMALIE : selon Amnesty International

Dix mille « civils » tués en cinq mois à Mogadiscio

Quelques dix mille civils - « non armés », dont de nombreux enfants, ont été tués entre novembre 1991 et avril 1992, rien qu'à Mogadiscio, estime Amnesty International dans un rapport publié mardi 4 août à Londres, en précisant qu'un Somalien sur six (le pays compte sept millions d'habitants) a été contraint de fuir son domicile, depuis la fin du régime du président Siad Barre, en janvier 1991. Ce texte dénonce « la violence anarchique », les « massacres de civils et autres atrocités commises par les différentes factions armées » qui se disputent le pouvoir.

« Des civils sont constamment tués, violés et mutilés, les victimes étant systématiquement choisies en

fonction de leur clan d'origine », précise l'organisation de défense des droits de l'homme en soulignant qu'il lui est « difficile d'obtenir des récits détaillés et impartiaux ». Elle cite notamment l'exemple des massacres commis dans la région de Gedo (Sud-Ouest) en avril, d'abord par les forces du Front national somalien (SNF), constituées pour l'essentiel de membres du clan Darod, puis, la région ayant changé de mains, par les forces du général Mohamed Farah Aidid, du Congrès somalien uni (USC), qui ont à leur tour massacré ceux qui n'appartenaient pas au « bon » clan.

D'autre part, après une visite d'une de ses équipes le long de la côte au sud de la capitale, Médé-

ceins sans frontières (MSF) réclame une « aide massive », une mobilisation de la communauté internationale pour que la population somalienne ne continue pas à « mourir de faim ». L'organisation décrit ainsi la situation dans les villages visités - « largement détruits » : « Une grande partie de la population est déjà morte de faim, de maladie ou dans les combats. Ceux qui sont encore là sont trop faibles pour parcourir le chemin qui les rapprocherait d'une aide. Sur la route, on voit principalement des vieux, des femmes et des enfants. Ils boivent l'eau des flaques et mangent des racines et des feuilles. Il y a des cadavres de gens morts en chemin ».

trois-Ghali, secrétaire général des Nations unies. L'écueil de l'organisation internationale paraît avoir trouvé en la personne du ministre français un allié. Cela se voit pas dire que la France partage le point de vue de M. Boutros-Ghali selon lequel la « guerre de riches » qui se prolonge en ex-Yugoslavie détourne l'attention de la tragédie somalienne. Simplement, la France anticipe sur la résolution adoptée le 27 juillet par le Conseil de sécurité qui prévoit l'envoi à terme d'une aide humanitaire massive en Somalie. Si besoin, la distribution de cette aide serait garantie par une force internationale. Voilà pourquoi M. Kouchner a parlé si nettement de sécurité à ses interlocuteurs et pourquoi la cargaison tirée des soutes du *Brilliant* a redonné un semblant d'espoir aux Somaliens, persuadés d'être abandonnés à leur sort tragique par les pays riches.

Pour l'instant, l'aide massive promise par l'ONU n'est qu'un projet. Seuls quarante-sept « observateurs » des Nations unies sont sur place, non armés, commandés par un plénipotentiaire pékinois. C'est déjà trop pour certaines factions somaliennes. MM. Kouchner et Sahnoun ont été accueillis à l'aéroport de Mogadiscio par des partisans de l'intransigent général Aidid qui brandissent des banderoles fort peu encourageantes : « La Somalie aux Somaliens » et « Aide ne veut pas dire invasion ».

BERTRAND LE GENDRE

AFRIQUE DU SUD : alors que la campagne d'actions de masse continue

L'ANC considère les deux jours de grève générale comme un succès

« C'est un succès retentissant », a estimé le secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Cyril Ramaphosa, visiblement satisfait de la façon dont la grève générale a été suivie sur l'ensemble du territoire. Le mouvement, point culminant d'une campagne d'actions de masse destinée à forcer le gouvernement du président Frederik De Klerk à accepter l'instauration d'un gouvernement intérimaire et l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel avant la fin de l'année, a tenu les deux tiers de la population active hors des lieux de travail.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Quatre millions de travailleurs ont respecté, lundi et mardi, la consigne de grève lancée par l'ANC et ses deux principaux alliés, le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU) et le Parti communiste (SACP). Au cours d'une conférence de presse, M. Ramaphosa a fait remarquer, mardi, que le nombre des grévistes était deux fois supérieur au nombre des électeurs blancs qui s'étaient exprimés lors du référendum du 17 mars, donnant au président De Klerk un clair mandat de la communauté blanche pour s'engager plus avant dans la voie des réformes.

Le message est évident pour l'ANC : la communauté noire soutient activement la politique de fermeté prônée par M. Nelson Mandela. Celui-ci, qui devait conduire une manifestation jusqu'à la présidence de la République, mercredi matin, pourra doré-

navant arguer d'une nouvelle légitimité pour faire valoir ses arguments de manière plus catégorique, face au pouvoir blanc.

Les Noirs, seule communauté du pays à ne pas jouir du droit de vote, ont ainsi trouvé un moyen efficace de se faire entendre. Les responsables de l'alliance tripartite ANC-COSATU-SACP ont, sans ambiguïté, expliqué qu'ils n'hésiteraient pas à recourir de nouveau à la grève générale si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

Soucieux de contredire les porte-parole du gouvernement et la presse sud-africaine proche du pouvoir, les responsables de l'alliance ont affirmé que les deux jours de grève avaient été massivement suivis au sein des populations indiennes et métis.

« Ni dérapages ni manœuvres d'intimidation »

Selon la police, au moins vingt personnes auraient été tuées, mardi, au cours de violents incidents, portant à quarante-deux le nombre total de morts, pour les deux jours d'actions. De macabres statistiques mises en doute aussi bien par l'ANC que par les observateurs des Nations unies qui, là où ils se trouvaient, n'ont constaté « ni dérapages ni manœuvres d'intimidation pour contraindre les gens à rester chez-eux », selon M. Hisham Omayad, le chef de la délégation de l'ONU.

La présence d'observateurs internationaux a incontestablement permis de détendre l'atmosphère et d'éviter des affrontements, mardi, à différents endroits.

A Krugersdorp, à l'ouest de Johannesburg, un fief du Parti conservateur (CP) et de l'Afrika-

ner Werstandbeweging (AWB) de M. Eugène Terreblanche, des militants de cette organisation néo-nazie, ont tenté d'interdire l'entrée de la ville à quelque cinq mille manifestants venus des ghettos noirs voisins.

M. Omayad est intervenu auprès des autorités municipales pour qu'elles acceptent de recevoir une pétition, après que les forces de sécurité eurent dégagé le passage, au grand dam des militants d'extrême droite en colère.

A Bisho, la capitale du Ciskei, l'un des quatre bantoustans déclarés indépendants par Pretoria, la police et l'armée « locales » n'ont pas autorisé la manifestation de trente mille personnes conduite par le secrétaire général du SACP, M. Chris Hani, à entrer en ville.

Une journée de négociations menées par un observateur portugais de l'ONU, M. José Campino et le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. Botha, n'ont pas infléchi la volonté du général Qiso qui menaçait de faire tirer sur la foule. Le patron du Ciskei a maintenu ses blindés en travers de la route, n'acceptant qu'à la nuit tombante de laisser les manifestants se rendre au stade de Bisho, en bordure de la ville.

L'intervention, en faveur des manifestants, de M. P. Botha, l'un des plus proches collaborateurs du président De Klerk, et la maîtrise avec laquelle les promoteurs des deux journées de grève générale ont organisé les manifestations indiquent clairement la volonté du gouvernement et de l'ANC de ne pas laisser la situation se dégrader davantage.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Un pays à l'agonie

Suite de la première page

Mogadiscio est « comme un conglomérat des maux qui accablent la Somalie. Même si la situation est pire en province qu'à MM. Kouchner et Sahnoun devaient se rendre mercredi, deux mille personnes succombaient chaque jour dans la ville et aux alentours, où cinq cent mille personnes mouraient de faim, on trouvait refuge depuis le cessez-le-feu. L'aide internationale y est acheminée aux risques et périls des donateurs. Quatre employés de la Croix-Rouge ont été tués en Somalie depuis le début du conflit ainsi qu'un pédiatre du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Depuis que 7 000 tonnes de vivres ont été pillées sur le port de la capitale, à la mi-janvier, les associations humanitaires redoublent de précautions. La plupart se font escorter, contre paiement, par les miliciens armés qui « tiennent » le quartier de la capitale où elles opèrent.

L'arrivée de plus de 2 000 tonnes de vivres, mardi, à Mogadiscio à bord d'un navire français, le *Brilliant*, survient dans ce contexte dramatique. Deux mille tonnes, ce n'est rien. Il en faudrait 50 000 par mois pour sauver les Somaliens. Le *Brilliant* est néanmoins le premier bateau affrété par un gouvernement à avoir accosté à Mogadiscio depuis

le début de la guerre civile. M. Kouchner, qui a assisté au déchargement des premiers sacs de vivres, s'en est réjoui.

Après avoir quitté le quartier du port contrôlé par les partisans du général Mohamed Farah Aidid, désormais l'homme fort du pays, MM. Kouchner et Sahnoun ont franchi la ligne de démarcation qui, au cœur de la capitale, mène au fief du président intérimaire, M. Ali Madhi Mohamed. Vêtu d'un « shabari » immaculé, celui-ci leur a fait les honneurs, sous forte escorte militaire, de sa « république », quelques quartiers au nord de la ville, aussi ravagés par la guerre que ceux contrôlés au sud par son rival.

« Aide ne veut pas dire invasion »

Face au « Président », M. Kouchner a été très net. L'aide accordée à son pays est subordonnée à l'assurance de pouvoir la distribuer en toute sécurité. Autrement dit, les vivres que les Somaliens supplient la communauté internationale de leur accorder plus généreusement ne sont acheminés à bon port que s'ils font preuve de discipline.

M. Kouchner a aussi souligné qu'il se rendait en Somalie à la demande de M. Sahnoun, représentant spécial de M. Boutros-Bou-

RWANDA : prochaine ouverture des négociations entre gouvernement et opposition. - Le ministre rwandais des affaires étrangères, M. Boniface Nguiruzim, a déclaré, mardi 4 août, que des « négociations politiques » s'ouvriront le 10 août prochain, à Arusha (Tanzanie), entre le gouvernement du Rwanda et le Front patriotique rwandais (FPR), opposition armée au régime de Kigali. Elles porteront sur un projet d'accord prévoyant notamment l'intégration des militaires du FPR dans l'armée régulière et la participation prochaine de ce mouvement à un gouvernement de transition. Des négociations directes avaient déjà eu lieu à la mi-juillet et abouti à la conclusion, le 31 juillet, d'un cessez-le-feu qui, a indiqué M. Nguiruzim, « est dans l'ensemble observé », malgré quelques accrochages. - (AFP)

TOGO : reprise de dialogue politique malgré les violences. - La délégation présidentielle et celle des huit principaux partis opposés au général Eyadéma se sont retrouvées, mardi 4 août, dans l'après-midi, à la table des négociations. Ces dernières avaient été suspendues dans la matinée après que les forces de l'ordre eurent ouvert le feu pour disperser une manifestation, pourtant autorisée, convoquée par le Collectif des associations de femmes (CAF), opposé au général Eyadéma. Quelques heures plus tard, des policiers, au volant de leur véhicule, avaient touché dans la foule rassemblée devant l'ambassade de France pour remettre une motion demandant aux diplomates des « pays amis » d'user de « leur droit d'ingérence humanitaire » pour « garantir la sécurité de tous les citoyens togolais, en particulier celle des leaders politiques de l'opposition ». - (AFP)

Océanie

NOUVELLE-ZÉLANDE

Mort de l'ancien premier ministre conservateur Robert Muldoon

M. Robert Muldoon, ancien premier ministre conservateur néo-zélandais de 1975 à 1984, est mort, mercredi 5 août, à l'âge de soixante-dix ans. Sa disparition a été annoncée par M. Jim Bolger, l'actuel chef du gouvernement, qui lui avait succédé à la tête du Parti national. « C'est la fin d'une époque. C'était un homme politique hors pair », a-t-il déclaré dans l'éloge funèbre d'un homme qui avait mené une politique radicalement différente et qui n'avait cessé - jusqu'à sa retraite l'an dernier - de le critiquer.

Comptable de profession, M. Muldoon avait pris en main le Parti national en 1974 pour le mener à la victoire contre le Labour en 1975. Réélu deux fois, il fut battu en 1984 par un travailliste, aussi « grande gueule » que lui, M. David Lange. Paradoxalement, ce fut ce dernier qui entreprit une politique de libéralisation économique à la Thatcher alors que M. Muldoon était un

farouche partisan du contrôle étatique et bureaucratique : grand créateur de « commissions », on en compta sous son règne pas moins de 1 199.

Mais M. Muldoon était surtout connu pour son conservatisme à tout crin et un mauvais caractère qui, en plus de son embonpoint, l'avait fait surnommer « Piggy » (diminutif de « porc »). En 1976, il avait affirmé que « le refus de Washington d'utiliser l'arme nucléaire a provoqué la catastrophe vietnamienne ». Il avait fait scandale lors de la conférence du Commonwealth de 1981 en s'opposant aux sanctions sportives contre l'Afrique du Sud et avait autorisé une tournée, fort mouvementée, des Springboks. Sa brutalité politique ne s'embarrassait jamais de finesse, si elle fut longtemps redoutable face à ses adversaires travaillistes, avait néanmoins fini par lasser son propre parti.

P. DE B.

Nouvelle querelle à Kinshasa

Zaire ou Congo ?

Le Zaire redeviendra-t-il la « République du Congo » ? Et la région du Shaba retrouvera-t-elle son nom de Katanga ? Tel est, en tout cas, le souhait de la Conférence nationale, forum des différentes formations politiques dont les délégués discutent depuis des mois de l'avenir institutionnel du pays. Outre ce changement de nom, ces « états généraux » ont décidé, mardi 4 août, le retour aux anciens drapeau et hymne national (*Debout, Congo!*), selon l'agence de presse nationale AZAP.

Le président Mobutu ne pouvait pas laisser passer de telles décisions sans mot dire. « Cette question est à soumettre à un référendum populaire », dans le cadre de la future Constitution, a affirmé le chef de l'Etat, qui avait modifié tous les symboles du pays en 1971, lorsqu'il avait décidé de changer le nom de l'ancienne colonie belge pour plus d'« authenticité » (1).

Cette nouvelle querelle est symbolique de la lutte opposant les délégués de la Conférence nationale, qui essaient de mettre en place un gouvernement de transition, à un président déterminé à garder l'essentiel de son pouvoir, malgré les pressions des Belges, des Américains et des Français.

Quoi qu'il en soit, les modifications proposées par la Conférence nationale, si elles venaient à être retenues, ne manqueraient pas de provoquer une certaine confusion politique, de l'autre côté du fleuve Zaire, il existe déjà une République du Congo.

M.-P. S.

(1) Le 30 juin 1960, la Belgique accorde l'indépendance et le pays devient en 1961 la République fédérale du Congo. En novembre 1965, le général Mobutu prend le pouvoir et se proclame président de la République démocratique du Congo. En mai 1966, la capitale, Léopoldville, devient Kinshasa, et en juin le pays prend le nom de Congo-Kinshasa. L'appellation « Zaire » date du 27 octobre 1971.

ELIMINER TOUTES LES ARMES NUCLEAIRES: UNE NOUVELLE PAGE DE L'HISTOIRE MONDIALE EST TOURNÉE



La « Guerre Froide » est terminée. Nous n'avons plus besoin des armes nucléaires; il est temps de conclure un traité garantissant l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires. Le Monde doit être débarrassé de toutes les armes nucléaires.

Appel de Hiroshima et Nagasaki pour l'Interdiction Totale et l'Élimination des Armes Nucléaires

De Hiroshima et de Nagasaki, aux côtés des Hibakusha et au nom de ceux qui sont morts et ne peuvent plus faire entendre leur voix, nous lançons cet appel :
D'un autre Hiroshima. D'un autre Nagasaki. Jamais plus ne se reproduisent sur cette terre!

Nous exigeons l'interdiction totale et l'élimination des armes nucléaires. Devrons ensemble pour que soit rapidement appliquée l'interdiction totale de l'utilisation, des essais, de la recherche, du développement, de la production, du déploiement et du stockage des armes nucléaires.

Nom	Adresse	Signature	Souscription

Nous vous demandons de diffuser la campagne de signature pour l'Appel de Hiroshima et Nagasaki. Cette campagne est en cours dans 160 pays, et au Japon 43 millions de personnes ont signé cet Appel.
Cette campagne est organisée sous les auspices des victimes des bombes atomiques et de nombreuses organisations et personnes privées antinucléaires et pour la paix, avec le soutien du Bureau International de la Paix et de l'Appel des Cent en France.

Envoyez vos signatures à :
Les Amis de l'Appel des Cent, 17/19 place de l'Argonne, 75019 PARIS
Contact : Conseil Japonais contre les Bombes A & H 6-19-25 Shimbashi, Minato-ku, Tokyo 105, JAPON
Bureau International de la Paix 41 rue de Zurich, CH-1201 Genève, SUISSE

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre sur le traité de Maastricht

«La France est aujourd'hui très européenne» affirme le porte-parole du gouvernement

Les partisans du traité de Maastricht ont réagi au sondage de l'IFOP, publié dans *Libération* daté du 4 août, qui donne 57 % d'intentions de vote en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre et confirme la progression du «non» (le *Monde* du 5 août). M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, s'est réjoui des résultats de ce sondage qui montre que «ce sont les jeunes qui sont les plus favorables à l'Europe».

«Écoutons la jeunesse!», a déclaré M. Malvy, mardi 4 août, sur RMC, en observant que la campagne du «oui» ne faisait que commencer. Convoqué par le *Monde* pour le 5 août, le porte-parole du gouvernement a toutefois souligné qu'il est «plus facile de faire campagne sur un thème négatif et d'opposition que sur un thème positif».

Pour le mouvement Génération Ecologie, présidé par M. Brice Lalonde, «c'est en ce moment que se forme l'opinion des Français. C'est donc maintenant qu'il faut convaincre». Dans une lettre ouverte adressée à M. Antoine Waechter, Génération Ecologie invite les Verts à se prononcer rapidement en faveur du «oui» et à mener une campagne commune. Les Verts doivent officiellement arborer leur position sur le référendum lors de leur Conseil national interrégional, les 29 et 30 août.

M. André Billardon, député de Saône-et-Loire, directeur de la campagne du Parti socialiste pour le référendum, fait, pour sa part, preuve d'optimisme en affirmant que «le camp des «européistes» n'est pas du tout en situation de créer une dynamique». M. Billardon s'est en revanche montré circonspect à l'égard de la satisfaction

manifestée par les places boursières dès la publication de ce sondage : «Je préfère un enthousiasme populaire à un enthousiasme boursier. (...) Ce ne sont pas les Bourses qui vont remplir les urnes», a-t-il constaté.

Le directeur de campagne, qui a reçu une délégation de l'ambassade des États-Unis venue protester contre la représentation caricaturale des Américains sur les affiches du PS, a observé que «l'agacement» des États-Unis s'explique par leur crainte «de voir le protagoniste européen s'affirmer dans la compétition internationale». «Nous avons beaucoup d'antipathie pour le peuple américain», a indiqué M. Billardon dans un entretien accordé au *Quotidien de Paris* du mercredi 5 août, mais nous ne voulons pas que l'Europe soit soumise aux multinationales basées aux États-Unis.

Plus prudent que les dirigeants socialistes sur l'issue du référendum, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, met en garde, dans un entretien accordé au *Figaro*, les électeurs qui seraient tentés par un vote hostile «de réaction et non de réflexion». «Le lendemain d'une éventuelle victoire du «non», ajoute M. Millon, la France pourrait se réveiller avec la queue de bois». Dénonçant «la confusion des déclarations» entretenu, selon lui, par les adversaires de la ratification du traité, «qui proposent de dire «non» à Mitterrand en refusant Maastricht», le président du conseil régional Rhône-Alpes observe que «la victoire du «non» affecterait d'urgence l'opposition que la majorité et serait un immense cadeau à François Mitterrand» car elle risquerait de «compliquer l'alternance».

Conseil des ministres

La campagne officielle commencera le 7 septembre

Le conseil des ministres, réuni mercredi 3 août au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand, a examiné quatre décrets relatifs au référendum du 20 septembre sur la ratification du traité de Maastricht. Les trois premiers, présentés par M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, concernent respectivement l'organisation du référendum, les modalités de la campagne et les dispositions spécifiques aux territoires d'outre-mer. À Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon. Le quatrième, présenté par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, porte sur le vote des Français établis hors de France.

M. Malvy, porte-parole du gouvernement, a annoncé que la campagne officielle s'ouvrira le lundi 7 septembre à zéro heure et se terminera le 19 septembre à minuit. Pour y participer, les partis ou groupements politiques devront adresser une demande avant le mardi 25 août et remplir les conditions suivantes : être représentés par un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale ou au Sénat, ou avoir rassemblé au moins 3 % des suffrages à un tour de l'une des consultations générales organisées au cours de la précédente législature. Cette disposition autorise donc le Front national, les Verts et Génération Ecologie à participer à la campagne officielle.

Le décret précise également les temps d'antenne qui seront attribués aux formations : les organisations représentées au Parlement se partageront deux heures de télévision et deux heures de radio, proportionnellement au nombre de membres de leur groupe. Chacune

des autres formations autorisées bénéficiera d'une durée d'émission de cinq minutes à la télévision et à la radio.

Le décret précise également que la campagne commerciale par voie d'affichage et de presse est autorisée jusqu'au 31 août à minuit. M. Malvy a tenu à préciser sur ce point, répondant par avance aux critiques émises notamment par M. Charles Pasqua et Philippe Séguin : «Il n'y a donc aucune restriction. Toute action nouvelle peut être engagée».

Le porte-parole a également indiqué que pour sa part le gouvernement «cassera sa campagne dès le 10 août». Rappelant que ce décret d'organisation a été soumis au Conseil constitutionnel, M. Malvy a déclaré que les règles adoptées conciliaient «trois impératifs : le droit, les traditions de la V^e République (respect du pluralisme des partis politiques et expression des formations non représentées au Parlement) et la limitation de la publicité commerciale».

M. Michel Mathieu nommé préfet de l'Oise. — Sur proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, M. Michel Mathieu, préfet de l'Eure, a été nommé, mercredi 5 août, par le conseil des ministres, préfet de l'Oise. Il remplace M. Philippe Massoni, qui a été nommé préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, par le conseil des ministres du 22 juillet. M. Mathieu était en poste à Evreux depuis le 26 juillet 1989.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Hostiles à la ratification, les mouvements d'extrême gauche vont à la bataille en ordre dispersé

La campagne pour le référendum sur Maastricht n'a pas permis, jusqu'à présent, aux courants politiques qui tentent de s'affirmer à gauche en marge du PC et du PS de s'unir dans leur refus du traité. Des anarchistes aux trotskistes, en passant par les contestataires communistes et les amis de M. Chevènement, les mouvements d'extrême gauche et les minoritaires de deux grands partis vont à la bataille en ordre dispersé.

Que la belle unité affichée lors de la guerre du Golfe semble loin! À l'époque, les organisations trotskistes défilait presque main dans la main avec le Parti communiste, soutien actif de l'Appel des 75, le fer de lance du mouvement anti-guerre animé par M. Denis Langlois. Les libertaires, certains courants écologistes et des organisations antiracistes, augmentées de «dissidents» du Parti socialiste, battaient aussi le pavé et donnaient au drapeau de la gauche l'espoir fugace d'un «grand soir» de la recomposition.

Un an et demi après, le débat sur Maastricht souligne, si besoin était, la difficulté d'exister à gauche en dehors du PS et du PC, et confirme, une fois encore, la logique groupusculaire des organisations d'extrême gauche.

Les contestataires communistes, tout comme ceux du PS ennemis par M. Jean-Pierre Chevènement, n'ont pas profité du débat sur l'Europe pour se fabriquer leur propre carte d'identité politique. Rejoints, «à titre personnel», par de nombreux dirigeants des Verts, leur seule véritable initiative commune s'est bornée, en avril, à un manifeste

pour la renégociation du traité de Maastricht, qui leur permettait de prendre leurs distances par rapport aux choix tranchés de leurs directions respectives : le «oui» pour le PS et le «non» pour le PC (le *Monde* du 25 avril).

La procédure de ratification, menée tambour battant, a cependant précipité l'heure des choix. Le manifeste lancé au moment même où M. François Mitterrand répétait à qui voulait l'entendre que Maastricht était à prendre ou à laisser s'est vite perdu dans les sables. Les contestataires communistes se sont alors efforcés, non sans obtenir certains succès, de modérer le «non» de leur direction. Du côté des socialistes, M. Chevènement, qui n'a convaincu parmi les siens, au cours des débats au Parlement, qu'une poignée de députés et de sénateurs, a choisi de faire, lui aussi «à titre personnel», campagne pour le «non». Les Verts, enfin, se sont ralliés à un «oui conditionnel» qui ne fera sans doute pas l'unanimité dans leurs rangs.

Le «non» ou l'abstention

Les petites organisations d'extrême gauche partent, quant à elles, à la bataille en ordre dispersé. Il y a d'une part celles qui ne partent pas vraiment. La Fédération anarchiste, lors de son quarante-neuvième congrès tenu à Lille les 6, 7 et 8 juin, a ainsi appelé à l'abstention. Le *Monde libertaire* daté du 18 juin explique que le «oui» valait certes «la mise en place (d'une) politique chaotique tendant à favoriser le développement du capitalisme européen», mais que le «non» présente le grave inconvénient, pour les tenants d'un fédéralisme des peuples, de prélever la «mise sous tutelle des différents peuples européens». Pour éviter

«le piège et la simplification des urnes», ajoute l'hebdomadaire anarchiste, la Fédération ne peut donc militer pour «une abstention active».

Les membres de l'Alternative libertaire réservent pour l'instant leur réponse, même s'ils soulignent que, d'ordinaire, ils participent plus volontiers aux consultations politiques que les membres de la Fédération.

Même son de cloche à Lutte ouvrière. «Le référendum, assure le 12 juin M. Adolphe Lagulier, porte-parole de l'organisation trotskiste, dans l'hebdomadaire de son mouvement, est une mascarade qui ne concerne pas les travailleurs».

«L'Europe que les capitalistes préparent n'est sûrement pas faite pour améliorer le sort des travailleurs», explique M. Lagulier. (...) Et la victoire du «non» sera celle d'un camp hétéroclite qui ne du Parti communiste à Le Pen. (...) Tous cherchent à dévoyer le mécontentement et les inquiétudes des travailleurs vers le pire exotisme : celui du nationalisme. (...) En votant «oui», les travailleurs appuieraient Mitterrand, en votant «non», ils se renverraient du côté de Le Pen. Le choix, ou le non-choix, de LO ne va pas sans provoquer des états d'âme chez certains militants trotskistes. Lutte ouvrière du 10 juillet en rend compte dans son courrier des lecteurs.

Il y a d'autre part ceux que Maastricht heurte. À la suite de la réunion de son comité central, les 13 et 14 juin, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a décidé de faire campagne contre le traité d'Union européenne. La LCR soutient activement un appel pour un «non de gauche» pour l'Europe contre Maastricht» (le *Monde* du 8 juillet) lancé par M. Daniel Bensaid (LCR) et Max Gallo (PS), qui est proche de

M. Chevènement, signé notamment par M. René Dumos, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974, Alain Krivine, porte-parole du mouvement trotskiste, Anicet Le Pors, membre du comité central du PCF, Albert Lévy, membre de la présidence du MRAP, Didier Motchane, membre du comité directeur du PS, et Gilles Perrot, écrivain (1).

Rien de commun, cependant, avec les initiatives lancées pendant la crise irakienne. Cet appel est en effet boudé par les communistes, orthodoxes comme contestataires. Chez ces derniers, il n'a été signé que par M. Le Pors, ancien ministre de la fonction publique.

La LCR dénonce le «tournant européen du PCF» (Rouge du 2 juillet) qu'elle croit dériver dans la distance marquée par la direction par rapport à ses anciens mots d'ordre «nationalistes». De telles prises de position la rapprochent ponctuellement de certains gaullistes — dont M. Yves Guéna, sénateur RPR de Dordogne — auxquels elle ouvrirait volontiers les colonnes de l'humanité.

L'effet Maastricht reste trop faible pour bousculer les rigidités frontalières internes à la gauche et à l'extrême gauche. La désormais mythique «recomposition» souhaitée par certains est moins que jamais à l'ordre du jour.

GILLES PARIS

(1) Une deuxième liste de signataires a été rendue publique, jeudi 30 juillet. Elle comprend notamment les noms de M. Joël Batens, maire PS de Saint-Nazaire; André Cezanne, maire PC de Moutiers; Jean Fennel, ancien; Jean-Marie Ponsard, adjoint PS au maire de Nantes; Jean-Pierre Vigier, physicien. Le «non» de gauche pour l'Europe contre Maastricht, chez M. Guy Guillon, 27, rue Voltaire, 93100 Montreuil.

POINT DE VUE

Les clochers de l'an 2000

par Paul Graziani

TOUT occupée à la dimension française du débat sur Maastricht, nous ne prêtons guère attention à la façon dont nos voisins européens traitent ce problème. Certes, le «non» danois a alimenté la polémique, soulevé les espoirs des uns, avivé les craintes des autres, mais tout se passe désormais comme si les clauses complexes de ce traité tournaient en vis-à-vis, en bien ou en mal, que la France. Il n'est pas rare que les articles et commentaires relatifs aux décisions allemandes sur ce sujet.

Pourtant, en engageant le processus de ratification, le gouvernement allemand a pris une décision importante et dont nous devons prendre la mesure en cette année anniversaire de la décentralisation en France. Bonn a accordé un droit de regard sur les affaires européennes les concernant aux Länder. Il va proposer de modifier en ce sens l'article 23 de la Constitution allemande. De plus, le Bundestag pourra déléguer un représentant des Länder pour négocier au plan européen. Cela devrait être entériné d'ici la fin novembre.

Au risque d'ajouter à la complexité ou à la détermination des partisans de l'un ou l'autre camp, il paraît nécessaire de souligner la portée de cette décision de principe. Elle pose la question du «local» en Europe et nous interpelle dès aujourd'hui et pour l'avenir quant au poids des pouvoirs locaux français en Europe. Celui des Länder n'est pas mince, comme ils viennent de le démontrer par cette concession du gouvernement allemand. L'affirmation de la Catalogne, à l'occasion des Jeux olympiques, de son identité propre est un autre signe. La région de Gènes en fait sans doute autant à propos de Christophe Colomb.

Le traité de Maastricht lui-même comporte cette dimension régionale puisqu'il prévoit, dans son article IV, la création d'un comité des régions à caractère consultatif avec vingt-quatre sièges pour la France, tout comme l'Italie, l'Allemagne ou la Grande-Bretagne. Philippe Séguin, dans l'analyse qu'il a faite du traité, souligne, pour la déplorer, que «l'Europe des régions, souvent invoquée, risque de trouver une existence par le biais de ce comité» (1).

On se trouve là au cœur du débat sur le devenir de l'Etat, ici et ailleurs. On ravive aussi la question de la taille et des compétences territoriales en France au moment même où est engagée l'application de la loi dite Joxe-Baylet-Sueur. Une application délicate, difficile, voire douloureuse, mais dont les enjeux prennent un singulier éclat à l'approche de Maastricht. On voit se dessiner un nouveau trio politique et administratif : des communes regroupées, des régions partenaires, l'Europe. Est-ce possible, est-ce souhaitable? On serait tenté de répondre : l'histoire le dira. Mais la réponse appartient tout autant à la géographie, à l'économie, à la culture et même aux citoyens.

Maastricht ou pas, l'acte unique européen doit s'appliquer en 1993 et il ouvre de nouvelles perspectives aux échanges intra-européens et, par là même, à la concurrence ou au partenariat de région à région, de ville à ville. Le développement annoncé du réseau des TGV, ses interconnexions, les réseaux puissants de télécommunication confirment concrètement cette nouvelle dimension de notre espace quotidien dans les toutes prochaines années. Si l'on comprend parfaitement et l'on respecte le souci de l'identité française, de sa souveraineté, qui motive ceux qui refusent Maastricht, on peut aussi vouloir croire que l'avenir français n'est pas un retour à l'isolet.

L'attachement aux racines, le développement local, la création de pôles urbains, le dialogue de proximité sont autant de nécessités et de responsabilités pour les élus locaux. Ils sont, d'une certaine façon, la garantie d'une certaine dimension humaine. Les Français ne devraient pas avoir peur de l'ouverture européenne s'ils ont confiance en eux-mêmes. Les atouts ne manquent pas, à commencer par nos clochers de l'an 2000.

(1) De l'Europe en général et de la France en particulier, de Mario-François Garraud et Philippe Séguin, Le Pré aux Clercs, p. 61.

► Paul Graziani est sénateur RPR des Hauts-de-Seine, maire de Boulogne-Billancourt.

EN BREF

Le Comité pour une autre Europe demande un temps d'antenne. — Le Comité pour une autre Europe, qui réunit des gaullistes, des communistes et des socialistes hostiles au traité de Maastricht (le *Monde* du 30 juillet), a annoncé, lundi 3 août, qu'il avait écrit à M. Jacques Bontet, président du CSA, pour demander un temps d'antenne pendant la campagne du référendum. Le comité estime que «la campagne médiatique devra favoriser, pour être équitable, une expression égale des partisans du «oui» et des partisans du «non» au traité de Maastricht».

M. Chevènement reproche au CSA de préférer la «propagande» au «débat argumenté». — M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, qui défend au sein du PS le «non» à Maastricht, a critiqué, lundi 3 août, les recommandations du CSA sur l'organisation de la campagne radiotélévisée (le *Monde* daté 2-3 août). En réservant le temps d'antenne aux organisations politiques, «c'est-à-dire pour l'essentiel aux états-majors de l'UDF, du RPR et du PS», a déclaré M. Chevènement, le CSA tend la campagne officielle pour le «oui» à l'ensemble des émissions de radio et de télévision. L'ancien ministre a affirmé que «la propagande prendra le pas sur le débat argumenté et la variété des expressions», ajoutant : «Maastricht réalise ainsi la condition de tous les établissements pour étouffer ce qui reste de démocratie».

A Mayotte, les militants du Mouvement populaire mahorais menacent de boycotter le référendum. — Alors que les dirigeants du Mouvement populaire mahorais (MPM) avaient lancé, à la mi-juillet, la campagne en faveur du «oui» au référendum du 20 septembre, les militants menacent de boycotter le scrutin si le gouvernement ne rétablit pas de toute urgence le visa d'entrée à Mayotte. Cette menace de boycottage résulte de l'accélération de l'immigration comorienne provoquée par les difficultés économiques des Comores et les recommandations du Fonds monétaire international pour un «dégraissage», d'ici le mois de septembre, de sa fonction publique. Les élus de la collectivité territoriale ont, à plusieurs reprises, alerté le gouvernement sur ce dossier. Une réunion avait eu lieu au début de cette année, où il avait été décidé de réexaminer la question.

Les «quatre causes justes» du Parti républicain. — Le Parti républicain vient d'annoncer le lancement, à partir du 8 août, d'une campagne nationale d'affichage sur les «quatre grandes causes» qu'il s'engage à défendre : l'Europe, l'école, la sécurité et l'emploi. Le coût de cette campagne, qui s'achèvera le 31 août, s'élève à 3,5 millions de francs, a précisé le Parti républicain. À l'occasion de ce lancement, M. Gérard Longuet, président du PR, a souligné que «l'Europe est une cause juste pour laquelle nous nous battons tous», alors que «le repli sur son pré carré n'est pas».

M. Gomez fera campagne pour le «non» aux côtés de M. Pasqua. — M. Françoise Gomez, ex-présidente-directrice générale de Waterman, participera dès le mois de septembre à la campagne en faveur du «non» au référendum sur Maastricht, aux côtés de M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, et animateur, avec M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, du rassemblement pour le «non» au référendum. M. Gomez a été conseiller régional (RPR) du Landec-Roussillon de 1986 à 1992.

Des vedettes fondent un comité de soutien au traité de Maastricht. — Au cours d'une soirée à la villa d'Eddie Barclay à Ramatuelle, Johnny Halliday, Enrico Macias, Carlos, Eddy Mitchell et Daniel Hechter ont décidé de fonder un comité de soutien au traité de Maastricht, pour «inviter les vedettes de la chanson française à voter «oui» au référendum de septembre».

M. Valéry Giscard d'Estaing lance un «conseil régional des jeunes d'Auvergne». — La région Auvergne vient d'annoncer la création, sur proposition de M. Giscard d'Estaing, président (UDF-PR) du conseil régional, d'un «conseil régional des jeunes», ouvert aux seize-vingt-trois ans. Il s'agit d'un «organe de consultation et de propositions», notamment destiné à sensibiliser les jeunes à une institution régionale qui les concerne au premier chef : l'éducation et la formation représentative plus de la moitié du budget régional. Cependant, l'initiative de l'ancien président de la République n'est pas une première, puisque des conseils régionaux de jeunes existent déjà en Picardie et en Bretagne.

JUSTICE

Le procès des dirigeants de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

« Coupables, mais pas responsables... »

Les avocats du docteur Michel Garretta devalent, mercredi soir 5 août, apporter une conclusion au procès des responsables de la transfusion sanguine ouvert le 22 juin devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'audience du mardi 4 août a été consacrée à la défense du professeur Jacques Roux et du docteur Jean-Pierre Allain.

Vous ne jugez pas les coupables, mais des boucs émissaires. Tel est désormais le principal message des avocats de la défense, sur ce point solidaires. Tel est le slogan commun des avocats des quatre prévenus qui contestent résolument la position exprimée, vendredi, par le substitut du procureur de la République : « Il y avait le choix entre quatre ou cinq inculpés. Nous poursuivons aujourd'hui ceux qui avaient le pouvoir pratique. Ce n'est pas un choix arbitraire ».

Ainsi M. Nicole Drayfus, l'un des conseils du professeur Roux, ancien directeur général de la santé, a-t-il assuré que son client ne figure dans ce procès que comme « le substitut de ceux qui devraient être assignés à la véritable responsabilité ». Et, manière

d'enfoncer le clou, sa consœur Éveline Meyer, autre conseil du professeur Roux, reprochait au substitut : « Votre choix n'était pas entre quatre et cinq inculpés, mais entre zéro et dix mille ».

L'avocat soulignait alors les nombreuses incertitudes de la science à l'époque. Incertitudes partagées par bien d'autres pays : « L'Autriche, la Suisse, le Danemark, la Grande-Bretagne, le Canada ont fait la même chose que la France », a expliqué M. Meyer. « Tous les communautés internationales à observer une période de transition pour passer des concentrés sanguins non chauffés aux produits chauffés. Ce n'était pas une politique criminelle, mais une orientation acceptable en fonction des données connues ».

« Retenez bien ce nom ! »

Après la critique du ministère public, la défense du professeur Roux s'est aussi inquiétée du rôle de la presse, moins animée, selon elle, « par le désir d'informer qu'attirée par le sensationnel : la mort, le sang, le sexe ». Et M. Meyer reprochait alors à la virulente, le désir de conforter une seule thèse : « Le contre-pouvoir dans cette affaire, Monsieur le président, c'est vous ».

Un thème repris par M. Drayfus : « C'est la noblesse d'un tribunal de dépasser l'image caricaturale imposée par la voix des médias, quels que soient les bruits et les rumeurs ». Mais le conseil du professeur Roux s'est aussi longuement attaché à faire porter les responsabilités de cette affaire du sang contaminé sur les anciens ministres venus témoigner devant le tribunal : « Rien ne fut plus navrant que cette journée du 24 juillet. Tous étaient atteints d'amnésie, tous sûrs de leur bon droit, tous assurés de l'impunité. Nos dirigeants sont d'autant plus libérés qu'ils se savent au-dessus de toute sanction ».

Enfin M. Drayfus, comme l'avait fait la veille la défense du docteur Robert Netter, a souligné le rôle du docteur Claude Weisselberg, ancien conseiller technique du secrétaire d'État à la santé et destinataire des notes du professeur Roux. « Retenez bien ce nom ! Le docteur Weisselberg, c'est la puissance... », a lancé M. Drayfus, semblant dire au ministère public et au tribunal que ce conseiller en « savait » au moins autant et « pouvait » à coup sûr davantage que son client.

M. Olivier Schnerb, conseil du docteur Allain, ancien responsable de la recherche et du développement au Centre national de la transfusion sanguine (CNTS),

adopta une défense sur ce point similaire. « Par une confusion énorme, mon client occupe la place du docteur Bahmam Habibi. Qui est donc le docteur Bahmam Habibi ? Le responsable de la diffusion des concentrés sanguins au CNTS. C'est lui qui a rendu possible la distribution des produits non chauffés restés en stock ».

« Saint » et « résistant »

Pleidant pour que l'innocence du docteur Allain soit reconnue, s'élevant contre la « partie de bonneteau judiciaire » en cours, M. Schnerb s'est demandé si les quatre prévenus n'offraient pas l'avantage d'être des cibles commodes, « des coupables qui ne seraient pas responsables... ». Avec son confrère Pierre-Olivier Sur, il a surtout brossé le portrait d'un spécialiste de l'hémophilie proche de ses patients, relevant au passage que, sur ses quatre cents « clients », seuls sept d'entre eux ont porté plainte.

Longtemps responsable du centre Air et Soleil, dans les Yvelines, destiné aux jeunes hémophiles, le docteur Allain était alors considéré comme un « saint » par le pléiade de ses patients. « Il leur parlait et en faisait presque de petits médecins », a indiqué M. Sur. Il n'hésitait pas à accueillir chez lui certains d'entre eux lors-

qu'ils traversaient une mauvaise passe, a rappelé M. Schnerb.

Or ce sont les accusations de l'un d'entre eux, Jean-Louis Hébergé, plusieurs mois en 1984-1985 chez le docteur Allain, qui ont permis, selon l'avocat, de l'inculper. « Voilà pourquoi, dès l'origine, quelque chose cloche dans la mise en cause du docteur Allain, a commenté M. Schnerb. Comment expliquer qu'il ait fourni lui-même tous les éléments qui ont étayé l'accusation ? »

M. Schnerb s'est alors appliqué à convaincre le tribunal que son client fut le premier, grâce à ses études, à prendre conscience de la dangerosité des concentrés non chauffés et à tenter vainement d'en prévenir les autorités sanitaires. « Dès le 16 janvier 1985, il écrit au professeur Jacques Ruffié et au docteur Garretta, explique l'avocat. Mais ces deux hommes jugent plus important de réviser un conseil d'administration pour ouvrir une guerre de succession au terme de laquelle le professeur Ruffié est écarté. Voilà comment une lettre du docteur Allain est reçue par les plus hautes autorités de la transfusion sanguine ».

M. Schnerb considère que la disgrâce du docteur Allain est du coup consommée. Il décrit sa mise en quarantaine au sein du

CNTS jusqu'à sa « démission » : « A partir de cette lettre, le docteur Allain n'est plus responsable des négociations avec la firme autrichienne Immuno. Il n'est plus responsable d'aucune étude. Il est placé sous l'autorité de l'ingénieur Jacquin, surveillant de Garretta, qui a reçu la mission bien précise de le faire partir ».

Le docteur Allain aurait donc été un « résistant » incompris et non un « schizophrène », un médecin déchu et non un chercheur triant ses malades comme des cobayes. Mais ses alarmes furent soigneusement étouffées par ses supérieurs, a expliqué M. Schnerb. « Il avait contre lui le CNTS, le professeur Jean-Pierre Soulier. Qui l'aurait cru ? Qui a cru M. Georges Holleaux lorsqu'il a déposé ses premières plaintes en 1989 ? Qui a cru Jean-Pierre Garvoff, président de l'Association des polytransfusés ? », a demandé l'avocat.

En conclusion, M. Schnerb prie le tribunal de rendre un jugement qui « en aucun cas puisse éblouir le passé ou l'avenir du docteur Allain ». « Je vous demande une relaxe pure et simple, dit-il, pour que personne n'ait plus le droit de parler du bon médecin et du méchant chercheur, du docteur Jekyll et du docteur Hyde ».

LAURENT GRELSAMER

ÉDUCATION

Clientélisme à l'Université

Suite de la page 1

Outre le renouvellement, en mars dernier, par élections et nominations, de l'ensemble des membres du CNU, c'est tout le dispositif qui a été modifié cette année.

Au lieu d'intervenir en arbitre après un premier choix des commissions locales de spécialistes, le CNU a été chargé de faire un premier tri des candidats jugés « qualifiés » pour devenir professeurs ou maîtres de conférences. C'est sur ces listes de « qualifications », qui ont été dressées dans chaque discipline depuis le mois d'avril, que les commissions de spécialistes ont eu à choisir, en dernier ressort, leurs candidats à un poste.

Explosion du nombre des postulants

On ne cache pas, au ministère de l'Éducation nationale, un réel soulagement devant les premiers résultats de cette campagne de recrutement. Les délais de mise en place des nouvelles procédures furent très serrés, et ils ont conduit le CNU à travailler dans des conditions acrobatiques, certaines sections (comme celles d'informatique, de mécanique ou de biochimie) ayant eu jusqu'à 800 dossiers de candidatures en quelques jours.

A la mi-juillet, sur les 55 sections du CNU, 33 avaient bonifié leurs listes de qualifications. Seules manquant à l'appel les sciences économiques, qui devaient terminer leurs travaux avant la fin du mois de juillet, et les sciences de gestion, qui n'ont pas réussi à constituer leurs instances de qualification. Cette dernière section est bloquée par un conflit caritatif, pratique M. Robert Le Duff, président de la section du CNU depuis huit ans et candidat à sa propre succession, n'a pas du tout apprécié d'être battu d'une voix par M. Jacques Thépot, professeur à Strasbourg. Procs-verbaux dilatoires, enquête du ministère, refus de M. Le Duff de reconnaître le vote du 10 avril, enfin démission récente du CNU de M. Thépot, couru par ces manœuvres : rien n'a permis jusqu'à présent de dénouer l'imbroglio.

A cette exception près, le calendrier aura été tenu pour permettre la nomination des enseignants-chercheurs d'ici à la rentrée universitaire. Dans les établissements, les commissions de spécialistes devaient délibérer avant la fin juillet. Entre début août et le 7 septembre, une procédure télématique doit permettre de recueillir, puis de croiser, les décisions des établissements et les vœux des candidats. Les affectations devaient donc être connues avant la mi-septembre et devenir effectives début octobre.

Le second motif de satisfaction du ministère tient au nombre très élevé de candidatures. Au total, 22 107 dossiers ont été déposés, quand on n'en attendait que 15 000 environ. Cette explosion du nombre de postulants a sans doute considérablement allégé la charge du CNU, mais on y voit surtout, rue de Grenelle, le signe encourageant d'un regain de prestige et d'attrait des carrières universitaires, de nature à reconstruire un bon vivre de futurs enseignants-chercheurs.

En effet, ce nombre exceptionnel de candidatures devrait garantir d'une manière générale des recrutements de qualité. Sur les 22 107 dossiers, 13 000 environ, soit 59 %, ont été retenus sur les listes de qualification et se répartissent sur quelque 3 500 emplois ouverts aux concours cette année.

Hécatombe chez les philosophes

Ces différences sont inévitables. Chaque discipline puise dans un vivier de candidats inégal, parfois pléthorique par rapport au nombre de postes offerts (66 candidats qualifiés pour 7 postes de maître de conférences en anthropologie, par exemple) ou au contraire insuffisant (54 candidats qualifiés pour 64 postes de professeur d'anglais). On notera, au passage, que des disciplines déficitaires depuis des années ont retrouvé quelque vigueur : 287 candidats se sont ainsi présentés pour les 60 postes de professeur de mathématiques créés cette année, ou encore 569 candidats pour les 155 postes de maîtres de conférences en informatique.

Deux disciplines cependant se singularisent. La sociologie d'abord, où il y avait 82 candidats pour 19 postes de professeur ; 29 seulement ont été qualifiés (35 %). Et le taux n'est guère meilleur pour les maîtres de conférences (133 qualifiés pour 343 candidats). Mais ce sont les philosophes qui respirent la palme. Sur les 82 candidats aux 20 postes de professeur ouverts au concours, 29 seulement ont été qualifiés, soit à peine plus du tiers. Et le pourcentage tombe à moins de 20 %

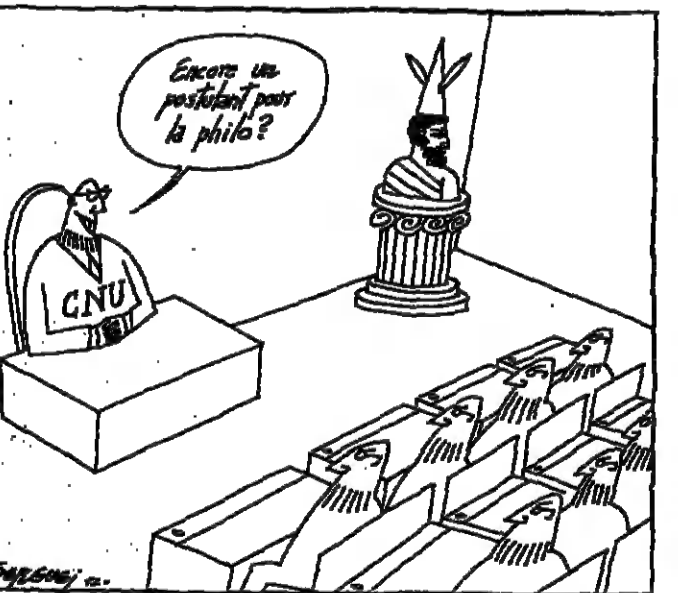
pour les maîtres de conférences (33 qualifiés pour 166 candidats) !

Cette hécatombe a soulevé une vague de protestations qui est restée la plus souvent anonyme. Dans le climat de défiance qui règne, particulièrement chez les philosophes, personne n'ose en effet s'exposer ouvertement : « Si nous ne cliquons, nous serons perdus dix ans », lance un candidat malheureux. Maître de conférences depuis une douzaine d'années, responsable du département de philosophie de son université et habilité à diriger des recherches, il n'a pas été jugé digne par le CNU de concourir pour un poste de professeur. Tel autre, qui compte vingt-cinq ans d'ancienneté dans l'enseignement supérieur et a publié une quarantaine d'articles

idéologiques par une vingtaine d'universitaires de renom, pour dénoncer le « sectarisme de chapelle », qui refuse « toute vraie concurrence et émulation et met en péril la pensée libre (...). Les diverses formes de la sociologie doivent continuer à se développer sans interdire ni stigmatiser a priori », soulignent-ils, avant d'appeler au « respect de la pluralité de recrutement à l'université », comme au CNRS.

Un climat d'arbitraire

C'est dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. « Le CNU a complètement déformé les nouvelles procédures. Il était censé vérifier les aptitudes des candidats. En réalité, il



dans des revues reconnues, a tout bonnement été invité par le CNU à s'orienter vers une autre discipline que la philosophie.

Tel autre encore qui enseigne la sociologie depuis plus de dix ans, auteur de plusieurs livres et membre d'un laboratoire du CNRS, s'est vu reprocher de n'être pas vraiment sociologue. Tel jeune candidat, trop brillant sans doute, a probablement eu le tort de brouiller sa thèse de philo en trois ans, trop vite pour les casques du secteur. Il représente une autre année, espérant que le poste de maître de conférences qui lui avait été promis en province n'aura pas été attribué d'ici là. Quant à ce candidat belge dont la notoriété et les ouvrages sont reconnus en France, il n'a pas été qualifié par le CNU et pourra méditer à loisir sur l'Europe de la philosophie.

Bref, les situations absurdes sont assez nombreuses pour susciter l'indignation d'une partie de la communauté universitaire. Ainsi, trois des personnalités les plus renommées de la sociologie française - Jean Duvigneaud, Edgar Morin et Michel Maffesoli - viennent de lancer un appel,

a procédé à une sélection draconienne. Il a déposé au passage bon nombre de jurys de thèse très implicitement soupçonnés de complaisance. Il nous a interdit de concourir et a supprimé quasiment toute possibilité de choix pour les commissions locales.

Et un philosophe ajoute : « Les responsables universitaires de la discipline se présentent comme les grands défenseurs de la philosophie, alors qu'ils sont en train d'en devenir les jospéens. Cette année, à défaut de candidats présentés, mais réduits par le CNU, des postes vont être gélés et risquent d'être perdus par les universités. Comment voulez-vous que le ministère fasse à l'avenir des efforts pour une discipline aussi maltraitée ? Enfin, on ne saurait dissuader plus efficacement les jeunes de continuer à faire de la philo ».

M. Bernard Bourgeois, président de la section de philosophie du CNU, accueille ces critiques sans broncher. « Il a été clair, dès le début de nos travaux, que nous ne souhaitions pas fonctionner comme un jury d'examen, mais comme un jury de

concours. Nous n'avons pas retenu les candidats dont nous pensions qu'ils pouvaient être inscrits, mais ceux dont nous pensions qu'ils devaient l'être. Pourquoi une attitude aussi restrictive ? Pour défendre la qualité des candidatures, proteste M. Bourgeois avant d'ajouter : « Beaucoup de commissions locales de spécialistes travaillent parfaitement, mais il y a quand même trop de cas où elles n'assument pas leurs responsabilités et où des candidatures contestables risquent d'être acceptées sur la base de commissions locales. Le CNU ne doit pas être une chambre d'enregistrement pour des décisions fâcheuses d'usage ».

Cela revient-il à désavouer le sérieux des jurys de thèse ? Ou à outrepasser la fonction attribuée au CNU ? La réponse de M. Bourgeois est sans hésitation : « Sur le premier point, il est clair que nous ne pouvons prendre pour argent comptant les jurys de thèse, dont beaucoup ne font pas sérieusement leur travail. Quant à l'esprit de la réforme du CNU, je le condamne absolument, mais je l'appliquerais scrupuleusement. Les 80 % de candidats non qualifiés apprécieraient ».

Au ministère, on fait, pour l'instant, le gros des devant des conserves et l'avalanche de protestations qu'elles provoquent. On note cependant que les nouvelles procédures prévoient des possibilités de recours. Les sections du CNU chargées cette année du recrutement s'occuperont l'an prochain des promotions, et inversement. Les candidats pourront donc se représenter devant de nouveaux évaluateurs. En outre, après deux échecs, les candidats pourront faire appel devant une commission élargie.

Enfin, on rappelle que les membres des sections du CNU ont été, pour les deux tiers d'entre eux, élus par leurs pairs et que les universitaires n'ont donc à s'en prendre qu'à eux-mêmes. Argument imparable s'il ne laissait s'installer un déplaisant climat d'arbitraire dans deux secteurs qui furent longtemps prestigieux, de l'université française.

GÉRARD COURTOIS

Le SGEN-CFDT regrette la parution sans changement au Journal officiel des arrêtés sur la réforme des lycées. - Le SGEN-CFDT a protesté, mardi 4 août, contre la parution sans modification, au Journal officiel du 31 juillet, des arrêtés portant sur la réorganisation des classes de première et terminales, alors que le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) avait accueilli avec réserves, le 10 juillet, les arrêtés sur les séries générales, sciences et technologies industrielles (STI) et sciences et technologies de laboratoire (STL). La rénovation des lycées, conçue en 1991 par M. Lionel Jospin, avait été revue et corrigée en juin dernier par son successeur, M. Jack Lang (le Monde du 30 juin), à l'exception de la réforme de la seconde, qui s'appliquera dès la rentrée prochaine.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Affaire Tannouri : une garde à vue

Après la découverte rocambolesque, mardi 4 août, des quatre toiles de maître volées trois jours auparavant à M. Anthony Tannouri (nos dernières éditions du 5 août) dans une villa de Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes), le groupe criminel de la police judiciaire de Nice a interpellé et placé en garde à vue un proche de l'homme d'affaires franco-libanais.

Le correspondant anonyme qui a alerté samedi matin l'AFP à Paris, avant même que le cambriolage n'ait été révélé, possédait des renseignements confidentiels sur les tableaux volés et leur valeur d'estimation. Il s'agit peut-être de la même personne qui a téléphoné à deux reprises mardi à la police nicoise pour lui indiquer où elle pourrait récupérer les quatre tableaux (retrouvés dans le coffre d'une voiture volée). - (Corresp.)

SÉCHERESSE

Restrictions d'eau en Mayenne

Le préfet de la Mayenne a pris, mardi 4 août, deux arrêtés limitant la consommation d'eau potable dans soixante-huit communes de l'ouest et du sud du département. Le lavage des voitures, l'arrosage des jardins et des espaces verts, ainsi que l'alimentation des piscines y sont notamment interdits.

Cinq étrangers parmi les nouveaux astronautes de la NASA. - Cinq étrangers figurent dans la nouvelle sélection d'astronautes, que vient de présenter la NASA et qui est composée de quinze « spécialistes de mission » et de quatre pilotes. Parmi eux, deux candidats de l'Agence spatiale européenne (ESA) : Maurizio Cheli (trente-trois ans), pilote d'essai et physicien italien et Jean-François Clervoy (trente-trois ans), ingénieur polytechnicien et astronaute du CNES français ; deux Canadiens : Chris Hadfield (trente-trois ans), pilote d'essai et Marc Garneau (quarante-trois ans), ingénieur qui a déjà volé sur la navette en 1984 ; et un Japonais : Koichi Wakata (vingt-neuf ans), ingénieur. Le corps des astronautes américains (95 personnes) compte depuis longtemps des étrangers, comme le Suisse Claude Nicollier, actuellement en orbite sur la navette Atlantis. - (AFP)

Après l'accident aérien de la baie du Mont-Saint-Michel. - L'hélicoptère de la protection civile de Granville (Manche) a retrouvé, mardi 4 août, les corps des deux derniers des quatre passagers de l'avion de tourisme qui s'est écrasé, dimanche 2 août, dans la baie du Mont-Saint-Michel. - (AFP)

Trêve...

Cant quatre-vingts kilos de fonte ont rebondi sur le plancher. Le tableau électronique a enregistré la performance. Mehmed Skender a levé les bras. Des gradins, on a pu croire qu'il faisait le V de la victoire. Il souriait. Il a été applaudi. Son nom ne figurera sur aucun palmarès olympique. Il s'est classé dernier du concours d'haltérophilie dans la catégorie des moins de 100 kg. Pourtant il faudra s'en souvenir comme d'un brave.

Mehmed Skender est l'un des vingt-trois membres de la délégation bosniaque à Barcelone. Il est âgé de trente-deux ans, marié, père de deux enfants. Avant, il était employé au téléphone à Zenica, une cité située à environ 80 km de Sarajevo. Maintenant, il est soldat dans l'armée qui se bat contre les Serbes. Avant, il était aussi un des meilleurs levieurs de fonte de son pays. Il était dans une tranchée le 6 juin dernier lorsqu'un membre du tout nouveau Comité olympique bosniaque lui a fait savoir qu'il devait représenter son pays aux Jeux de Barcelone.

Depuis des mois, Mehmed Skender ne s'entraînait plus. Il avait perdu beaucoup de poids. Dans l'appartement de trois pièces où ses parents, ses frères et ses cousins s'étaient réfugiés, il n'y avait à se partager qu'un plat de riz ou de pâtes par jour. Il voulait rester pour défendre son pays et ne pas manquer l'anniversaire de sa fille. On lui expliqua qu'il s'agissait de montrer au monde que la Bosnie n'avait pas été rayée de la carte. Mehmed Skender a fait ses paquets. Au moment de monter dans l'avion, le judoka Vinko Samiric manquait à l'appel. Un franc-tireur l'avait tué quelques jours auparavant.

En arrivant au village olympique, Mehmed Skender a été malade. Son estomac ne supportait plus la nourriture trop riche et trop abondante du restaurant des athlètes. Le soir de la cérémonie d'inauguration des Jeux, il fit des cauchemars. Le feu d'artifice lui avait rappelé les bombes éclatantes trépassées au-dessus de Zenica. Lundi, quand il se présente sur le plateau du concours, les entraîneurs durant faire appel à son orgueil pour qu'il se batte à une barre de 140 kg à l'arraché, la plus petite charge demandée par un concurrent. Son record avait été de 167 kg. La charge lui échappa. Il n'arrivait pas à se concentrer. Il ne pouvait s'empêcher de penser à ses enfants. Il n'avait aucune nouvelle d'eux depuis qu'il était à Barcelone.

Mehmed Skender chassa ses idées noires. Pour la seconde partie du concours, il épaula et jeta successivement 170, 175 et 180 kg. Avec difficulté mais avec succès. Mehmed Skender était soulagé. Il avait accompli ce que ses dirigeants attendaient de lui. Il avait participé. Maintenant il était pressé de retourner à sa tranchée, d'être avec sa famille, de défendre sa ville. Mehmed Skender n'a pas attendu la cérémonie de clôture des Jeux pour quitter le village olympique. Son travail de soldat l'attendait.

Peut-être recouvrera-t-il pour cela la médaille qu'il n'a pas eue à Barcelone. Peut-être sera-t-il un héros inconnu de la guerre fratricide qui ravage les Balkans. A sa façon, Mehmed Skender a témoigné d'un drame qui, hélas, ne connaît pas de trêve en dépit des Jeux olympiques.

A. G.

Avant l'entrée en piste de Marie-José Pérec sur 400 m mercredi soir 5 août, les athlètes français n'ont guère brillé à Barcelone : trois abandons en demi-fond et en fond (Thierry Pantel, Maria Lelut, Marie-Pierre Duros), une disqualification en marche (Toutain) et une longue série de blessures en sprint (Daniel Sangouma, Jean-Charles Trouabal, Bruno Marie-Rose) qui compromettent les chances du relais 4x100 mètres, recordman du monde à Split en 1990 et vice-champion du monde à Tokyo en 1991.

C'était à Split, un jour de 1990. Le relais 4x100 mètres français était devenu addition de talents qui débouchait en un tour de piste sur un chiffre magique : 37 s 79, le record du monde volé aux caldes américains. Deux ans plus tard, dans la moiteur de Barcelone, le relais tricolore n'est plus qu'agglomération de blessures, d'erreurs et de frustrations. Les héros d'hier pleurent, déçoivent, souffrent dans le stade de Montjuïc. Et la liste de noms illustres ne dessine plus qu'un sinistre état des lieux.

Max Morinier, celui qui avait pris le départ à Split, est parvenu jusqu'aux demi-finales du 100 mètres. Il en est sorti sans gloire, à la dernière place. Daniel Sangouma, auteur de deux temps médiocres, n'est pas allé plus loin, et il a renoncé à s'aligner dans le 200 mètres. Il souffre d'une douleur persistante à la plante d'un pied. Jean-Charles Trouabal ne courra plus à Barcelone. Il s'est effondré en larmes après deux foulées de sa première série du 200 mètres : déchirure des adducteurs. Pour le relais, dont la finale aura lieu samedi soir, il sera remplacé par Gilles Quenec'hervé, l'ancien

médaillé d'argent des championnats du monde de Rome, qui a disparu en demi-finales du 200 mètres après avoir frôlé la disqualification en séries. Quant à Bruno Marie-Rose, celui qui avait conduit l'exploit de Split, opéré en avril du tendon d'Achille, il ne s'est plus frôlé à une compétition depuis trois semaines, depuis qu'il a péniblement réussi son temps minimal de qualification olympique au meeting de Lausanne. C'était peine perdue, la fédération ayant oublié de l'inscrire dans l'épreuve individuelle (le Monde du 1^{er} août).

Enlèvement de l'ego

Comment expliquer cette décadence en deux années, seulement retardée par quelques chronomètres flatteurs et une belle deuxième place aux derniers championnats du monde de Tokyo ? Mardi 4 août, Jo Malsetti, entraîneur du relais, et Fernand Urbéise, préparateur, entre autres, de Trouabal, s'interrogeaient, tout en laissant percer leur désarroi. « Nous sommes dans une spirale descendante que nous n'arrivons pas à interrompre, soupireait Fernand Urbéise. Depuis deux ans, nous courons derrière l'état de grâce de Split ». Jo Malsetti avançait comme excuse l'ancienneté de ses sprinters. La moyenne d'âge de l'équipe de France, 27 ans, est effectivement largement supérieure à celle des États-Unis (23 ans) ou de la Grande-Bretagne (25 ans).

Les deux hommes développaient surtout le même argument : pour rattraper leur retard sur les Américains, les sprinters français se sont entraînés comme des forcenés depuis le début de l'année. Trop peut-être, ce qui expliquerait cette épidémie subite de blessures. « Mais je ne connais pas le secret des Américains pour garder des athlètes au sommet de leur forme

Tuer le père

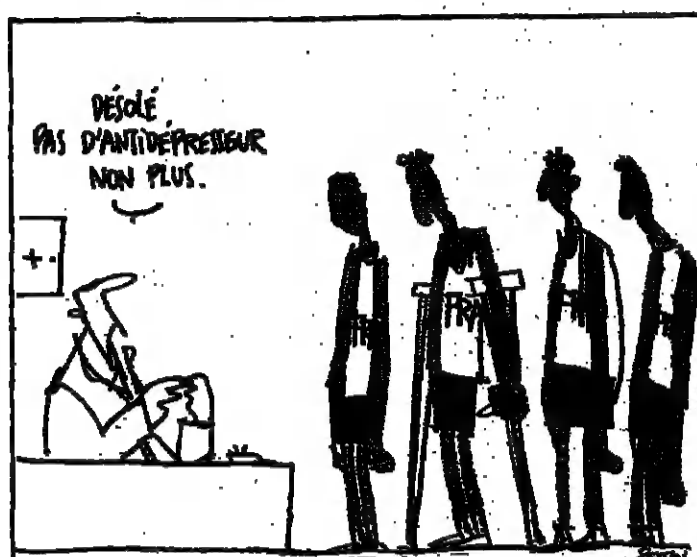
— Quel est le secret de Daniel Costantini ?

— Je n'ai aucun secret. Je suis quelqu'un de très rationnel, de très pragmatique, quelqu'un qui a toujours respecté les filières, qui a tenu à ce que chaque progrès soit justifié. Et puis, tout d'un coup, je me trouve à la tête d'une équipe qui m'emporte dans une aventure. La seule faveur que je m'accorde ici c'est de les laisser agir, c'est-à-

MICHEL BOLE-RICHARD

ATHLÉTISME : les prestations des sélectionnés français

Relais d'infortune



aussi longtemps, disait Malsetti. Dans les meetings, nous ne les voyons pas beaucoup s'entraîner. Le mot ne sortira d'aucune bouche, mais il était présent dans tous les esprits : dopage. Les entraîneurs français ont fait savoir depuis longtemps qu'ils se refusent à toutes pratiques illicites. Ils ne semblent pas convaincus que leurs concurrents soient animés par les mêmes pures intentions. « Cela fait des années que nos athlètes courent après des records surhumains, confiait Eric Bouvat, le médecin de l'équipe de France. Certains n'ont pas le physique pour cela. Alors ils craquent à force de surentraînement ».

Ces bonnes raisons suffisent-elles cependant à tout expliquer ? Après leur exploit de Split, les relayeurs français ont cherché à faire fructifier leur notoriété, comme le font sans fausse honte les sprinters américains. Ils ont trouvé le soutien

d'un puissant sponsor. « Nous sommes des professionnels », pouvait alors clamer Daniel Sangouma. Leur comportement n'a pas semblé alors toujours à la hauteur de ce statut revendiqué. Les Français ont paru succomber à ce symptôme courant des lendemains de victoires inattendues : l'enlèvement de l'ego ou, plus trivialement, la grosse tête.

Défaillances en série

Le record du monde de Split avait fini par convaincre les relayeurs qu'ils pouvaient rêver de victoires face aux Américains, certes plutôt condescendants avec leurs rivaux. A Tokyo, ce fol espoir avait conduit à une série de gestes déplacés. Les Français avaient refusé de serrer la main de leurs vainqueurs, Bruno Marie-Rose posant même un pied sur la pre-

mière marche du podium. « Je doute qu'ils soient toujours aussi bons à l'avenir, avait alors lancé Daniel Sangouma. On se retrouvera aux Jeux de Barcelone. Alors on verra qui sont les meilleurs... » (le Monde du 3 septembre 1991). A moins d'un concours de circonstances extrêmement favorables, le relais français déclinait à déconcertante rapidité de chances de donner corps à cette menace.

An-dé-là de ce cas particulier, les explications données par les entraîneurs français ne suffiraient pas non plus à justifier les mauvaises performances de l'athlétisme français au cours de la première semaine de compétitions. Aujourd'hui, l'arbre Marie-José Pérec ne peut cacher la forêt de défaillances parfois davantage moquées que physiques. Marie-Pierre Duros, pourtant brillante en séries du 3 000 mètres, Thierry Pantel (10 000 mètres) et Maria Lelut (marathon) ont ainsi rapidement abandonné leurs courses. D'autres athlètes se lancent diminués dans leurs épreuves. La plupart ont effectué à Barcelone des temps inférieurs à ceux de leur début de saison.

Serge Bord, le directeur technique national, déjà ébranlé par l'exploit de Marie-Rose, avait pourtant annoncé qu'il ne reviendrait dans sa sélection, de loin la plus nombreuse de la délégation française (59 concurrents, la plus forte représentation d'athlètes nationaux jamais engagés aux Jeux), que des sportifs en forme, c'est-à-dire en mesure de défendre dignement leurs chances. « J'ai constaté qu'il y avait beaucoup d'athlètes perdant leur moyens », concédait-il après deux jours de compétition. Mardi matin, le DTN a réuni ses troupes pour rappeler aux uns et aux autres leurs devoirs. Pour que la semaine barcelonaise de l'athlétisme tricolore ne ressemble pas à une déroute totale.

JÉRÔME FENOGLIO

HANDBALL : un entretien avec Daniel Costantini

« Je n'ai pas prévu ce que nous vivons ici »

Pour leur première participation aux Jeux olympiques, les handballeurs français se sont qualifiés pour les demi-finales. Ils disputent leur prochain match jeudi 6 août, contre la Suède, championne du monde en titre. Ce résultat est dû, en grande partie, au travail de Daniel Costantini, quarante-neuf ans, entraîneur national depuis 1985, qui, avant le début du tournoi, pensait que ses joueurs se classeraient au mieux septièmes ou huitièmes.

« Comment l'équipe de France, naguère très affectée dans les rencontres internationales, se retrouve-t-elle parmi les quatre meilleures du monde à l'issue de ce tournoi olympique ?

— C'est très difficilement explicable parce qu'elle était septième ou huitième était un pronostic raisonnable mais raisonnablement haut, parce qu'il fallait tout de même battre la Roumanie, au troisième rang mondial, ou l'Allemagne, ou l'Espagne en plus de l'Égypte. Être sixième, c'était encore plus osé puisqu'il fallait battre deux de ces équipes que d'habitude nous ne battons jamais. Et puis là, à part la CEI qui a gagné d'un seul but d'avance, à la dernière minute, parce qu'on leur a fait un cadeau, on a battu tout le monde.

« Pour un entraîneur comme moi, qui est un pragmatique croyant aux progressions lentes, aux gains de dixième de seconde, c'est inexplicable rationnellement parlant. Mon équipe est en train de franchir un pas incroyable au plan collectif mais surtout au niveau individuel.

« Cependant, il y a tout de même des motifs à ce succès ?

— Il y a bien sûr l'effet olympique. On se retrouve dans un contexte tout à fait différent d'un championnat du monde et des barrières que l'on se donne habituellement ; peut-être que l'on a moins tendance à les respecter parce que ce sont les olympiades, qu'il y a trois médailles à distribuer et que l'on se dit : pourquoi pas ? Mais ce n'est pas tout. C'est le brio de nos joueurs, leur état d'esprit et surtout leur créativité et leurs performances individuelles.

« Pourquoi se surpassent-ils ?

A. G.

« Pour les battre, il faudrait que l'on accomplisse une performance encore plus grande que ce que l'on a fait jusqu'à présent. Et ce que l'on a fait, cela me paraît déjà tellement énorme que personnellement je ne suis pas sûr de pouvoir continuer. Pour battre ce pays, il faudra être du niveau d'une médaille d'or, et si on est médaille d'or on aura donc joué deux finales, dont une en demi-finale pour prouver au monde entier que l'on est du niveau des champions du monde. Mais j'ai toujours été pessimiste de nature... »

— On les a battus dans un match amical à Marseille. Lors du challenge Marrane, à Paris, on a fait match nul et ils nous ont battus une fois plus tard au tournoi pré-olympique de Castellan, de trois buts, lors d'un match équilibré. Mais la Suède ici, c'est tout à fait autre chose. C'est une arme de guerre qui est venue confirmer son titre mondial. N'oublions pas aussi que les Suédois sont organisateurs dans six mois des championnats du monde et qu'ils sont remarquablement préparés.

« Pour les battre, il faudrait que l'on accomplisse une performance encore plus grande que ce que l'on a fait jusqu'à présent. Et ce que l'on a fait, cela me paraît déjà tellement énorme que personnellement je ne suis pas sûr de pouvoir continuer. Pour battre ce pays, il faudra être du niveau d'une médaille d'or, et si on est médaille d'or on aura donc joué deux finales, dont une en demi-finale pour prouver au monde entier que l'on est du niveau des champions du monde. Mais j'ai toujours été pessimiste de nature... »

Tuer le père

— Quel est le secret de Daniel Costantini ?

— Je n'ai aucun secret. Je suis quelqu'un de très rationnel, de très pragmatique, quelqu'un qui a toujours respecté les filières, qui a tenu à ce que chaque progrès soit justifié. Et puis, tout d'un coup, je me trouve à la tête d'une équipe qui m'emporte dans une aventure. La seule faveur que je m'accorde ici c'est de les laisser agir, c'est-à-

MICHEL BOLE-RICHARD

BASKET : les États-Unis battent

Michael Jordan, vedette

Les basketballeurs américains, emmenés par Michael Jordan, ont poursuivi, mardi 4 août, leur promenade vers la médaille d'or du tournoi de basket, en battant Porto-Rico, 115 à 77, en quarts de finale.

Devant l'objectif d'un photograph, Michael Jordan s'est un jour livré à un jeu qui le faisait sourire. Il a coiffé de perruques son crâne rasé, il a vécu son long corps des déguisements les plus divers. Le résultat était saisissant : le basketballeur devenait tour à tour grand-mère au tricet, punk bigarré ou cow-boy des temps héroïques. Le temps de quelques clichés-gags, il venait de livrer involontairement l'un des secrets de l'engouement qu'il suscite. Sur son visage lustré, son visage fin, dénué de tout aspérité, tous les masques peuvent s'adapter. Les gamins du monde entier peuvent projeter leurs rêves de perfection sur son apparence lisse. Celle-ci fait de Michael Jordan la première vedette d'une autre ère, d'un sport qui n'a plus honte de s'appeler spectacle. Avant d'être un génie, il est un support, comme les télévisions qui démultiplient son image dans le village planétaire. Les marques auxquelles il est lié par contrat ne s'y sont pas trompées, qui fondent leurs stratégies mondiales de communication sur ce produit parfait.

Quand il joue, Michael Jordan a-t-il d'ailleurs encore un visage ? Embusqué dans un coin du parquet, il n'est alors plus repérable que grâce aux reflets de son crâne en sueur. Les yeux mi-clos, les mains appuyées sur ses jambes, il suit la balle et l'adversaire sans avoir l'air de les regarder. C'est hors du champ des caméras que le sportif le plus médiatisé du monde fonde ses exploits. Une fois le ballon entre ses mains, une fois l'adversaire repoussé, il se résume à un geste. « Air » Jordan quitte le sol des mortels et écrase un dunk — smash — haineux dans les paniers. A peine consent-il alors à montrer à l'humanité une langue, mi-appliquée, mi-ironique, qui d'ordinaire, sort si souvent de sa bouche. Michael Jordan survole les parquets, à la manière d'un Bubba sur les sautoirs à la perche.

Que vient donc faire à Barcelone ce star déjà sanctifié d'un sport à la mode ? Chercher une médaille d'or ? Michael Jordan l'a déjà obtenue en 1984 à Los Angeles, avec les meilleurs universitaires américains. Gagner davantage d'argent ?

Le basketballeur, qui n'a jamais caché son attirance pour les billets verts, est d'ores et déjà assuré d'emporter 25 millions de dollars cette année — trois versés par son club de Chicago, le reste en recettes publicitaires. Vient-il accroître sa réputation de génie du jeu ? Le match de mardi soir, contre les Porto-Ricains, a encore prouvé que le héros pourrait difficilement tirer gloire de ses prestations barcelonaises. Il se contente d'un service minimum, sans interrompre vraiment ses vacances. Il gère sa classe parcomonomiquement, en saupoudrant ses matches de quelques rares exploits.

Michael Jordan s'est sans doute déplacé à Barcelone pour quérir un supplément d'universalité. Pour signifier à Carl Lewis, le roi sur le déclin d'une époque où les champions ne s'illustraient qu'au cours de quelques rares sommets, qu'un seul territoire ne lui échappe désormais. Pour montrer au monde entier qu'aucun bastion ne saurait résister à sa volonté de puissance. Car Michael Jordan s'aime avant tout en vainqueur.

Des coéquipiers tyrannisés

Il ne vient pas d'un pays où l'on vénère les perdants magnifiques, où l'on célèbre les champions maudits. Pour s'imposer aux États-Unis, il ne faut pas seulement se montrer génial, il faut gagner. Le basketballeur a donc tout gagné. Il évoluait dans une équipe anonyme, seul talent au milieu de râtchons. Il a fait des Chicago Bulls un commandement entièrement destiné à servir sa gloire, une équipe qui vient de s'imposer deux fois d'affilée dans le championnat NBA. Michael Jordan vient d'un pays où un sportif n'existe pas si son nom n'est pas suivi de statistiques mirobolantes. Meilleur marqueur de son championnat depuis six ans, le basketballeur a donc imposé sa loi aux chiffres.

Michael Jordan a su conjuguer sa science du jeu, et son désir de victoires. Et il règne désormais sur son rival sur le basket américain, fort d'une popularité que bien des hommes publics devraient lui envier. En 1991, après sa première victoire en championnat sur les Lakers de Magic Johnson, 95 % de ses concitoyens avaient répondu, dans un sondage national, qu'ils connaissent son nom. Un chiffre d'autant plus remarquable que sa notoriété demeure purement sportive, à la différence de celle de Magic

OLYMPIQUES D'ÉTÉ

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

ÉQUITATION : la France médaille de bronze par équipes

Le quatrième cavalier

L'équipe de France (Hervé Godignon, Hubert Bourdy, Michel Robert et Eric Navet) a remporté mardi 4 août la médaille de bronze du concours de saut d'obstacles par équipes, talant échapper dans les derniers instants la médaille d'argent au profit des Autrichiens Boris Boor, Joerg Muntzner, Hugo Simon et Thomas Fruhmarm. L'or revient aux Néerlandais Piet Reymakers, Bert Romp, Jan Tops et Jos Lansink.

Les choses sérieuses ont commencé après le passage des quatre-vingt quatre premiers concurrents. Clôturant quatre longues heures d'un spectacle-marathon, l'épique, enfin, offre un semblant de suspense. Pas grand-chose, quelques tout petits frissons. Les trois cavaliers qui restent en lice se disputent l'ordre des places, sur le podium. Un match au couteau entre la France, l'Autriche et les Pays-Bas. Le Français Eric Navet s'élance le premier. Sur Quito de Baussey, il doit consolider la médaille d'argent que ses camarades semblent avoir ratée à l'équipe d'Autriche.

Ses choses sérieuses ont commencé après le passage des quatre-vingt quatre premiers concurrents. Clôturant quatre longues heures d'un spectacle-marathon, l'épique, enfin, offre un semblant de suspense. Pas grand-chose, quelques tout petits frissons. Les trois cavaliers qui restent en lice se disputent l'ordre des places, sur le podium. Un match au couteau entre la France, l'Autriche et les Pays-Bas. Le Français Eric Navet s'élance le premier. Sur Quito de Baussey, il doit consolider la médaille d'argent que ses camarades semblent avoir ratée à l'équipe d'Autriche.

Un cavalier tendu, un cheval épuisé. Il ne parvient pas à s'envoler sur les obstacles. Il est trop bas. Quito, il les frôle, et à bout de forces dans la dernière ligne droite, les frappe de ses sabots de plomb. Il ne comprend pas, sans doute, pourquoi son maître est si féroce sur sa selle, pourquoi il lui demande de voler encore très haut quand il suffit de passer les barres en douceur.

pour aller au sans-faute. Là-haut, le Français préfère tenter le tout pour le tout. Il sait sa monture fatiguée. Dans l'éclatante moisure de midi, Quito de Baussey a soufflé très fort des premiers efforts. « Je me suis trompé. Je l'ai un peu mal réglé sur ses sauts, lui laissant trop peu d'énergie sur la fin du parcours ».

Trois fautes fatales ! Eric Navet est si triste qu'il semble avoir couru huit fois. « La couleur de la médaille dépendait de moi, et je suis déçu de n'avoir rapporté que la bronze. » Il jure que Quito de Baussey a donné son maximum et accepte les pertes tapes consolatrices de ses co-équipiers dans un brave sourire. Ils préparent ce challenge ensemble depuis deux semaines, Navet a le sentiment de les avoir laissés tomber.

Des réflexes émusés par le trac

Quatrième cavalier à Séoul de l'équipe de France - déjà médaille de bronze - avec Jappeloup, Pierre Durand se souvient de la tâche du dernier cavalier en piste avec terreur et délice : « Tout se passe vraiment dans la tête. Le cheval n'est pas moins bon lorsqu'il passe en premier ou en dernier. Les réflexes du cavalier sont émusés par le trac. Il ne parvient pas à s'enfermer. Ses mains sont un peu moins assurées sur les rênes, et ses jambes sont un peu flétries autour de sa monture quand elles devraient le serrer pour ne faire qu'un avec lui dans l'épreuve. Il faut savoir assurer le sans-faute sans être trop exigeant. Et oublier que l'on est le dernier. »

Navet déçoit, l'Autrichien Thomas Fruhmarm n'avait qu'à se baisser pour ramasser la médaille d'argent... Sans se démonter, il a envoyé balader son trac en se souvenant de son parcours parfait du matin. Le cheval et le cavalier ont pris leur temps, juste dans les limites accordées par le jury, et ont renoué avec les mêmes trajectoires et la même sucée. Dernier à prendre le départ, le Néerlandais Jos Lansink est allé vite, très vite, semant sa peur dans le vent. Pour la seconde fois de la journée, les sabots légers d'Egano n'ont pas frôlé une barre, et le Batave a offert à son pays la victoire parfaite d'un quatrième cavalier sans tache.

BÉNÉDICTE MATHIEU

VOILE : du Class America au Soling

Les vagues à l'âme de Marc Bouët

La dernière médaille d'or des épreuves de voile a été gagnée, mardi 4 août, en Soling par les Danois Jesper Bank, Steen Secher et Jesper Seier. Les Français Marc Bouët, Alain Pointet et Fabrice Levat, quinquizièmes à l'issue des six premières régates, n'ont pu se qualifier pour l'ultime phase de la compétition disputée pour la première fois en matches racing (duels).

Sur la digue de la nouvelle marina olympique, un homme observe avec peut-être plus d'attention que d'autres les évolutions des Soling venant parfois frôler le béton à moins d'un mètre dans leurs manœuvres de « circling » précédant les départs. Depuis son adolescence, Marc Bouët avait toujours rêvé des Jeux et de médailles olympiques. Le hasard ou la fatalité lui ont fait rater quatre fois son premier rendez-vous. La cinquième, la bonne, lui laissera le souvenir amer d'une grosse déception. « Quand on a passé une douzaine d'années de sa vie avec l'objectif olympique dans sa tête, il y a forcément un manque, dit-il à l'heure du bilan. Mais je savais que nous avions trop de lacunes dans notre préparation pour espérer une médaille. C'était un pari impossible compte tenu du temps passé sur l'America's Cup. »

A défaut d'avoir pu accrocher à son cou la médaille d'or convoitée, Marc Bouët pourrait postuler à celle de la malchance olympique. Champion d'Europe de Flying Dutchman en 1976, il avait dû quitter les régates de sélection pour Montréal afin de se rendre au chevet de sa mère. Champion du monde sur ce même dériveur en 1979, il n'avait pu défendre ses chances l'année suivante à Moscou en cal-

son du boycottage des Jeux par l'équipe de France de voile. Encore vice-champion du monde en 1984, il avait été écarté de la sélection par la Fédération qui lui avait préféré Laurent Delage à Los Angeles.

D'autres qui lui auraient sans doute abandonné cette quête olympique, mais à quarante et un ans, il éprouve toujours la même passion pour la mer et la régate. En 1990, le Défi français pour la Coupe de l'Amérique, enghé dans les problèmes financiers, fonctionnait au ralenti. Pour cultiver son sixième sens marin et éprouver ce stress qui le ronge comme une drogue en compétition, il prépare avec Alain Pointet et Fabrice Levat, deux équipiers du Défi français, le championnat d'Europe de Soling. La victoire leur sourit. Quelques semaines plus tard, ils deviennent champions du monde. Cette année-là à Mademlink (Pays-Bas), les Danois Jesper Bank, Steen Secher et Jesper Seier sont sixièmes, les Américains Kevin Mahaney, Kera Doug et Jim Brady, cinquièmes. Aujourd'hui, ces deux équipes sont respectivement champions et vice-champions olympiques à Barcelone.

« Psychiquement au bout du rouleau »

Deux années de préparation spécifique aux Jeux ont permis à ces équipages de se mettre hors de portée des Français accaparés par la Coupe de l'Amérique. « Si j'avais dû faire un pronostic pour Barcelone, je me serais situé au mieux à la quatrième place et au pis vers la dixième », estime Marc Bouët. Si le manque d'entraînement en Soling et la moins bonne connaissance du plan d'eau par rapport à leurs principaux adversaires ont constitué des handicaps inévitables, quelques facteurs plus subjectifs sont venus perturber le comportement des Français. « Le titre mondial nous a

procuré une sacrée satisfaction, mais il nous a rendu un mauvais service pour les Jeux. Quand on navigue d'une façon qui réussit, on ne cherche pas à se remettre en cause. Nous avons mal perçu l'évolution de l'utilisation du matériel au niveau des réglages. »

Si Marc Bouët reconnaît que la Coupe de l'Amérique les a menés à Barcelone « psychiquement au bout du rouleau », il refuse de mettre cet abaissement sur le compte des dissensions apparues en fin d'épreuve avec Marc Pajot. « C'est vrai que je n'ai pas revu Marc depuis un certain temps, mais il me tient au courant de ce qui se passe, dit-il. Nous avons une analyse différente de ce qu'il faudrait faire pour avoir un défilé gagnant. Nous avons fonctionné avec les mêmes bases et la même équipe depuis sept ou huit ans. Marc a clairement annoncé qu'il voulait monter un défilé gagnant. Il faut réfléchir à ce que ça implique pour mettre nos actes en accord avec ces paroles. Sachant qu'aujourd'hui les éléments fondamentaux que sont le temps et l'argent paraissent réunis, je voudrais que nous mettions en place d'autres structures pour ne pas buter sur les mêmes obstacles et être les plus efficaces possible. »

Après quelques jours de vacances attendues depuis plus d'un an, Marc Bouët ne devrait pas rester longtemps éloigné de la voile. « Cet échec ne modifie en rien mes objectifs, affirme-t-il. J'essaierai de disputer les plus grandes épreuves internationales, comme l'America's Cup, l'Admiral's Cup et, pourquoi pas, les Jeux olympiques dans quatre ans. Même si ces derniers ont perdu pour moi de l'intérêt depuis que je ne peux plus consacrer quatre années de ma vie à leur préparation. »

GÉRARD ALBOUY

Porto-Rico, 115-77

planétaire

Johnson, dont le drame dépasse désormais les limites étroites d'une salle de basket.

Bizarrement, Michael Jordan ne semble pas connaître cette dislocation de personnalité provoquée parfois par l'air des sommets. Carl Lewis contemple volontiers son œuvre, ce « king » qu'il a patiemment installé sur un piédestal. Michael Jordan, lui, mâche le même chewing-gum sur les parquets et dans la vie. C'est sans doute l'autre raison de sa popularité et sa principale source d'insulte. Car l'homme semble parfois se rendre compte de la disproportion de l'adoration qu'il suscite. Il s'agénie alors à rabaisser son talent aux dimensions du travail et de la persévérance. Le champion qui s'envole vers les paniers n'a ainsi qu'un passe-temps lorsqu'il quitte les parquets : il se courbe humblement vers une petite balle blanche, comme si sa passion de golf lui permettait de revenir vers les humains.

Mais Jordan n'est pas le seul à s'occuper de sa démythification. Certains de ses concitoyens se sont attaqués à son image trop lisse. Dans un livre publié à l'automne, un journaliste du Chicago Tribune le décrit comme un joueur égocentrique, souvent méchant, et qui n'hésite pas à tyranniser ses coéquipiers pour qu'ils se mettent au service de sa gloire. Pendant l'hiver, son nom a été mêlé dans plusieurs faits-divers. Des chèques signés par le basketballer avaient été notamment retrouvés sur le corps d'un préteur sur gages abattu lors d'un vol. Dans la communauté noire, des voix se sont élevées pour reprocher à ce fils de bonne famille de ne pas prendre position en faveur des populations défavorisées des ghettos, où se recrutent pourtant les plus inconditionnels de ses fans. Jordan, le remplisseur de stade, ressemble à tout sauf à un meneur de foule.

Avec sa participation à la conquête de l'or olympique, revêtu des couleurs nationales, Michael Jordan aura sans doute étouffé ces critiques. Mais il ne faudra pas lui en demander plus. Il a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne participerait pas aux prochains Jeux olympiques. Il considère sans doute sa mission remplie. Il retournera dans son championnat américain, avec la certitude de ne plus avoir à se déplacer pour que le monde entier le regarde.

J. Fe.

TENNIS DE TABLE : qualifié pour les demi-finales du simple messieurs

Gatien, d'un coup de pouce

A douze ans, ses parents se réunissent en conseil de famille et décident d'une même voix de l'expédier au loin, vers Paris, pour y apprendre les règles du métier de ping-pong. À seize ans, il profite du forfait d'un Spédois pour se glisser, timide mais impatient, dans la peau d'un meneur et défendre ses chances sur la table du Coupe d'Europe-Asie. Mardi soir, à l'heure où Barcelone relève ses rideaux et fête joyeusement son été olympique, Jean-Philippe Gatien brandit un polynésie vers le ciel, sort enfin de sa réserve et offre au tennis de table français la première médaille olympique de son histoire.

Joli destin. Programmé pour la gloire par un talent précoce et le vouloir de parents passionnés par le jeu, Jean-Philippe Gatien se savait depuis l'enfance condamné à réussir. Chaque épisode de sa vie l'avait vu bousculer la raison et

répondre d'un geste à tous les rendez-vous. Il se savait doué, la compétition le révèle combative. En quarts de finale du simple messieurs, mardi, il sort épuisé mais indemne d'un combat en cinq sets face au minuscule Yi Ding, un Asiatique au visage bien fessé, qui défendait pour l'occasion les couleurs de l'Autriche. La suite du tournoi décidera du métal de la médaille. Mais il s'en réjouit d'avance. Et se plaît à avouer que son premier podium aux Jeux lui fait d'autant plus plaisir qu'il s'agit d'un titre de champion du monde. « Je n'ai jamais été champion d'Europe ou du monde. Mais je ne vois pas vraiment pourquoi je ne priverais des honneurs d'un titre olympique. »

Le match? Sublime. Le premier set ne dure pour l'Autrichien que le temps d'une courte correction (21-13). Yi Ding pite mais ne ront pas. Il relève la tête lors des deux manches suivantes (22-20, 21-18). Et, l'espace d'un instant,

Gatien se croit perdu. Il le dira plus tard : « Au quatrième set, lorsque Ding a mené 6-1, j'ai vraiment pensé que c'en était fini. » D'un court répit imposé par une douleur au poignet, le Français sort regonflé de confiance. Il cogne sur chaque point d'une intense quatrième manche (21-18). Puis expédie sans peine l'ultime face-à-face (21-5).

Invité à jouer le grand jeu d'une demi-finale contre le Chinois Ma Wenge mercredi soir, Jean-Philippe Gatien sait bien que son destin le conduira vers les sommets de sa spécialité. Il l'a dit à sa manière, sans prétention ni fausse modestie : « Je n'ai jamais été champion d'Europe ou du monde. Mais je ne vois pas vraiment pourquoi je ne priverais des honneurs d'un titre olympique. »

ALAIN MERCIER

RÉSULTATS

BADMINTON	ESCRIME
DAMES	DAMES
Simple. - 1. Susanto (Indon.) ; 2. Bang Soo Hyun (Sud-Corée) ; 3. Huang Hua (Chine) et Tang Jiahong (Chine).	Florin par équipes. - 1. Italie ; 2. Allemagne ; 3. Roumanie ; 5. France.
Double. - 1. Hwang Chung (Sud-Corée) ; 2. Guan Hong (Chine) ; 3. G. Shi (Sud-Corée) et Lin Yao (Chine).	HALTÉROPHILIE
MESSEURS	Plus de 110 kg. - 1. Kourlovitch (CE) 450 kg (205 + 245) ; 2. Tserenpov (CE) 425 kg ; 3. Neringas (AL) 412,5 kg.
Simple. - 1. Kusuma (Indon.) ; 2. Winita (Indon.) ; 3. Susanto (Indon.) et Suter-Landert (Bel.).	HANDBALL
Double. - 1. Kim Park (Sud-Corée) ; 2. Hartono-Ganawan (Indon.) ; 3. Sidik-Sidik (Mal) et U-Tin (Chine).	Messieurs
BASKET	Groupe A. - Subde b. Islande 25-18 ; Corée du Sud b. Israël 30-26 ; Hongrie b. Tchecoslovaquie 20-18.
MESSEURS	Groupe B. - France b. Égypte 22-19 ; CEI b. Roumanie 27-25 ; Espagne b. Allemagne 19-18.
Quarts de finale. - États-Unis b. Porto-Rico 115-77 ; Lituanie b. Brésil 114-88 ; CEI b. Allemagne 83-78 ; Croatie b. Australie 98-85.	Programme des demi-finales : France-Subde ; CEI-Islande.
Programme des demi-finales : États-Unis-Lituanie ; CEI-Croatie.	HOCKEY SUR GAZON
BOXE	DAMES
Sur les six premiers Cubains engagés en quarts de finale, quatre se sont qualifiés pour les demi-finales. Cuba présentait onze boxeurs en quarts, contre seulement sept pour les États-Unis.	Demi-finales. - Allemagne b. Grande-Bretagne 2-1 ; Espagne b. Corée du Sud 2-1.
ÉQUITATION	PLONGEON
Saut d'obstacles par équipes. - 1. Pays-Bas 12 pts ; 2. Autriche 18,75 ; 3. France (Godignon, Bourdy, Robert, Navet) 24,75.	Messieurs
	Heut vol 10 mètres. - 1. Shweil Sun (Chine) 577,310 pts ; 2. Dongli (E-U) 533,630 pts ; 3. Ni Xiong (Chine) 500,150 pts.
	TENNIS
	Messieurs
	Simple (quarts de finales). - Arneso

OBLIQUES

Pelota-média

C'est un sport comme on les aime, spectaculaire quand on est près. Et anti-médiatique. Le public se tait quand les joueurs engagent. On ne voit ni leurs jambes ni leurs torsos, pour ainsi dire aucun muscle, ils portent des pantalons blancs. Et même leurs coudes, parfois, sont cachés, car il faut savoir retomber quand on essaie de s'envoler à la poursuite d'une fusée qu'il faudra relancer à 180 degrés de l'autre côté. Un jeu qui s'écoute, et dans le silence qui a suivi l'engagement, on entend une sorte de vent, c'est l'air qui siffle, fouetté par le bras du joueur dont le tour est venu de lancer.

La balle est en cuir, faite à la main, deux épaisseurs de peau parcheminée ; avant, dans les villages, on utilisait de la peau de chien. Sous le cuir, il y a de la laine, et au fil des échanges, la pelote devient plus vive, elle s'échauffe, on la change. En un match, les joueurs en lâchent deux ou trois sur les six aux- quelles ils ont droit ; elles pèsent un peu plus de 100 grammes et valent chacune 800 francs. Les autres sont conservées par l'arbitre, on le dit « juge » dans ce jeu, dans une petite boîte en bois. Comme les joueurs, il porte un casque blanc, car la balle revient comme un boucanard, et aussi une petite épuisette pour la récupérer si elle est sortie. Et, les sont mieux lotis, ils ont un panier en osier tressé qui prolonge leurs bras de fer comme des griffes, 1 500 francs à l'achat, c'est la chistera.

Aérien et silencieux

Contre le mur, la balle fait bruit de ping-pong, on entend les voix des joueurs, qui se décident. Et plus, la balle tombe dans le panier dans un son étouffé. Tac. Ploc, et parfois un bris de tête, c'est le rythme de la costa punta, le jeu de la pointe du panier. Et entre les deux, un grand parcours aérien et silencieux, à moins que les spectateurs, des connaisseurs - qui s'intéressent à la pelote basque ? - n'aient apprécié en

même temps que la balle elle-même la trajectoire qui, le long du mur, va obliger l'adversaire à s'y mesurer voire à l'escalader.

C'est l'une des disciplines de la pelote basque, un jeu qui n'a pas d'âge, comme ce peuple à la langue mystérieuse et sans doute d'origine asiatique, dont on retrouve quelques mots en japonais. Et la plus répandue, car elle offre quelques débouchés professionnels en Espagne et en Amérique latine, où l'on parie sur les joueurs, salariés par des imprésarios-entraîneurs qui se sont faits une spécialité des « courses humaines ». En France, les pelotari - treize mille licenciés - sont des amateurs comme on n'en voit plus aux Jeux olympiques. L'un est ambulancier à Bayonne, l'autre employé à la mairie de Saint-Jean-de-Luz. Il leur arrive de gagner 500 francs, « si on va jouer dans un quartier ». Aux Jeux olympiques, ils ne sont là, d'ailleurs, qu'à titre de « démonstration ». Et l'un des Français, en arrivant au village, n'a eu qu'une envie, c'est de retourner dans le sien.

Un sport qui ne se vend pas

Un « jeu allégre », du nom du terrain, le « Jai Alai », si l'on peut appeler terrain ce monde clos et lisse dont les trois murs sont des partenaires. Des Jai Alai, il y en a à La Havane, à Buenos-Aires, à Mexico, à Manille, et sur tout le parcours de la diaspora. Et aussi à Miami mais là, dans les casinos, où quelques Européens vont faire la saison. Une balle, un mur, un décompte simple en quarante points. Si un joueur est blessé, il n'est pas remplacé et la partie est perdue par forfait.

Un divertissement, un sport qui ne se vend pas, la préhistoire des médias. Mais mardi, en finale olympique démonstrative, la France a été battue par l'Espagne, 40 à 28, en présence du roi, de la reine et de la cour du CIO lésée de ses téléphones portables. A la place des pelotari, on se méfiait de ces mondanités.

CORINE LESNES

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

La ménagerie infernale

Des images d'animaux en voie de disparition, en captivité ou empaillés, annoncent l'enfermement de l'homme

LA MÉNAGERIE DU PALAIS
au Palais de Tokyo

Rares sont les expositions thématiques réussies, dans le domaine de la photographie. Le genre, qui s'accorde mal avec cet art du multiple, est miné par une série d'arbitraires et de questions dont la plus simple serait : pourquoi cette photo et pas celle-là, pourquoi cet auteur et pas un autre ?

Autre obstacle : l'interprétation des photos est douteuse dès qu'on cherche à les couper de leur auteur. Les septennales expositions sur le portrait, le nu, le paysage s'embourbent lorsqu'elles ne sont pas cimentées par une idée. Quant aux tentatives de définir une photographie nationale, elles sont franchement aventureuses.

D'où le choix - sage, mais confortable - de la plupart des institutions de ne monter que des expositions personnelles, classiques rétrospectives trop souvent dignes d'un enterrement en première classe.

Bref, on pouvait craindre le pire en se rendant au Palais de Tokyo, qui propose une exposition «animale», «La Ménagerie du Palais», présentée par le Centre national de la photographie (CNP). Sur ce thème rebattu, c'est une bonne surprise.

Le propos est solide et le scénario cohérent, en deux parties. Dans la seconde, chacun trouvera - ou non - son bonheur dans cet «univers animal comme terrain de recherches personnelles», signé Baillly-Maître-Grand, Webb, Pontcuberta, Fukase, Nordost ou Ponceil.

La première section est consacrée à l'«univers concentrationnaire» des zoos et aux muséums d'histoire naturelle. Le ton est donné avec la confrontation entre de vrais animaux en voie de disparition (Shuvuyants de



Orang-outan, zoo de Cologne (1978), par Michel Vanden Eckhout.

(Eden), que James Balog a saisi dans la lumière ordinaire pour dénoncer la disparition de toute vie sauvage, et les panoramiques d'animaux naturalisés que Richard Ross a portraité dans un musée de New York, comme cette étrange apparition de gorille sur fond de Kilimandjaro en carton-pâte.

D'autres recherches viennent renforcer cette réflexion sur le vrai et le faux, le vivant et le mort, le documentaire et la fiction. La captivité de l'animal prémonitrice de celle de

l'homme. Même les auteurs du XIX^e siècle (Pierre Petit, Horatio Ross, Désiré Charney), s'ils collectaient d'abord des informations pour aider le chercheur, mélangeant dans leur prises de vue animal en captivité et animal en liberté.

Aujourd'hui, Michel Vanden Eckhout montre avec brio que rien ne distingue ces deux mondes, tous deux incarnés par l'homme. Volonté de l'homme, mélangeant dans leur prises de vue animal en captivité et animal en liberté.

petits formats, en montrant combien la nature et la couleur de l'animal se confondent avec celles des cages-culottes : le lion devient martyr, des chiens sauvages africains sont des icônes collées au mur de leur cage.

Un capharnaüm surréaliste

Mais les photos les plus étonnantes sont signées Pierre Béranger, qui a fixé, en 1967-1968, «le naufrage de cette arche de Noé contemporaine», à savoir la grande galerie de zoologie du musée d'histoire naturelle de Paris. Fermée au public depuis plus de vingt ans, sa rénovation est en cours. Mais pendant des années elle a émerveillé les rares visiteurs qui pouvaient franchir les portes de cet autre surplomb, plongé dans une pénombre perpétuelle.

Quel capharnaüm ! On ne sait où donner de l'œil dans cette accumulation d'espèces (jusqu'à cinquante dans le cadre), de spécimens (vingt langoustes signés) qui défilent et se bousculent dans un désordre indescriptible sous la menace d'une imposante verrière dégingandée.

Béranger joue avec le regard des autruches et des girafes, l'enchevêtrement des colonnes vertébrales de cétaqués, le choc des mâchoires, la confrontation quasi surréaliste entre ces mille espèces uniformément couvertes de poussière. En prenant du recul, on refait le détail, il définit de nouveaux territoires et redonne vie à cette ménagerie infernale.

MICHEL GUERRIN

Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Tél. : 47-20-32-34. Jusqu'au 12 octobre. Et un livre : Zoologies, photographies de Michel Vanden Eckhout, textes de Claude Roy, Delphine 64, 32 p., 195 F.

ARCHITECTURE

Trente-neuf projets à trente-neuf ans

L'IFA présente les principaux travaux de Dominique Perrault, l'auteur de la Bibliothèque de France

Il y a moins d'un an, Denise René ouvrait sa nouvelle galerie, dans le Marais, avec une première exposition consacrée à un jeune architecte français : Dominique Perrault. Risques réduits puisque Perrault est l'auteur du plus grand des grands projets présidentiels : la Bibliothèque de France (BdF). Et puis, le quartier s'est habité à ce que ses cimaises ne soient pas seulement consacrées aux arts plastiques, grâce à de courageuses galeries, comme Gaudier-Kailan ou Sedoc-Uzcar. Mais l'apport en notoriété a dû paraître insuffisant soit au maître d'œuvre, soit à son principal maître d'ouvrage, régulièrement confronté, il est vrai, aux critiques acerbes d'intellectuels hostiles au projet mitterrandien.

Nouvelle exposition, donc, mais cette fois-ci à l'Institut français d'architecture (IFA), et dans les grandes laqueurs. Trente-neuf projets de Dominique Perrault y sont exposés avec l'idée de mieux faire comprendre le travail de ce jeune architecte dionysiaque, âgé de trente-neuf ans, et qui vient de remporter un important concours organisé par le Sénat de Berlin dans la perspective des Jeux olympiques de l'an 2000. Au total, Perrault est déjà l'auteur de plus de soixante projets, dont pas moins de dix-neuf sont réalisés. Deux d'entre eux, une grande école d'ingénieurs (l'ESIEP) à Marne-la-Vallée et l'hôtel industriel Berliet dans le XIII^e arrondissement de Paris («Equerre d'argent» 1990), ont assuré sa réputation en France.

Une démarche plus qu'un style

Mais le passage à l'échelle internationale, que représente la BdF (et peut-être demain le complexe olympique de Berlin) est une aventure à la fois exceptionnelle et très risquée, dans la mesure où elle court-circuite les notions ordinaires de maturité et où elle peut laisser supposer l'absence d'une doctrine ou d'une philosophie personnelle, sur laquelle se reposerait l'œuvre construite. «Je traite l'architecture comme un art ouvert qui doit rassembler tout ce qui est lié à l'histoire d'une époque», explique d'ailleurs Dominique Perrault à l'occasion de cette exposition.

A travers ses bâtiments, ne se dégage effectivement pas, ou pas encore, un «style» Perrault, au sens d'une affirmation marquée et répétée pour certains matériaux ou un dessin caractéristique. L'architecte cherche plutôt à s'affirmer à travers une démarche, en répondant spécifiquement à une situation donnée, en respectant un bâtiment ancien (l'Institut-Secur ou le conseil général de la Seine), en créant un vaste plan incliné (école d'ingénieurs à Marne-la-Vallée). «Je n'ai pas de style en terme d'écriture, je n'ai pas de tic, j'ai plutôt une attitude et un regard», ajoute-t-il.

La présentation de l'IFA, fortement architecturée, est d'une belle sobriété. Si sobre d'ailleurs qu'elle nous épargne à peu près toute forme d'explication, autre que la prose érudite et enthousiaste liée à chaque projet, et si globalement l'architecture qu'elle rend très difficile la lecture autonome de chaque projet, BdF exceptée. Elle part de l'usine Sémolier à Châteauneuf, que l'architecte a réalisée à l'âge de vingt-neuf ans et elle enchaîne, sans que cela soit le moins du monde signalé, les réalisations effectives et les concours perdus (le nouveau siège de Canal Plus ou celui du Mémorial). Il faut donc un peu d'abnégation et de persévérance pour entrer dans l'univers de Perrault.

Un des buts évidents de l'exposition de l'IFA était de mieux faire connaître la Bibliothèque de France, des premières esquisses au projet actuel. Il est vrai qu'il circule à son propos tant d'approximations, tant de méconnaissances excessives, tant de naïvetés qu'une telle présentation était devenue à tout le moins nécessaire. Non pour faire son état esemble - censé exalter la maîtrise technique de Perrault et nous ramener sur un éventuel effet de serre - sous les trombes de l'IFA, dans la seule salle qui devienne un étouffoir par beau temps ! L'architecture, parfois, se moque ainsi des architectes.

FREDERIC EDELMANN

IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris. Jusqu'au 27 septembre.

CORRESPONDANCE

Les intermittents du spectacle

A la suite de la publication dans le Monde du 18 juillet de notre article consacré à l'agitation des intermittents du spectacle, nous avons reçu de M. Francis Lalanne, au titre du droit de réponse, la lettre suivante :

«Présent en Avignon les 15, 16 et 17 juillet 1992, c'est avec beaucoup d'attention que j'ai pris connaissance de l'article signé par Olivier Schmitt au sujet de la grève des professionnels du spectacle titré : «Toutes les représentations du «in» ont été annulées». Votre correspondant écrit : «Bien que les consultations organisées dans l'après-midi du 15 juillet par la CGT et la coordination des intermittents du spectacle n'aient pas dégagé de majorité en faveur d'une grève...»

Je souhaiterais simplement rappeler ici les faits dont j'ai été témoin : le vote a été majoritairement en faveur de la grève et le déroulement du scrutin ne peut être contesté. Le déroulement du scrutin s'est fait à bulletin secret à partir de listes d'électeurs fournies

par la direction du Festival d'Avignon. A l'issue du scrutin, ces listes ont été visées par un représentant de chaque compagnie et un représentant des organisations syndicales. Le résultat global fut le suivant : inscrits : 277 ; votants : 210 ; pour la grève : 119 ; contre la grève : 68 ; abstentions : 23.

C'est pour respecter un vote démocratique et dans un souci d'équité que M. Crombecq, directeur du Festival d'Avignon, a jugé bon d'annuler toutes les représentations du «in» pour le jeudi 16 juillet 1992. Il est à noter qu'avant même la décision de M. Crombecq, cette grève, unique dans l'histoire du Festival, avait débuté dès le matin dans le «off».

Je conteste par ailleurs les affirmations de M. Olivier Schmitt à la fin de son article. En effet, s'il m'avait croisé «au pied du Palais des papes», il aurait pu constater de lui-même que ma présence (en tant que membre de la délégation des professionnels du spectacle, du cinéma et de l'audiovisuel occu-

pant l'Odéon) aux côtés de différents responsables syndicaux n'avait pas d'autre motif que d'expliquer au public les raisons pour lesquelles une décision aussi grave que la grève avait été prise par les professionnels d'Avignon. A ce sujet, je tiens à dire que, dans leur grande majorité, les spectateurs ont témoigné de leur solidarité pour la cause des artistes.»

[Sans remettre en cause les chiffres cités par M. Francis Lalanne, il faut rappeler que la grève du 16 juillet a été votée majoritairement sur 4 lieux de spectacle alors que 14 lieux devaient être en activité le soir du 16 juillet. M. Lalanne parle de «vote démocratique». J'ai assisté, pour partie, au déroulement de ce vote dans le Cour d'honneur - dont les intermittents se sont promiscués contre la grève - et j'ai pu constater que l'urne s'était ouverte pendant le vote. Enfin, M. Lalanne démonte la «solidarité» des spectateurs. Or, l'un des administrateurs du Festival, venu présenter ses excuses en public au pied du Palais des papes, a dit recourir à la protection d'un vigile armé pour échapper aux menaces physiques de spectateurs mécontents. - O. S.]

PARIS EN VISITES

JEUDI 6 AOUT

«La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens», 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris ouest).

«Le quartier chinois et ses lieux de culte», 11 heures, métro Porte-de-Chaix (Paris nord).

«La montagne Sainte-Geneviève, de Clavis à la construction du Panthéon, l'église Saint-Etienne-du-Mont», 11 heures et 17 h 45, métro Carde-Lamotte (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Trésors méconnus du quartier des Halles», 14 h 30, place Saint-Opportune (Sauvegarde du Paris historique).

«Le faubourg Poissonnière : un quartier du dix-huitième siècle» (tourisme intérieur sous réserve), 14 h 30, angle du boulevard Bonne-Nouvelle et de la rue du Faubourg-Poissonnière.

«Les villages de Paris : le quartier des Batignolles», 15 heures, sortie métro Brochant (Monuments historiques).

«Le théâtre de l'hôtel de Rambouillet ou le vie raffiné des femmes du Marais», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Hautier).

«Histoire de l'islam à la Grande Mosquée de Paris», 14 h 30, place du Petit-Château (Europ exposit).

«Hôtels et églises de l'île Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Les appartements royaux du Louvre», 14 h 45, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Toujours culturel).

«Promenade médiévale dans le quartier latin, d'Abbeville à saint Bernard de Clairvaux», 15 heures, place Saint-Michel, devant la fontaine (Paris et son histoire).

«Le Seine, ses vieux ponts, les rames, la batellerie», 17 heures, place

du Château, devant la fontaine (Paris ouest).

«Hôtels, églises et ruelles du Marais sud», 17 heures, métro Saint-Paul/le Marais.

«Les hôtels célèbres du Marais latin», 21 heures, métro Saint-Paul/le Marais (Lumière-Vision).

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Berthe-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaume, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gautier, 94852 IVRY-CEDEX

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaume, président

Michel Croc, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arta 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-23-33

Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 40-65-23-33 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Média et Média Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BERTHE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-MER, ALGERIE, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	575 F	700 F
6 mois	800 F	1 125 F	1 300 F
1 an	1 600 F	2 250 F	2 500 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse défectueux ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire sur les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP, Paris RP 201 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

- Jacques Lescaume, gérant
- Robert Solé, directeur de la publication
- Brigitte Frappat, directrice de la rédaction
- Jacques Gode, directeur de la gestion
- Maxime Loubert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

- Jean-Marie Colombani
- Robert Solé (coordonnateur du directeur de la rédaction)
- Yves Agnès
- Jacques Arnault
- Thomas Farnoud
- Philippe Harman
- Jacques-François Simon

Daniel Vernet (responsable des relations internationales)

Anciens directeurs :

- Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
- Jacques Fauvet (1969-1982)
- André Lemaire (1982-1985)
- André Fontana (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-23-33

Télécopieur : 40-65-23-35

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BERTHE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Télécopieur : 49-60-32-91

ARTS • SPECTACLES

LA RECONNAISSANCE DU PATRIMOINE MARITIME FRANÇAIS



« En canot automobile à 85 km/h », Cannes, 1929. photo Jacques-Henri Lardue

La pêche aux trésors

La réunion des vieux gréements à Brest, en juillet dernier, a marqué une étape. Désormais le sauvetage de la marine à voile est acquis en France. Mais le champ d'investigation du patrimoine maritime qui s'ouvre est énorme et surtout beaucoup moins spectaculaire. Les associations pionnières veulent recenser aujourd'hui les éléments les plus disparates du patrimoine maritime : ex-voto, casiers à poissons, balises, feux et signaux de brume... La pêche sera difficile.

La fête a lieu. Le dimanche 1er août, les deux mille visiteurs en juillet dernier se sont dispersés. Les communes et les associations qui ont restauré, ou surtout reconstruit à l'identique, ces bateaux témoins de leur passé vont devoir assurer leur avenir. Une tâche plus ingrate à tout dire.

Pour remplir leur contrat, donnez langoustier, poule à cul, poulx, gabare poulx ou bisquine aventureuse vont devoir naviguer. Les plus modestes continueront de satisfaire l'amour-propre de leurs heureux propriétaires, plaisanciers ou gens de mer attirés. Les autres ont coûté cher aux collectivités : 13 millions de francs pour la *Reconquête de Brest* (25 mètres, mise à l'eau définitive en mai 1993), 4,5 millions pour le *Renard* de Saint-Malo, un cotre corsaire de 19 mètres. Il ne s'agit pas, une fois réjouissances terminées, de ranger une belle collection de beaux jouets trop fragiles.

Evidemment, les promoteurs de ces aventures, qui ont souvent débuté par l'étude des archives de la marine (monnaies et disparités), par la traque (difficile) des derniers acteurs de la navigation à voile ou par celle (esthétique) des plans en demi-coques, ont pensé à l'avenir avant d'investir. La *Camélaire*, lancée grâce à une souscription populaire à Cancale, fera des promenades en mer : initiations pour adolescents, balades touristiques ou sorties pour VIP invités des sponsors. Plus au sud, *Fleur de Lampion*, une solide gabare construite à Camaret en 1948, restaurée en 1987 grâce aux deniers de la région Pays de la Loire, du département de la Vendée et de l'entreprise Fleury-Michon, joue la carte de la communi-

cation : bateau-librairie pendant quatre ans, il effectue aujourd'hui des croisières jointives, où des jeunes Européens doivent s'initier au milieu marin, et participer à des films documentaires.

Ces deux voiliers étaient, bien entendu, au grand rassemblement de Brest, feu d'artifice mais surtout aboutissement d'un long travail obstiné, que symbolise assez bien le concours *Bateaux des côtes de France*, lancé il y a trois ans. Ce dernier a permis le sauvetage ou la reconstruction d'une cinquantaine de bateaux. Un *patrimoine marin*, les des pouvoirs publics, par des associations locales, avant qu'il ne soit trop tard.

Jusqu'aux années 70, l'idée du patrimoine maritime était quasi inexistante en France, malgré ses 3 200 kilomètres de côtes et ses 6 900 kilomètres de voies fluviales navigables. Le ministère de la Défense entretenait ses vieilles citadelles, veillant sur la mémoire de la *Royaume*, dont le siège reste le Musée de la marine de Paris, installé au Palais de Chaillot depuis 1943, et qui a multiplié les annexes décentralisées (treize à ce jour) pour cerner ses collections (maquettes, peintures, armes et pavillons). Quelques passionnés rassemblaient cartes, poulx ou estampes. Les amateurs d'ex-voto prospéraient sous l'œil navré des curés qui les voyaient disparaître de leurs églises. Les bateaux, en bois ou en fer, poursuivaient sur les grèves ou dans les cimetières marins de l'Odéon. Le monde des travailleurs de la mer s'assemblait inextinguiblement. *Deux livres ont alors provoqué une prise de conscience salutaire*, explique Bernard Cadoret, directeur de la revue d'histoire et d'éthnologie maritime *Le Chasse-Marin*, basée à Douarnenez. *Celui de François Baudouin*, *Bateaux des côtes de France*, et *celui de Jean Le Bot*, *Bateaux des côtes de Bretagne nord*. Ils donnaient un large aperçu de la diversité des bateaux qui disparaissaient les uns après les autres depuis les années 20.

L'impulsion identitaire

Bernard Cadoret emboîte le pas. En 1978, il publie à Grenoble où il vit, *Ar Vag*, *Voies au travail en Bretagne atlantique*, premier tome d'une série qui en compte trois aujourd'hui, gros pavés où l'économie, la géographie, la culture, la part belle. L'équipe d'*Ar Vag* (le bateau) enregistre plusieurs milliers de témoignages de marins dans une centaine de ports de pêche situés entre Modé et Noirmoutier. *Ar Vag* a changé l'échelle des choses. A partir de là, nous avons élaboré

un *manuel de la revue* - le *Chasse-Marin* - et un *recensement des associations* - *Ar Vag* - en 1981. Ce qui est devenu en 1989 la *Fédération régionale pour la culture maritime (FRCM)*.

Le *Chasse-Marin* révèle le tissu associatif, donne un coup de pouce aux petits musées locaux (le Musée des arts et traditions maritimes de Cancale), soutient matériellement les associations qui entreprennent de sauver les vieilles coques. Ainsi les Amis du sinago, dans le golfe du Morbihan, ou Treizou (ou breton : le passeur) de Douarnenez, qui construisent en 1983 une des premières répliques françaises, le *Tolenn Mor*, une chaloupe sardinière des années 1900, à partir des indications d'*Ar Vag*. *Le premier musée institutionnel se produit à cette époque-là, mais à un niveau local*. La DRAC de Bretagne, associée depuis le début à la FRCM, y regarde de plus près. Sur le plan national, il a fallu attendre 1992.

Rien n'est simple. Jusqu'alors, Paris et Douarnenez ont réussi à dialoguer. Mais le *Chasse-Marin* et la FRCM, qui se considéraient à juste titre comme les moteurs du réveil des consciences maritimes, s'aperçoivent que juristes, historiens et universitaires (gués trop peu nombreux, pas assez formés par la Bretagne) les servent sur leur terrain. Ce que rechignent à faire un certain nombre d'associations, loin de l'Armor et surtout le monde institutionnel de la recherche. En refusant de participer à l'Estuaire 92, premier grand colloque officiel organisé autour du patrimoine maritime à Nantes en avril dernier, parce qu'il n'avait pas été appelé à le co-organiser, le *Chasse-Marin* voulait montrer que le domaine maritime ne pouvait en aucun cas se passer du vaisseau amiral breton. L'Etat, quant à lui, entend bien, rester l'artilleur indispensable, afin que « chacun ne se considère pas le patrimoine qu'il veut », comme le soulignait, à l'Estuaire 92, Aliette Gaudin, attachée au laboratoire d'anthropologie maritime du CNRS. Un patrimoine réduit à un ensemble d'objets emblématiques pour les pouvoirs publics, des valeurs dites culturelles, ou à des souvenirs d'un passé idéalisé, d'un âge d'or local qui n'a existé que pour quelques-uns, vu de l'extérieur des associations.

Si les associations reprochent, depuis longtemps, à l'Etat de vouloir intervenir alors que l'essentiel du travail de sauvegarde s'est fait sans lui (et sans subventions), le désaccord entre le ministère de la culture et les acteurs locaux - toutes régions françaises confondues - porte aujourd'hui sur les répliques. Le premier admet difficilement de subventionner des « faux ». Les seconds objectent que l'intérêt

d'un bateau classé (trente-cinq actuellement, plus cinq en cours de classement) est motivé par rapport à la démarche d'archéologie scientifique, la plupart du temps très rigoureuse, qui préside à la reconstitution d'un bateau dont les traces seraient à jamais perdues. C'est là que l'on peut mesurer le savoir, argumente Bernard Cadoret. La vision historiciste du patrimoine maritime est décevante, car elle fait abstraction de la transmission des savoir-faire.

Le ministère maritime par ailleurs, avec la peinture par exemple, a été l'œuvre de Michel Boell, conservateur du Musée du Louvre de Douarnenez, premier grand musée à flot français, qui sera achevé au printemps 1993. Mais rien n'est plus sûr. Un bateau se transforme sans arrêt. Qui peut jurer la pureté de ses lignes, de son gréement, de son matériel ? Le Musée du bateau a donc intégré dans ses collections des répliques construites dans les ateliers qui le joignent, les Ateliers de l'Enfer, où charpentiers de marine et menuisiers en voilerie revitalisent les bateaux du patrimoine traditionnel. Mario, réplique d'une barque portugaise de Nazareth, a quatre ans. (Avec un sinago du golfe du Morbihan reconstruit d'après des plans de 1880, guère plus.

Un passeur géant

Pour combler le retard français dans ce domaine (notamment par rapport aux pays d'Europe du Nord), il faut changer les règles du jeu. Les ports-musées n'ont pas le statut particulier en France, ajoute Denis-Michel Boell. Ils doivent se conformer à la réglementation en vigueur pour les affaires maritimes. Les embarcations, en France, d'une certaine longueur, ont le statut de bateau de plaisance et ne peuvent prendre à leur bord qu'un nombre très limité de passagers. Au-dessus, ils sont considérés comme des bâtiments de commerce. Ils doivent alors être commandés par un capitaine ou long cours, secondé par un officier mécanicien. C'est beaucoup pour quelques heures de navigation dans la baie. Le ministère de la culture devrait intervenir auprès du ministère de la mer pour que des dérogations soient accordées non seulement aux bateaux qui figurent à l'inventaire des ports-musées, mais également à ceux appartenant à des associations qui promeuvent le patrimoine maritime. Pour le moment, tout le monde est dans la même galère, naviguant à vue dans le dédale de la réglementation, tant juridique que fiscale, avec, malgré tout, quelques avancées notables :

par exemple le régime d'exemption de la TVA sur les œuvres d'art est appliqué pour l'importation des vieux gréements. « D'où la nécessité d'avoir un interlocuteur unique chargé du patrimoine maritime au ministère, et qui puisse négocier tous ces virages. » Lourde tâche pour qui devra mettre en forme ce puzzle géant (lire l'entretien avec Dupavillon, directeur du patrimoine).

Car comment concilier la sauvegarde scientifique et l'indispensable spectacle sans tomber dans la mortelle des vases supermarchés ? Les moins flottants, où le débit de la mer est de la bière sur des surplombs, tient lieu de message culturel, où la mer d'une entreprise patrimoniale se mesure exclusivement au nombre des entrées ? En commençant par le commencement, répondent les experts. Le fragile échafaudage d'un couple bateaux-musées qui s'apprête à fêter ses noces de platine États-Unis (Mystic Sea Port, fondé en 1929 dans le Connecticut, impressionnant ment dressé aux vieux gréements), qui se cherche encore en Allemagne (le musée néo-gothique à Hambourg), essaie de survivre aux Pays-Bas. (Enkhuizen sur la Zuiderzee, récemment touché par la catastrophe de l'Etat). En France, depuis la création du Musée de la pêche de Concarneau, puis de celui de Douarnenez (100 millions de francs), l'idée n'est plus à fond de cale. Douarnenez sa revendique d'ailleurs la primauté et l'unique des défilants touristiques : « Douarnenez capitale du patrimoine maritime ».

Si l'étiquette est justifiée par un réel effort (ancré dans les revendications autonomistes des années 70), elle n'est pas sans pour ceux qui, de Biarritz, de Fécamp, à l'impression qu'en Bretagne « s'occupe le patrimoine maritime équivalent à entrer en religion ». Ce qui ne va pas sans irriter un certain nombre d'associations normandes, basques ou charentaises. Mais il faut reconnaître que cette « impulsion identitaire » a souvent du bon. Sur les rives de la Méditerranée, où cette « identification » n'existe pas, la conscience du patrimoine maritime a ses premiers balbutiements. En dépit d'associations dynamiques, celle qui

latines Saint-Aygulf, primée au concours des Bateaux des côtes de France, et des musées qui s'enrichissent ou se spécialisent, comme celui de Bouzigues, sur l'étang de Thau (pêche en étang). A Cancale, le Musée de la mer, admirablement situé sur l'île Sainte-Marguerite, joue la carte du pluralisme (peinture, photographie), tout en s'appuyant sur l'archéologie sous-marine, comme d'autres établissements de la région (Musée du Vieux Istres, Musée d'archéologie sous-marine du cap d'Agde, Musée d'histoire de Marseille, métropole maritime pour le moment toujours aussi amnésique).

Les municipalités ne sont pas toujours prêtes à lancer l'aventure. Pour Michel Crépeau, maire de La Rochelle, l'urgence est ailleurs : « Nous devons déjà entreprendre un patrimoine architectural, nos maisons et nos ports. Mais nous sommes également confrontés à la désagrégation du tissu économique de la pêche. Alors est-il raisonnable de se lancer dans l'aventure ? » Un sentiment qui doute partagé par un nombre d'associations. Certains projets de chantier s'avancent guère. L'AMERAM (Association des amis de la mer), logée par le Musée de la marine à Paris, est toujours à la recherche d'un lieu pour regrouper les 75 bateaux qu'elle a collectés, du voilier à la plaisance, à l'Argonaute, un sous-marin américain au pied de la Gède de la Cité de la Villette. Les plans du port-musée qui devait les accueillir à Douarnenez périment.

A Dunkerque, la Maison des arts et traditions de la mer, en gestation depuis huit ans malgré une enveloppe budgétaire de plus de 12 millions de francs, finira par ouvrir ses portes en septembre prochain dans un ancien entrepôt. A Boulogne-sur-mer, Nausicaa, le Centre national de la mer, conçu par l'architecte Jacques Rougerie, ouvert en mai 1991 et qui affichait pour les huit premiers mois de son existence 540 000 entrées, n'est finalement orienté vers un grand light-show sub-aquatique, avec aquariums géants, musique cristalline et pénombre bleutée.

VÉRONIQUE MORTAIGNE
Lire la suite page 13.

DANS 3 MUSÉES DE LA VILLE DE PARIS
MAISON DE BALZAC
MUSÉE COMMODORAY
MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE
Jeudi 6 août 1992
Vendredi 7 août 1992
Haut de la page 13

Pêche aux trésors

Suite de la page 11

Et à Brest même, que faire des rives de la Penfeld, superbe rive bordée d'arsenaux de plus en plus vides ? Y loger le Musée de la marine de Paris ? Cette décentralisation aurait un sens, mais le ministère de la défense, son tuteur, n'envisage pas une seconde de lui faire quitter le Trocadéro. Y installer un second musée ? Non, de Douarnenez est trop proche. Et Brest n'est pas le seul port à se poser la question du réaménagement de ses industries. A Nantes, la fermeture des chantiers Dubigeon, en 1984, laisse 14 hectares en bord de Loire. Bordeaux, un site qui n'est plus qu'un vaste terrain vague, est menacé par les Allemands pendant la guerre, mais aussi de l'industrialisation de son bord du fleuve. On songe donc à convertir l'indétrimentable construction de béton en un ensemble « socio-culturel ». Avec bien sûr un musée du bateau.

Saint-Nazaire a survécu, si ce n'est à ses chantiers navals, à son identité. Aujourd'hui, le quartier du Petit Tonia, avec (à l'ouest) l'ancienne base sous-marine allemande, est désaffecté, ses chantiers fermés par la crise, est de moins en moins fréquenté. Une partie de la base est occupée par un domaine (le port et ses activités de construction navale), le Yacht Club de Saint-Nazaire, un système d'illumination ingénieux (il est sur le littoral) journalier du trafic portuaire et esthétiquement fort. La « forme » Jean Bart, construite par les chantiers du Loire entre 1935 et 1938 (le Normandie fut construit), a été préservée. La grue de 240 tonnes, dite « Grand-Mère », qui la domine est classée. Cela suffit-il à ranimer le port ?

A Rochefort, endormi depuis longtemps sur l'estuaire de la Charente, l'hôpital de la Marine (à côté de la Corderie royale), ouvert en 1788, est classé. En 1986, le ministère de la Défense a confié au Musée de la Marine de Paris la

gestion d'un des pavillons d'entrée, l'ancienne école de médecine navale, avec collections d'anatomie, d'ethnologie et bibliothèque (25 volumes et rapports). Le reste de l'immense hôpital a été acheté par un particulier. Pour quel usage ? Les fastes de la marine à voile, si esthétiques et porteurs de rêves soient-ils, ne doivent pas occulter leur nécessaire intégration dans un si vaste ensemble.

Aujourd'hui, l'enjeu du patrimoine maritime se déplace. Le tissu associatif est conscient de ce mouvement. Pendant quinze ans, il a mobilisé son énergie pour le sauvetage de la coque. Une autre bataille se prépare : celle de l'inventaire, une chasse au trésor complexe tant son domaine est vaste et différencié. « C'est un relevé de tous les crânes d'une commune, au regroupement des marines stockées dans les greniers, en passant par les balises, les bouées, les phares, la préservation d'un ancien qual, d'une chapelle », explique Bernard Cadoret, qui veut lancer un concours sur le modèle de celui des Bateaux des côtes de France qui a culminé à Brest. Réunir deux mille vases érudits venus de l'Europe entière dans une gare possible à tenir. Mais comment magnifier les éléments disparates d'un patrimoine maritime ? Comment mobiliser les bénévoles autour d'un travail maritime tout ingrat, et effectué avec les pouvoirs publics devant, lui, sans doute, épauler l'initiative privée.

VERONIQUE MORTAIGNE

★ La Chasse-Morée, huit numéros par an. Abri du Marin, 25100 Douarnenez. Tél. : 98-92-09-19. Bateaux des côtes de France, 19, François Baudouin, 41, Gienat, Ar Vég. Voler au travail en Bretagne atlantique, aux éditions du Chasse-Morée. Great Maritime Museum in the World, Peter Neill, Barbara Ehrenwald Krohn, Balem Press, New-York, 1991, 304 p., 30\$ illustrations, dans toutes les librairies maritimes.

La pêche à Concarneau

École primaire, puis coopérative maritime, puis ancienne caserne installée à l'entrée de la pittoresque ville close de Concarneau, le musée est devenu musée en 1981. Un armateur, un historien et un artiste peintre réunissent dans les premiers éléments d'un musée maritime : des maquettes des bateaux de pêche. En 1980, l'ensemble s'agrandit, les salles de musée sont remplies de maquettes autour d'un patio et de galeries (2 500 mètres carrés, dont 1 200 mètres carrés publiés).

Le musée de la pêche de Concarneau est un lieu fort agréable, clair, spacieux, facile à visiter grâce à un fil conducteur très logiquement conçu qui regroupe les objets ou documents exposés par famille et sous-famille (les pêches côtières, les langoustiers, la pêche à la harline, la conservation du poisson) par ordre chronologique. On peut ainsi passer des harpons, harpons et pieges à poissons conçus dans l'antiquité, aux chalutiers modernes. Les maquettes de bateaux sont accompagnées de photos in situ et de documents explicatifs. Les techniques de pêche sont exposées grâce à des dioramas fort bien faits.

Inter-musées, le musée de la pêche possède une dizaine de bateaux d'origine et, à l'extérieur des remparts, le musée à flot, ouvert en 1986 au bas de la tour du Major, propose la visite de l'Herminette, un chalutier de 36 mètres et du Radeur d'Océan, un thonier germonier de 17 mètres.

Les bateaux de Douarnenez

Sur la paisible place de l'Enfer, en bordure de l'estuaire du Rhu, le Musée du bateau a officiellement ouvert ses portes en 1985, dans les locaux d'une ancienne conserverie de poissons, après

Des musées en devenir

quatre ans de rodage. Musée municipal contrôlé, il est aujourd'hui le site d'une des plus importantes collections d'Europe, des cent cinquante bateaux de travail, regroupés sur 1 000 mètres carrés. Les architectes ont tiré un parti optimal d'un petit port, large de six mètres, passerelles, boutique et librairie en rez-de-chaussée. Dans une intimité spacieuse, les bateaux ont gardé leur âme.

Parallèlement, le musée de la belle taille, dont dix sont destinés à la navigation, sont exposés à la fois dans le port-musée et Port-Rhu - qui a été inauguré le 11 juillet 1992, en clôture de Brest 92. On y trouve, par exemple, le Tom O'Shanter, l'un des derniers sandbagger, un navire de navigation, construit aux États-Unis en 1849, la Biche, dernier d'un genre français, le Bismarck, bateau-feu britannique de 1847, le Bismarck-de-Madagascar, langoustier (1959) caractéristique des ports de Camaret et de Douarnenez, et encore l'Anne-Rosa, un grand norvégien, acquis pour 1 million de francs en Nouvelle-Zélande à un propriétaire hollandais.

Les bateaux à flot du port-musée ont été rassemblés par acquisitions (10 millions de francs ont été engagés à cet effet) dans le budget du musée de 1991-1993, et ont permis la restauration, le par exemple, d'un bateau disparu. Le port-musée a recueilli également unités représentatives, dans le cadre du plan Mellick du développement des ports de pêche qui, fin 1991, a réaffecté au musée le Bismarck. Construit sur le site d'un ancien bassin à flot transformé en décharge, le port-musée, dont la restauration sera achevée au mai 1993, s'étend sur un kilomètre, avec une lar-

geur de 100 mètres. Il constitue le premier grand musée français voué à la culture maritime.

Réflexion européenne à Rochefort

Installé dans les bâtiments de la Corderie royale de Rochefort (372 mètres de long), le Centre international de la mer, créé en 1985, occupe 1 700 mètres carrés. Il s'intègre dans l'ensemble de l'arsenal, en cours de réhabilitation, par Colbert. La manufacture des cordages a équipé la zone de la mer française. Le site, avec ses jardins restaurés par Bernard Delassus, est en soi le déplacement. Une exposition permanente en rapporte l'histoire et les techniques de fabrication de cordage. Enfin, des expositions temporaires à thèmes maritimes (cette saison : les migrants maritimes) et des manifestations variées (spectacles, parcours pour enfants) sont organisées régulièrement.

Le musée, qui a rejoint le réseau des musées culturels français, a surtout une activité d'initiation et de recherche avec des colloques internationaux (par exemple Patrimoine maritime et développement économique, Partage des eaux dans les estuaires). A l'entrée du musée d'exposition, une excellente maquette propose près de deux mille titres à la vente.

La citadelle de Port-Louis

Cet évènement du patrimoine, dans la citadelle de Port-Louis, est un mini-musée du bateau, fort dévoué, avec un musée de la marine, classique (maquettes de bâtiments de guerre), un musée de l'histoire (au point d'y négliger l'orthographe), le musée de la Compagnie des Indes qui raconte l'histoire de la compagnie, à l'ori-

gine de la naissance de la ville de Lorient au dix-septième siècle. Quinze salles permettent de retracer les relations de la ville avec l'Afrique, les Indes et la Chine, avec le monopole des compagnies de commerce royales. Porcelaines, papiers peints, meubles et gravures, maquettes de bateaux, objets de navigation s'entassent dans une succession de salles. Le tout est un peu isolé en dépit d'un bel espace pédagogique (par maquettes et plans interposés) pour expliquer les conditions de vie à bord des vaisseaux, les aléas abordés et les matières échangées.

Il est même possible, dans un plus subtil, on consultera un beau musée du Nouveau Monde de La Rochelle. Le musée des bâtiments ont mangé les budgets d'aménagement d'un vaste programme de l'Atlantique, envisagé il y a dix ans.

Les maquettes de Dieppe

Ce musée très actif, installé dans la citadelle de Dieppe, possède de belles collections de marines. Maquettes et modèles de navires (dont celui du navire de la Compagnie des Indes françaises, le Beaugrenou, de 1784). Peintures et maquettes en bois de navires de dix-neuvième siècle. Natures mortes. Expositions temporaires.

Les terre-neuves de Fécamp

L'été 1991, il a permis le regroupement de la collection maritime du Musée municipal (fondé en 1879). Les collections de l'histoire viking pour aboutir au large des îles. Objectif : la pêche à la morue et le harang.

DE LA SEMAINE

Chansons/Musiques du monde

Paris, Paris Quartier d'été (jusqu'au 9 août) : Ados y sus Vallenatos (Venezuela, Colombie) les 3 et 4. Les Brésiliens de Salvador-de-Bahia, Ochoch les 7, 8, et 9. Tél. : (1) 40-28-40-33. Minist 3615 Biliat.

Paris, Parc de la Villette (jusqu'au 16 août) : bel esprit avec les Corinthes (rythmes latins, funk, reggae, et blues) et un groupe brésilien surprise le 9. Le baroque de Georges Aperghis, les 7, 8, et 9 août. Tél. : (1) 42-40-76-10.

Lorient, Festival Interdisciplinaire (du 7 au 16 août) : deux cent soixante mille spectateurs et deux cent soixante spectacles. Quatre mille cinq cents artistes. Folk, rock, jazz, blues, et de la country, nait de la mer, les individus pulit. Tél. : 97-21-24-11. Minist 3615 AZI-MUT.

Savoie (Gard), Festival de la Musique (jusqu'au 9 août) : Geoffrey Oryson et Kassa le 6, Sapho et Jean Guindon le 7, Michelle Torr et Hervé Villard le 8, et Bernard Lavilliers le 9. Tél. : 66-67-94-20 ou 66-67-66-14.

Montagne du monde (du 5 au 12 août) : première édition d'une célébration des diverses cultures montagnardes, avec des groupes de Pologne, Bulgarie, Roumanie, Chine, CBI, Sardaigne, Italie et USA. La France sera représentée par le Cor des Alpes et le Quadrille du Tabou. Tél. : 92-20-24-34.

Festival des Vans et des trois vallées (Ardèche) (jusqu'au 14 août) : soirée « Femmes du soleil » avec Debora Seffer (violoniste hongroise) et Angélique Kidjo (Bénin) le 7. Soirée jazz-rock le 11 août avec John Greaves et John McLaughlin. Tél. : 75-37-26-77.

Corbi, Chacalla en Fleurs : Amalia Rodriguez (le 9 août). Le Portugal au rendez-vous des Arts au soleil en Corse. Un hommage à Michel Giacometti, « le Corse du Portugal ». Tél. : 95-65-23-57.

Berlin, Helmut Lange 92 (jusqu'au 30 août) : festival gratuit. Musiques afro-cubaines, latino-caribéennes. Zouk, salsa, mégarock, cumbia, soca, mambo. Tél. : (19) 49 308-81-15-74.

Arts

Paris-Ile-de-France

Centre Georges-Pompidou, « Manifeste » (jusqu'au 28 septembre) : à tous les étages du centre, un grand déploiement des col-

lections d'art contemporain d'architecture, de design. Tél. : (1) 44-78-12-33.

Musée d'Art moderne, Brice Maréchal, Ouellet, Michel Vapier, hommage à André Cadore (jusqu'au 4 octobre) : pour l'été, une rétrospective d'artistes d'âge de souche et de sources diverses. Tél. : (1) 47-23-61-27.

Fondation Cartier, « A l'âge découvert » (jusqu'au 4 octobre) : de la grammaire, du cri, du masque, et du silence, en une très belle exposition qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Tél. : (1) 39-56-46-46.

Bibliothèque nationale, galerie Marmottan et Mazarine, « De Bonnard à Bonifazi, chef-d'œuvre de l'art du XXe siècle » (jusqu'au 13 septembre) : 3 000 artistes du XXe siècle dont les œuvres - un nombre de 40 000 - sont entrées dans les collections de 1978 à 1988. Tél. : (1) 47-03-81-26.

Centre des collections, Zofine (jusqu'au 21 septembre) : bois et pierres bien choisis, et gouaches des années 20, d'un cubiste soucieux de classicisme. Tél. : 43-29-43-73.

Régions
Aix-en-Provence, Cremona (jusqu'au 11 septembre) : il traite de la lumière, de la chaleur de l'été sur les terrasses, des intérieurs ouverts sur la mer, de l'immensité du corps. Office départemental de la culture. Tél. : 42-27-18-48.

Albi, Villiers Shale (jusqu'au 30 septembre) : une « installation » de sphères et de plaques d'un sculpteur au langage rigoureux. Moulins albigeoises. Tél. : 63-47-56-50.

Angers, Francis Llinert (jusqu'au 4 octobre) : ses assemblages de bouts de bois et de fils sont devenus moins abstraits, plus architecturaux. Musée des beaux-arts. Tél. : 41-88-64-65.

Arles, Joseph Jouis (jusqu'au 30 septembre) : gravures depuis 1960. Une bonne façon d'approcher les recherches polymorphes du peintre américain. Fondation Vincent-Van-Gogh, Musée de Luppé. Tél. : 90-49-94-04.

Arles, Bernard Pages (jusqu'au 11 octobre) : les dernières sculptures, bas-reliefs, esquisses, coloriées. Dans les salles romaines du cloître Saint-Trophime, place de la République. Service des musées. Tél. : 90-49-37-88.

Bordeaux, Lawrence Weiner (jusqu'au 6 septembre) : c'est l'une des figures majeures, dures et pures de l'art conceptuel. Grande nef du CAPC, Musée d'art contemporain. Tél. : 56-44-16-33. Et aussi à Calais, en extérieur, sur le plan de la jetée ouest du port, jusqu'au 30 août. Tél. : 21-36-67-14.

Cajarc, Pierre Soulages (jusqu'au 15 novembre) : du noir à la lumière, onze polychromes, dont quelques-uns très récents. Maison des arts Georges-Pompidou. Tél. : 65-40-63-97.

Calais, Lucas L'Hernault (jusqu'au 30 août) : retour du noir, il fait vibrer des surfaces planes. Galerie de l'Antenne Pop. Tél. : 21-36-67-14.

Ermen, Robert Jacobsen (jusqu'au 30 août) : rétrospective d'un sculpteur danois qui opère dans la veine du constructivisme. Et qui peut être considéré comme un des classiques du XXe siècle. Musée d'Ermen. Tél. : 32-31-32-29.

Le Havre, « États spécifiques » (jusqu'au 23 août) : une exploration de l'art anglais d'aujourd'hui, représenté par onze artistes très jeunes. Musée des beaux-arts André-Malraux. Tél. : 33-43-53-97.

Marseille, « Jean-Michel Basquiat, une rétrospective » (jusqu'au 21 septembre) : la trajectoire fulgurante d'un jeune peintre new-yorkais qui était terriblement doué. Musée Cantini. Tél. : 91-54-77-75.

Marseille, « Byrry Pang, sculptures d'œuvres en Afrique » (jusqu'au 6 septembre) : une série de Byrry, religieuses, comptant parmi les manifestations les plus impressionnantes de l'art africain. Vieille Charité. Tél. : 91-56-28-38.

Mons-Saint-Etienne, « Le cri et la raison » (jusqu'au 22 novembre) : Honneger, LeWitt, Morellet, d'une part. Bacon, Tapies, Penck, Appel de l'autre : une confrontation fondée sur l'opposition de l'art constructif et de l'expressionnisme. Espace de l'art concret, château de Mons. Tél. : 93-75-71-50.

Nancy, « L'art est lorraine du temps de Jacques Callot » (jusqu'au 15 septembre) : école ou pas ? C'est en tout cas l'occasion de faire la connaissance de quelques peintres du temps de Callot, et de revoir des œuvres de Lorraine. Musée des beaux-arts. Tél. : 83-85-30-00. Egalement au Musée historique lorrain. Tél. : 83-32-18-74.

Nantes, Jean-François Lacombe (jusqu'au 31 août) : de vagues objets à la trace et beaucoup de blanc. Pourtant ce n'est pas rien. Musée des beaux-arts. Tél. : 40-41-65-65.

Nantes, Bill Viola, « Nantes Triptych » (jusqu'au 31 août) : son domaine : la vidéo, dont il fait, c'est rare, quelque chose de très bien. Chapelle de l'Oratoire, Musée des beaux-arts. Tél. : 40-41-65-65.

Nice, Ingres, « Descente pour l'île d'Or » (jusqu'au 18 octobre) : en 80 familles, la préparation d'une grande peinture murale commandée par le duc de Lannes en 1839, pour le château de Dampierre.

Musée des beaux-arts Jules-Chéret. Tél. : 93-44-50-72.

Noyon, Jacques Serrin, sculpteur du roi (1588-1660) (jusqu'au 15 août) : s'il a bénéficié de la faveur de Louis XIII et a joué, son vivant, d'une grande renommée, aujourd'hui on a oublié ce beau sculpteur né à Noyon. Musée du Noyonnais. Tél. : 44-09-43-41.

Oran, « Baldaque dans la maison de Combe » (jusqu'au 6 septembre) : c'est tout simplement la première exposition de Baldaque en France depuis la rétrospective du Centre Pompidou il y a dix ans. L'accent est mis sur les œuvres des années 50. Musée départemental du Doubs. Tél. : 81-62-23-30.

Rochefort, Tony Cragg (jusqu'au 27 septembre) : un des plus surprenants sculpteurs anglais de la génération des années 80. Tél. : 55-03-77-77. Egalement en Bretagne, à Bignan, Domaine de Kerguennec. Tél. : 97-60-57-78.

Saint-Etienne, Alain Kiril (jusqu'au 14 septembre) : fer, marbre, et terre cuite, une sculpture axée sur le contrôle des matériaux, où les œuvres récentes côtoient des pièces plus anciennes. Musée d'art moderne. Tél. : 77-93-59-58.

Saint-Paul-de-Vence, Fondation Maeght, « L'art au moment » (jusqu'au 15 octobre) : espace, temps, lumière, mouvement... Une exposition historique, de

Degas il Tinguely, en passant par les futuristes et tous ceux qui ont voulu que ça bouge. Tél. : 93-32-81-63.

Saint-Tropez, « Signes à Saint-Tropez » (jusqu'au 6 octobre) : en 1892, Paul Signac, futur de Paris, débarque à Saint-Tropez, il y restera jusqu'en 1913. Musée de l'Annuaire. Tél. : 94-97-04-01.

Sens, Jean-Pierre Pignatelli (jusqu'au 6 septembre) : le peintre sensible des années 70 s'est laissé tenter par une sorte de figuration débridée et par la sculpture. Palais synodal. Tél. : 86-46-46-29.

Site, Robert Combes (jusqu'au 15 septembre) : sa ville natale offre au plus illustre des peintres de la figuration libre, en France, dans les années 80, une rétrospective muséale et des installations partout dans la ville. Musée Paul-Valéry. Tél. : 67-46-20-98.

Site, Jean Le Gac (jusqu'au 31 août) : Le Gac poursuit sa Sicre, mais dans le Midi, où il ne dort que d'un œil. A preuve ses nouveaux montages de photographies, de pastels et de textes, dont une frise de 100 mètres de long. Espace Fortant. Tél. : 91-56-28-38.

Sijon, Jacques Villon (jusqu'au 30 septembre) : dans l'un des plus beaux lieux de la région, une œuvre véritablement remarquable, un hommage à Jacques Villon, marquis du cubisme, peintre délicat et frère de Duchamp. Au rez-de-chaus-

se, au rez-de-chaus, les collections Richard Long et Walter de Maria. Lieu d'art contemporain, musée du Lac. Tél. : 84-47-47-42.

Strasbourg, « Jean Dineen, l'art et la peinture » (jusqu'au 30 août) : des œuvres de Braque, Cézanne, Dubuffet, Picasso, Rouault, de Stael, Vieira da Silva... Des artistes que l'écrivain philosophe a aimés. Bibliothèque municipale. Tél. : 92-61-13-03.

Strasbourg, « Les modernes (1870-1930) » (jusqu'au 11 décembre) : les sculptures et les peintures de l'école de la Main nationale d'art moderne pour nourrir les collections du futur musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg. L'Antenne Douane. Tél. : 84-76-85-81.

Valence, « Etienne Martia, un sculpteur, une ville » (jusqu'au 6 septembre) : la ville de Valence offre ses musées, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre d'Etienne Martia, qui en a fait un lieu, à Lorient, et dans la maison de l'enfance, pour l'art dans la mythologie personnelle du sculpteur des Douanes. Musée des beaux-arts. Tél. : 75-79-20-80.

Valence, « Etienne Martia, un sculpteur, une ville » (jusqu'au 6 septembre) : la ville de Valence offre ses musées, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre d'Etienne Martia, qui en a fait un lieu, à Lorient, et dans la maison de l'enfance, pour l'art dans la mythologie personnelle du sculpteur des Douanes. Musée des beaux-arts. Tél. : 75-79-20-80.

Valence, « Etienne Martia, un sculpteur, une ville » (jusqu'au 6 septembre) : la ville de Valence offre ses musées, ses places, ses parcs et ses espaces culturels à l'œuvre d'Etienne Martia, qui en a fait un lieu, à Lorient, et dans la maison de l'enfance, pour l'art dans la mythologie personnelle du sculpteur des Douanes. Musée des beaux-arts. Tél. : 75-79-20-80.

VOTRE TABLE CE SOIR

■ Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. ■ prix moyen du repas - J... ■ ouvert jusqu'à... heures.

DINERS	
RIVE DROITE	
LA VILLA CRÉOLE « L'OR » 19, rue d'Amis, 2 93-24-24-24	MARMITE D'OR de la cuisine créole. Piano le soir. Minut : midi 110 F, le soir : F. P.J. min. midi et dim. Cuisine raffinée.
RIVE GAUCHE	
MOS. LES CARLOS « L'AM » (66-1) 39, rue Saint-Louis-en-Fle, 4 Climatise	Unique au monde. Cadre fin 17e. Ambiance exceptionnelle. Menu à plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
LE MAHARAJAH Plais à exporter : 30 %	L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5. M. Maubert, T.J.L. NON-STOP de 12 h à 30, ven., sam., accueilli J. 1 h. CADRE LUXUEUX. Eau. 160 F. Climatise.
SRI RAM F. sam. midi et dim. 15, rue Jules-Chartain (6) 43-25-12-84	J. 23 à 30. TANDOORI. CURRY. BRIANI. Menu midi 49 F et 69 F, soir 99 F. Ambiance et musique indienne. M. Vavil, N.-D.-des-Champs. Carte 120 F env. Climatise.
RESTAURANT THOUMIEUX 19, rue Saint-Dominique, 7	Spécialité de confit de canard et de cressonnet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Din. acc. cuisine de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISES.

هكذا من الامل

14 Le Monde ■ Jeudi 6 ■ 1992 ■

LE MONDE *diplomatique*

Août 1992

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

Nos envoyés spéciaux racontent :

- **SUÈDE** : A la recherche d'un autre « modèle » (*Ingrid Carlander*).
- **GUYANE** : Danger d'explosion (*Maurice Lemoine*).
- **ARABIE SAOUDITE** : Les nouveaux visages de la contestation islamique (*Alain Gresh*).
- **FRANCE** : La colère rentrée des harkis (*Anne Tristan*).
- **CAMBODGE** : La paix des riches et la guerre des pauvres (*Colette Braeckman*).
- **SOMALIE** : Une infinie désespérance (*Michel Sailhan*).



Également dans ce numéro :

- **EX-YOUGOSLAVIE** : La dérive d'une Croatie « ethniquement pure ».
- **RUSSIE** : La Fédération menacée par les « émeutes du rouble ».
- **JEUX OLYMPIQUES** : Comment on fabrique des « champions ».
- **MÉDIAS** : Un nouveau spectacle, les procès télévisés.
- **ÉCOLOGIE** : Le pavé de Heidelberg.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 FRANCS

BILLET

Guerre commerciale euro-américaine

Il ne se passe guère de semaine sans « initiatives » américaines en matière de commerce international. La dernière en date, qui pourrait passer inaperçue en ce début d'août, est la décision prise par Washington de subventionner les exportations américaines de viande porcine vers les anciennes républiques d'Union soviétique. Une mesure apparemment anodine, puisque les producteurs américains exportent peu. Mais une mesure que les Européens - importants exportateurs - interprètent comme un avertissement supplémentaire : hâtez-vous de conclure les négociations à l'Uruguay Round en acceptant nos demandes. En gros : exportez moins de céréales dans le monde et produisez moins d'alginate, afin que nous puissions vous en vendre. Les pressions faites sur l'Europe sont incessantes et multiformes. D'une certaine façon, le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, leur donne encore plus de poids quand il déclare à Montevideo qu'un échec des négociations serait « pire qu'une guerre ».

En réalité, la guerre a bel et bien commencé. Les États-Unis tentent actuellement de contraindre la CEE à modifier ses aides aux oléagineux. Or, presque tous les pays européens sont, ou deviennent, de gros producteurs : l'Allemagne pour le colza, la France pour le tournesol et le colza, la Grande-Bretagne pour le tournesol, l'Italie pour le soja... L'objectif américain est clair : limiter la production européenne pour pouvoir vendre davantage à la CEE. La tactique de la Communauté, jusqu'ici, consistait à mettre dans son arsenal les autres grands producteurs mondiaux qui sont le Brésil, l'Argentine, la Pologne et le Canada. Cette politique a toujours fait partie de la guerre commerciale que la CEE ou se poursuit. Il ne se fait bien comprendre, Washington menace d'augmenter les droits de douane sur les produits agricoles exportés par la CEE : vins, cognac, fromages... Une première liste a été publiée. Une seconde suivra. C'est la date d'application de ces mesures qui reste à déterminer. Probablement pas avant le référendum sur Maastricht, pour éviter que les pressions américaines ne soient interprétées en France comme une tentative directe de Washington pour influencer les résultats du référendum. Mais, passé septembre, la guerre commerciale redoublera probablement d'intensité : elle sera de l'acier à un dollar manifestement sous-évalué.

ALAIN VERNHOLDES

Mme Martine Aubry présente un dispositif pour développer le travail à temps partiel

Au conseil des ministres

Le ministre du travail et de la formation professionnelle, Mme Martine Aubry, a présenté, mercredi 5 août, en conseil des ministres, un ensemble de mesures destinées à favoriser le développement du travail à temps partiel. Ce dispositif donnera lieu à un projet de loi qui sera présenté à l'automne au Parlement.

« Nous ne réduisons pas le chômage si nous ne nous engageons pas résolument dans le chemin du travail », a déclaré Mme Aubry. Elle a souligné que, si l'on veut créer des emplois, il faut encourager les entreprises à embaucher. Les trois axes du plan de Mme Aubry en faveur d'une incitation au développement du travail à temps partiel reprennent les grandes lignes annoncées par M. Bérégovoy. Présenté comme un moyen de favoriser le temps « choisi » pour les salariés, mais aussi de contribuer à une meilleure « efficacité » des entreprises, le dispositif du gouvernement vise à permettre un développement du travail à temps partiel dans un sens favorable à l'emploi.

La première mesure concerne l'abattement forfaitaire et permanent des cotisations sociales à la charge des employeurs, annoncé par le premier ministre. Bénéficiaire de l'ensemble des employeurs de droit privé - à l'exception des employeurs individuels qui relèvent du dispositif des emplois familiaux - cet abattement sera de 30 % des cotisations patronales au titre de la Sécurité sociale et s'appliquera aux contrats de travail à durée indéterminée à

temps partiel conclus à partir du 1^{er} septembre 1992. Afin d'accroître l'impact de cette mesure sur l'emploi, cette exonération ne sera applicable qu'aux seuls contrats résultant du passage, avec l'accord du salarié, d'un travail à temps plein au temps partiel ou d'une nouvelle embauche effectuée à temps partiel - avec une vérification préalable que l'entreprise n'a pas licencié de façon abusive pour bénéficier de cette exonération.

Abattement de cotisations

L'employeur qui embauchera un nouveau salarié effectuant, sur trois jours, une durée de travail de vingt-quatre heures hebdomadaires - et payé sur la base d'un salaire de 1,3 fois le SMIC (7 483 francs bruts pour un temps plein) - bénéficiera ainsi d'un abattement de cotisations de 420 francs par mois, soit un gain pour l'entreprise de 5 040 francs sur un an. Les employeurs souhaitant bénéficier de cette aide devront cependant signer des contrats de travail fournissant des « garanties » au salarié, notamment en matière de déroulement de carrière et de priorité d'affectation aux emplois à temps plein.

La seconde mesure concerne l'aménagement des formules actuelles de cessation progressive d'activité. Destinées à transformer des emplois à temps plein en emplois à mi-temps, ces dispositions garantissent aux salariés volontaires un revenu égal à environ 80 % de leur salaire brut antérieur et permettent aux salariés de plus de cinquante-cinq ans de bénéficier d'une transition progressive entre la vie professionnelle et la retraite. Les contrats de solidarité de préretraite progressive et l'allocation spéciale du Fonds national pour l'emploi (AFNPE) mi-temps, qui n'ont jusqu'à présent concerné que

quatre mille cinq cents salariés par an, seront unifiés et simplifiés. Au lieu du seul mi-temps autorisé actuellement, les préretraités pourront exercer 30 % ou 50 % du temps plein. Cet aménagement sera accompagné d'un « accompagnement » au tuteurat (transmission d'un savoir-faire professionnel dans l'entreprise) et devra permettre, selon le gouvernement, de porter à quinze mille personnes par an le nombre des bénéficiaires.

En outre, la clause de « maintien des effectifs » imposée jusqu'ici aux entreprises qui souscrivent une préretraite progressive sera supprimée. Le profit d'une ex-« embauche compensatrice » sera versé aux jeunes en per-

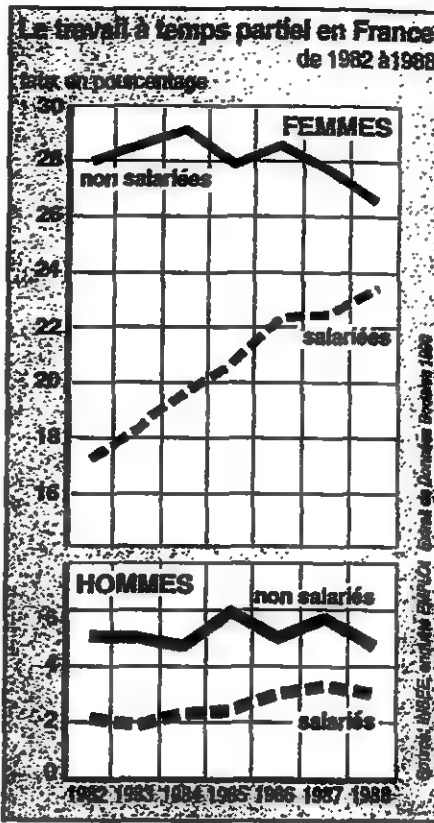
mettre, selon le gouvernement, de porter à quinze mille personnes par an le nombre des bénéficiaires.

En outre, la clause de « maintien des effectifs » imposée jusqu'ici aux entreprises qui souscrivent une préretraite progressive sera supprimée. Le profit d'une ex-« embauche compensatrice » sera versé aux jeunes en per-

Enfin, le dispositif du gouvernement comprend diverses mesures législatives destinées à encourager les négociations de l'ANPE, présenté le 18 mars (le Monde du 20 mars), avait largement encouragé le peu d'impact de la loi du 3 janvier 1991 et la « modestie de l'activité négociatrice » en matière de temps partiel. En 1990, les collectives nationales, trente-neuf seulement traitent le temps partiel et, sur 2 431 accords d'entreprise, le temps de travail, quatre-vingt-deux fois le temps partiel.

Afin d'éviter l'« ouïe de flexibilité », le temps partiel pour les entreprises, au point de vue notamment, précise M. Marimbert, « de l'adaptation des points d'activités anticipées » et comme variable d'ajustement au jour le jour des besoins travaillés, le pourcentage autorisé par la loi des compléments de salaire tués par le salaire à temps partiel ramené d'un tiers à 10 % du temps de travail prévu par la loi. Mme Aubry réunit, dès septembre, les principales mesures pour les inciter à entreprendre la conclusion, à la fin de l'année, des négociations de temps partiel.

OLIVIER PIOT



Les tensions entre les États-Unis, l'Europe et le Japon

Washington subventionne des exportations de viande et Paris restreint des importations japonaises

L'administration américaine a étendu, pour la première fois, son système de subventions aux exportations agricoles au porc. Les produits alimentaires seront proposés aux anciennes Républiques soviétiques, a-t-on appris, mardi 4 août, auprès du département de l'Agriculture (USDA), à Washington. Cette décision, qui permet à la Communauté des États indépendants (CEI) d'acheter jusqu'à 30 000 tonnes de porc à des prix favorables, pourrait marquer le début d'un élargissement de ce programme, qui visait jusqu'à maintenant à promouvoir surtout les exportations de blé et de riz.

L'initiative de l'administration Bush s'explique par la volonté des États-Unis de faire monter la pression sur la CEE pour forcer Bruxelles à conclure un accord sur l'agriculture au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le com-

merce). La Communauté exporte en effet de grandes quantités de viande d'origine porcine dans la CEI. Washington n'avait jamais, jusqu'à présent, subventionné ses exportations de porc. Les 300 millions de viande proposés représentent environ 380 millions de porc, soit le nombre d'animaux abattus en une semaine aux États-Unis. En revanche, les États-Unis subventionnent abondamment les exportations de blé depuis 1983, alors que leur part du marché mondial dans cette catégorie de céréales se réduit à l'effet de la concurrence de la CEE.

D'autre part, le gouvernement japonais a envoyé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) une mission d'experts à Paris à la suite des dernières mesures françaises de restriction sur les importations nippones, a-t-on appris, mercredi 5 août, à Tokyo, de source officielle. Des discussions ont encore lieu actuellement entre les ministères japonais des affaires étrangères, de l'agriculture et de la santé, pour évaluer la décision française - mal accueillie à Tokyo - d'imposer, à partir du 1^{er} août, des tests de radioactivité sur les produits alimentaires japonais.

Taux maximum de radioactivité

Deux ministères sont à l'origine du différend. Le premier, un avis aux importateurs, publié au Journal officiel le 21 juillet au titre du ministère du budget, fixe le taux maximal toléré de radioactivité dans les denrées végétales en provenance du Japon. Un deuxième, la non-contamination radioactive doit être fournie par un laboratoire agréé par le ministère japonais de la santé et du bien-être. Le second texte, identique, publié au titre du ministère de l'agriculture au Journal officiel du 11 juillet, concerne les produits d'origine animale.

Officiellement, Paris impute cette initiative législative à des considérations purement techniques et sanitaires. Mais la France tente depuis plusieurs années sans succès de faire supprimer par le Japon des dispositions similaires exigées par Tokyo sur les produits européens après l'accident de Tchernobyl en 1986. Or Paris juge ces contrôles sans fondement. Du côté japonais, un tel abandon que cette affaire, abondamment relayée par la presse, risque de porter atteinte à la récente amélioration des relations franco-japonaises et de jeter une ombre sur la visite, du 1^{er} septembre au Japon, du ministre français de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, et du travail, Mme Martine Aubry.

La France est aussi à l'origine d'une décision de la CEE d'interdire toute entrée en Europe des coquilles Saint-Jacques japonaises à la suite de la découverte de toxines.

Alors que la convertibilité externe du rouble est reportée à 1993

La Banque centrale de Russie envisage la création d'une Banque de la CEI

Le nouveau président de la Banque centrale de Russie, M. Viktor Guesachenko, étudie la possibilité de créer une banque centrale pour l'ensemble des États de la Communauté des États indépendants (CEI), a annoncé, mardi 4 août, l'agence de presse Interfax, reproduisant les propos du vice-président de la Banque, M. Youri Voronine. Ce dernier a expliqué que M. Guesachenko envisageait cette éventualité, après avoir constaté l'incapacité dans laquelle s'est trouvée les derniers mois la banque centrale russe à stabiliser le rouble et restreignant le crédit, alors que dans le même temps les autres Républiques de la CEI pratiquent une politique monétaire très souple. Le gouvernement russe a ainsi été contraint de reporter à 1993 la convertibilité externe du rouble, qui était programmée pour le 1^{er} août.

Les dettes des entreprises

Toujours à la vice-président du Parlement russe, une Banque commune aux Républiques de la CEI serait en mesure de coordonner les politiques monétaires des anciennes Républiques soviétiques qui conservent le rouble, mais qui veulent se libérer du rouble russe et créer leur propre devise.

Le nouveau président de la Banque centrale de Russie envisage multiplier initiatives et effets d'annonce. Lundi 3 août, un député réformiste, M. Piotr Filippov, a envoyé le 1^{er} juillet 1992 par la banque centrale russe aux banques commerciales, les enjoignant d'annuler en partie les dettes des entreprises d'État, qui s'élevaient à 3 000 milliards de roubles (100 milliards de francs). Le gouvernement russe a réagi le lendemain, mardi 4 août, en demandant au président de la Banque de revenir sur cette décision qu'il considère comme une violation d'un décret présidentiel interdisant la négociation entre créanciers et débiteurs pour trouver des solutions négociées. Le ministre russe de l'économie, M. Andreï Netchaïev, s'est étonné « d'être à la Banque centrale accablée à la volonté du gouvernement ».

INDICATEURS

BELGIQUE

Haussa du chômage de 0,1 % en juillet. - Le chômage a augmenté de 0,1 % en Belgique en juillet, par rapport au mois de juin. Les chômeurs sont désormais 418 838, soit 11,7 % de la population active, a annoncé mardi 4 août le ministre belge du travail et de l'emploi. Par rapport au mois de juillet 1991, le nombre des chômeurs a crû de 12,3 %. Les secteurs les plus touchés sont les services (11 089 emplois perdus), le bâtiment (2 389) et la construction (1 018).

CANADA

Activité : hausse de 0,1 % de l'indice avancé en mai. - L'indice composite avancé, principal instrument de prévision économique du gouvernement canadien, a enregistré en mai une légère hausse (0,1 %) qui est la cinquième progression mensuelle consécutive, a annoncé mardi 4 août Statistique Canada. L'indice de la construction a enregistré une hausse de 1,3 %. Les secteurs du meuble et de l'équipement ménager étaient en hausse de 0,4 %. En revanche, les autres biens durables étaient en baisse.

ÉTATS-UNIS

Conjoncture : recul de l'indice composite en juin. - L'indice composite américain, qui regroupe les principaux indicateurs économiques et financiers, a reculé de 0,2 % en juin, accusant sa première baisse depuis six mois, a annoncé mardi 5 août le département du commerce. Ce recul fait suite à une progression de 0,6 % en mai et de 0,3 % en avril et mars.

Un Européen devient vice-PDG de General Electric

General Electric a choisi un vice-président européen. M. Paolo Fresco, cinquante-neuf ans, vient d'être nommé vice-président européen et directeur du cinquième groupe industriel américain basé à Fairfield dans le Connecticut. Couvrant un portefeuille d'activités très large (moteurs d'avions, turbines à gaz, composants électroniques, électroménager, radiologie, services financiers, auxquels s'ajoute le service de la chaîne de télévision américaine NBC), General Electric pèse plus de 300 milliards de francs et emploie 300 000 salariés (30 milliards sont réalisés en Europe) et emploie 284 000 salariés. Ce poste de vice-PDG est une création. Et M. Fresco, citoyen italien, est le premier Européen nommé à un poste de cette importance chez General Electric.

Entré en 1984 comme juriste dans la firme italienne du groupe américain, M. Fresco dirigeait les opérations de General Electric en Italie depuis 1985 et a participé à plusieurs reprises importantes, notamment le rapprochement avec General Electric Company en Angleterre et l'acquisition des activités d'imagerie médicale de Thomson en France.

Loral et Carlyle relèvent leur offre sur les activités missiles de LTV

Loral Corp, un important fournisseur du Pentagone, et le groupe d'investisseurs Carlyle, ont relancé leur offre pour la reprise des activités aéronautiques du conglomérat LTV, a déclaré mardi 4 août. Les deux alliés, auxquels se joint théoriquement Northrop, ont relancé leur offre, quelques heures après que Loral avait annoncé la conclusion d'un accord de principe avec LTV pour la reprise de ces activités (le Monde du 5 août). L'offre est de 1,2 milliard de dollars au comptant et 21 millions de dollars en actions Loral privilégiées. Martin Marietta avait proposé 440 millions de dollars, 396 millions de dollars en actions et 44 millions de dollars en actions.

M. Louis Mermaz signe deux accords de coopération avec la Russie

A l'occasion d'un voyage en Russie, du 30 juillet au 3 août, M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a signé deux accords bilatéraux. Un accord cadre gouvernemental organise la coopération économique, industrielle, scientifique et technique entre les services agricoles et agro-alimentaire et prévoit la mise en place d'un groupe de travail réunissant des responsables des deux pays.

Un second accord, relatif à l'enseignement et à la formation des cadres. Les échanges entre étudiants et stagiaires français et russes sont renforcés. En 1991, le ministère français de l'Agriculture avait accueilli 100 stagiaires russes.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 AOUT

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel												Comptes Révisés & 17-18											
Account	VALUES	Compt. period	Previous period	Dollar count	%	Compt. period	VALUES	Compt. period	Previous period	Dollar count	%	Compt. period	VALUES	Compt. period	Previous period	Dollar count	%						
4700 C.N.E. 3%	4710	4720	4735	+ 0.53		4700 C.N.E. 3%	4710	4720	4735	+ 0.53		4700 C.N.E. 3%	4710	4720	4735	+ 0.53							
505 B.M.P. T.P.	830	850	830	- 0.46		505 B.M.P. T.P.	830	850	830	- 0.46		505 B.M.P. T.P.	830	850	830	- 0.46							
1577 C.L.P.P. T.P.	1000	1050	1000	- 0.48		1577 C.L.P.P. T.P.	1000	1050	1000	- 0.48		1577 C.L.P.P. T.P.	1000	1050	1000	- 0.48							
1852 R.P.P. T.P.	1050	1050	1050	0.00		1852 R.P.P. T.P.	1050	1050	1050	0.00		1852 R.P.P. T.P.	1050	1050	1050	0.00							
645 T.C.P.P. T.P.	800	810	800	- 0.12		645 T.C.P.P. T.P.	800	810	800	- 0.12		645 T.C.P.P. T.P.	800	810	800	- 0.12							
725 A.L.P.P. T.P.	600	610	600	- 0.17		725 A.L.P.P. T.P.	600	610	600	- 0.17		725 A.L.P.P. T.P.	600	610	600	- 0.17							
1700 A.L.P.P. T.P.	1510	1510	1510	0.00		1700 A.L.P.P. T.P.	1510	1510	1510	0.00		1700 A.L.P.P. T.P.	1510	1510	1510	0.00							
415 A.S.P. T.P.	411	400.70	408.40	- 0.63		415 A.S.P. T.P.	411	400.70	408.40	- 0.63		415 A.S.P. T.P.	411	400.70	408.40	- 0.63							
140 A.S.P. T.P.	154	154	154	0.00		140 A.S.P. T.P.	154	154	154	0.00		140 A.S.P. T.P.	154	154	154	0.00							
123 A.S.P. T.P.	154	154	154	0.00		123 A.S.P. T.P.	154	154	154	0.00		123 A.S.P. T.P.	154	154	154	0.00							
85 B.S.P. T.P.	35	35	35	0.00		85 B.S.P. T.P.	35	35	35	0.00		85 B.S.P. T.P.	35	35	35	0.00							
655 B.S.P. T.P.	678	678	678	0.00		655 B.S.P. T.P.	678	678	678	0.00		655 B.S.P. T.P.	678	678	678	0.00							
770 B.S.P. T.P.	332	332	332	0.00		770 B.S.P. T.P.	332	332	332	0.00		770 B.S.P. T.P.	332	332	332	0.00							
1250 B.S.P. T.P.	1250	1250	1250	0.00		1250 B.S.P. T.P.	1250	1250	1250	0.00		1250 B.S.P. T.P.	1250	1250	1250	0.00							
410 B.S.P. T.P.	410	410	410	0.00		410 B.S.P. T.P.	410	410	410	0.00		410 B.S.P. T.P.	410	410	410	0.00							
610 B.S.P. T.P.	610	610	610	0.00		610 B.S.P. T.P.	610	610	610	0.00		610 B.S.P. T.P.	610	610	610	0.00							
1050 B.S.P. T.P.	1050	1050	1050	0.00		1050 B.S.P. T.P.	1050	1050	1050	0.00		1050 B.S.P. T.P.	1050	1050	1050	0.00							
225 B.S.P. T.P.	225	225	225	0.00		225 B.S.P. T.P.	225	225	225	0.00		225 B.S.P. T.P.	225	225	225	0.00							
300 B.S.P. T.P.	300	300	300	0.00		300 B.S.P. T.P.	300	300	300	0.00		300 B.S.P. T.P.	300	300	300	0.00							
720 B.S.P. T.P.	720	720	720	0.00		720 B.S.P. T.P.	720	720	720	0.00		720 B.S.P. T.P.	720	720	720	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00							
305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00		305 B.S.P. T.P.	305	305	305	0.00							
3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00		3050 B.S.P. T.P.	3050	3050	3050	0.00</							

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

4/8

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché contraire

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

DISTRICT DE LONGWY
(Meurthe-et-Moselle)
• Au cœur de l'Europe • - 36 872 habitants

RECRUTE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
(Attaché ou directeur suivant conditions statutaires)

Missions
Interlocuteur privilégié du président et des élus.
Management général des services.
Développement de la coopération intercommunale.
Contrôle de tous les flux financiers (district, syndicats, SEM).
Stratégie informatique et suivi.

Profil
Solide expérience de la gestion dans les collectivités territoriales.
Formation supérieure économique et financière.
Aptitude à l'encadrement.
Disponibilité.

Avantages
13^e mois + prime. Logement par nécessité de service.
Poste disponible le 1^{er} octobre 1992.

Adresser candidature manuscrite, c.v. et photo à :
Monsieur le Président du district de Longwy
Centre Robert-Schuman - Boîte postale n° 569
54408 LONGWY CEDEX. Tél. : 82-23-26-71.

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE
Spécialiste en valeurs du Trésor
basée à Paris, recherche
COTEUR DE VALEURS
DU TRÉSOR
Expérience 1 ou 2 ans ou
débutant à fort potentiel
Diplôme Ingénieur ou 3^e cycle,
option finance, actuariat.
Merci d'envoyer c.v. + lettre
sous réf. 408 M à :
RSCG Carrière,
18-21, bd Gambetta,
92137 Issy-les-Moulineaux
Cédez, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOI

FEMME, 40 ans, exp. prof.
bonne culture gén. angl.,
étude nat. prop. 45-55-57.
Secrétaire trilingue, TTX,
cherche emploi à temps.
M^{me} DELPECH,
14, rue A. Daudet, Paris-15.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes	appartements achats	bureaux	propriétés
1^{er} arrdt Rue Saint-Hippolyte, 1 ^{er} étage, BEAU STUDIO CARACTÈRE 5 ^e ét., asc. Part. ét. Kitch décoré. Poutres, 720 000 F. CASSI: 45-56-43-43.	ACHÈTE COMPTANT Nouveau, STUDIO à 3 PCEs. DECISION IMMEDIATE. 45-56-55-55 poste 337.	Locations VOTRE BIEN SOCIAL DOMICILIATIONS à tous services. 45-55-17-50	BELLE DUREUR 17^e Près CARLOS. Pentes d'arbres, 620 000 F. 53-71-43-21.
3^e arrdt SQUARE DU TEMPLE près hôtel part., très beau 2 pces, 63 m ² , gde cuis., poutres, dble expo., escal. classé. 1 300 000 F. 45-56-43-43.	EMBASSY SERVICE recherche pour CLIENTS ÉTRANGERS, APPTS DE HAUT DE GAMME, PARIS, RÉSIDENTS 5 et BUREAUX.	usines A CÉDER SARL de PHOTOGRAPHIE Edition mat. neuf, Graphic Systems-Monopole. Excellent stat. Clientèle gère renommée. Occasion à saisir. Caisse déménagement, enfant hospital. SAINT-QUENTIN (02).	CHAUMES-EN-BRIE SEINE-ET-MARNE (77) 30 minutes de Paris par N4 Ancien moulin, 220 m ² habitation Piscine chauffée pool boue, sur parc payagé clos, env. 6 000 m ² , gde allées arborées, gde bords coteaux arborés. 500 000 F. Nbreux équipements. Tél. : (1) 60-02-36-54 ou (1) 46-59-74-52.
4^e arrdt PLACE DES VOSGES Imm. 19 ^e , CHARMANT 3 P. Soleil, 11 ^e ét., asc., électro. s. cour. Jardin. 1 280 000 F. 45-56-43-43.	locations non meublées offres	maisons individuelles ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	L'AGENDA Antiquités Roch. pour châteaux grands meubles anciens, gds tableaux anciens, gds scaies anciens. Se déplaç. (16) 27-77-01-12 de 14 h à 18 h.
5^e arrdt SAINT-MARCEL A SAISIR APPT 2 PCEs, cuis., bords Charmant, balcon. Vue déga- ssée SUR JARDIN. 785 000 F. CASSI: 45-56-01-00.	Paris A LOUER SANS COMMISSION immeuble neuf grand standing Livraison septembre 1992	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	Conseil juridique IMMIGRATION AU CANADA Emplois/Immigrations Océaniques d'immigrants 16 (1) 42-57-75-16
6^e arrdt Cherche-Mat. BEAU STUDIO. Calme, clair. Salle de bains, cuis. Vue dégagée sur verdure et TOUR EIFFEL 680 000 F. CASSI: 45-56-01-00.	DEUX 3 PIÈCES 68 m ² + parking 9 400 F + charges	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	Jeunes filles au pair L'ACCUEIL FRANCO-GERMANIQUE Association loi 1901 offre un service d'accueil au pair, origines. A Paris, 1 ^{er} arrdt. Merci de téléphoner entre 18 h et 20 h au : 48-04-50-21.
7^e arrdt OBERON, rue Montreuil-le- Prieux, BEAU GRAND STUDIO dans bel immeuble ancien. Calme, clair. 790 000 F. CASSI: 45-56-43-43.	2 DUPLEX 3 PCEs 108 m ² + parking 10 800 F + charges 110 m ² + terrasse + parking 17 500 F + charges	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	Travail à domicile COUPLE PARIS CENTRE rech. EMPLOYÉ DE MAISON, adulter, non fumeur, plein temps, déclaré. Logé dans studio indép. 11 ^e ét. Réf. origines. A Paris, 1 ^{er} arrdt. Merci de téléphoner entre 18 h et 20 h au : 48-04-50-21.
11^e arrdt RÉPUBLICQUE près métro. 2 PCEs CUIS., W.-C., DOUCHES, 3 ^e ét., 72 m ² , vue, soleil, urg. 43-55-18-36.	1 DUPLEX 6 PCEs 132 m ² + terrasse + parking 20 800 F + charges FG ST-HIPPOLYTE, 5 ^e ét., asc. Beau studio, 28 m ² . Tout confort. 4 200 F. PARTENA: 40-07-58-50.	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	Stages Anglais intensif Stages d'été, 2 sem., 3 h/jour. 1 380 F. Tr. nat. nat. groupes. EUROPA FORMATION (1) 42-56-22-41 ou 3015 EUROPA.
14^e arrdt ARAGO vend. dem. et, à j. d. au v. v. v. 3-4 p., 128 m ² , 2 bns, bns, rns. 43-56-18-36.	Paris EMBASSY SERVICE recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIVRES ou MEUBLES et BUREAUX	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58
15^e arrdt MAIRE 15 ^e , p. de t., sur jard. et cour, 2 p., 3 ref., 45 m ² , 780 000 F. 43-56-18-36.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58
16^e arrdt M^{me} PASSY Pleine de t., 2 pces, cuis., 11 cont., balcon. 650 000 F. 1 300 000 F. 45-56-55-55.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58
17^e arrdt M^{me} PASSY Pleine de t., 2 pces, cuis., 11 cont., balcon. 650 000 F. 1 300 000 F. 45-56-55-55.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58
20^e arrdt CAMPAGNE A PARIS 1 ^{er} PTE-BAIGNOIR STUDIO, 4 ^e ét., 11 ^e s. s. s. s. s. cuis. Travaux. 245 000 F. 45-56-43-43.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58
20^e arrdt CAMPAGNE A PARIS 1 ^{er} PTE-BAIGNOIR STUDIO, 4 ^e ét., 11 ^e s. s. s. s. cuis. Travaux. 245 000 F. 45-56-43-43.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58	ST-LEU-LA-FORÊT, village. MAISON charmant d'antan, 200 m ² , 10 ^e vitraux tuiles, cuisine, four rénové, 1 ^{er} rez. Part. à part. : 34-12-03-58.	viagers Voyager libre (94) Pavillon 14 Chêne, vancou. 47-80-03-31/42-55-15-58

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements

Tél. : 46-62-75-13 • 46-62-73-43

CARNET DU Monde

Décès

— Laurent et Isabelle,
ses enfants,
Koko Kanada-Azoulay,
sa belle-fille,
Florence et Olivia,
ses petites-filles,
Hélène Adida,
sa tante,
Pierre Lévy,
son oncle,
sa toute sa famille.
ont l'immense douleur de faire part du
décès de

Sylviane AZOULAY,
survenue le 3 août 1992.

Elle a lutté courageusement contre la
maladie.

Les obsèques auront lieu le vendredi
7 août, à 14 h 45, au cimetière nouveau
de Puteaux (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, résidence Boisdieu,
92800 Puteaux.

— Grenoble. Nice. Milana (Algérie).

M. et M^{me} Jean-Pierre Bonnet,
ses enfants,
M. et M^{me} Jean-Michel Bonnet,
ses petits-enfants,
Karine et Emilie,
ses arrière-petites-filles,
Les familles parentes et alliées,
Ses amis,
Ses anciens élèves,
ont le chagrin de faire part du décès,
survenu le 24 juillet 1992, à l'âge de
quatre-vingt-deux ans, de

M. Denis BONNET,
professeur honoraire de lycée,
ancien maire de la ville de Milana,
ancien conseiller général d'Orléansville,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques.

Les obsèques religieuses ont été célé-
brées à Grenoble, et l'inhumation a eu
lieu au cimetière Saint-André de Nice
(Alpes-Maritimes).

« Heureux ceux qui gardent ce qui
est droit et font en tout temps ce qui
est juste » (Psaume CVI, 3).

8, avenue de l'Europe,
38120 Saint-Egrève.

— Sa famille
Et ses amis
ont le douleur de faire part du décès de

M^{me} Annette BORDES-PAGES,
survenue à Seix (Ariège), le 4 août 1992.

La cérémonie aura lieu le jeudi
6 août, en l'église de Seix, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Bordes-Pages,
Seix (Ariège), 09140 Seix.

— Gabriel-Xavier Culioli
et Sandra, sa fille,
Leur famille,
Paul et Nadette Richot,
ses parents,
Jean-Luc Richot,
son frère,
ont le douleur d'annoncer le décès de

Nadine RICHEL-CULIOLI,
survenue lors d'un accident d'autobus
en Turquie.

Elle reposera dans le cimetière fami-
lial de Chora (Corse-du-Sud).

Pensez à elle ainsi qu'à

Anne et à Jordi,
morts à ses côtés.

HANDICAPÉS
Deux conventions
pour faciliter
l'insertion professionnelle

A partir de 1994, l'Association
pour la formation professionnelle
des adultes (AFPA) accueillera
4 000 stagiaires handicapés chaque
année, au lieu de 2 000 actuelle-
ment, sous termes d'une conven-
tion, signée mardi 4 août, entre
M^{me} Martine Aubry, ministre du
travail, M. Michel Gillebert, secrétaire
général de l'AFPA, l'AFPA s'engage
aussi à améliorer l'accessibilité
de ses centres, à former ses
personnels à l'accueil des handicapés,
à travailler plus activement
professionnelle et à mettre en
place, d'ici à la fin 1993, un obser-
vatoire du placement des stagiaires
handicapés formés à l'AFPA.

L'AFPA a signé une seconde
convention avec l'AGEFIPH (Asso-
ciation nationale de gestion du
fonds pour l'insertion profession-
nelle des handicapés) - qui collecte
les contributions des entreprises
dont le personnel n'atteint pas le
quota de 6 % de handicapés - pré-
voyant que d'ici à la fin 1994, elle
aidera 1 000 handicapés à « élabo-
rer un parcours individuel d'insertion
en milieu ordinaire de forma-
tion ».

Décès

— M. Pierre Dupuy,
préfet honoraire,
et Madame,
ses parents,
Sa famille,
Ses amis,
font part du décès de

Mario-Pierre DUPUY,
directrice du CDDP de l'Essonne,
survenue le 29 juillet 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité.

164, quai Louis-Bérliet,
75016 Paris.

— M. et M^{me} André Godinot,
ses parents,
Marie-Françoise et Jacques Scherer,
Marie-Françoise et François Rier,
Paul Godinot,
Denis et Françoise Godinot,
Aline et Chantal Godinot,
Marc Godinot,
Régis et Françoise Godinot,
Marie-Alice et Régis Bouche,
ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-
sœurs,
Ainsi que leurs enfants et petits-
enfants,
Florence Di Costanzo,
sa fiancée,
ont le douleur de faire part du décès
accidental survenu à l'étranger de

Vianney GODINOT,
le 31 juillet 1992, dans sa trentième
année.

Les obsèques auront lieu en l'église
d'Haironville, le samedi 8 août, à
11 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Les dons
seront versés à l'association ATD.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Godinot,
12, route de la Forge,
55000 Haironville.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Anne-Marie KERBOUL,
ancienne élève de la Légion d'honneur,
survenue le 1^{er} août 1992, dans sa qua-
tre-vingt-dixième année à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans le plus
strict intimité, le mardi 4 août, au
cimetière du Père-Lachaise.

De la part de
Toute la famille
Et de son frère en particulier.

— M^{me} Elisabeth Kheraskoff,
sa mère,
M. et M^{me} Roger Schott,
M. et M^{me} Albert Ladousse,
M. et M^{me} Jo Roth,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
ont le douleur de faire part du décès de

Marie KHERASKOFF,
survenue à Paris, le 26 juillet 1992, dans
sa quarante-et-unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le vendredi 7 août, à 9 h 45, en la
cathédrale Alexandre-Newsky, 12, rue
Dare, Paris-8^e, et sera suivie de l'inhumation au cimetière russe de Saint-
Genève-des-Bois, à 11 h 45.

— M. et M^{me} Peter Dikterik,
M. et M^{me} Pierre-Bernard Ladousse,
M. et M^{me} Roger Schott,
M. et M^{me} Albert Ladousse,
M. et M^{me} Jo Roth,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
ont le douleur de faire part du décès de

général de brigade aérienne
Albert LADOUSSE,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenue le dimanche 2 août 1992, dans
sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Père-Lachaise, le jeudi 6 août,
à 14 heures.

Une bénédiction aura lieu à 13 h 45.

Ni fleurs ni couronnes.

8, rue avenue Vico-Whitcomb,
75016 Paris.

Messes anniversaires

— Il y a un an, le 6 août 1991,

Serge LEGAL
disparaissait.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé
et aimé s'unissent en pensée à la messe
de requiem qui sera célébrée à son
intention, le jeudi 6 août 1992, à
18 heures, en l'église Saint-Eustache
(chapelle Sainte-Agnès), Paris-1^{er}.

Anniversaires

— Le 6 août 1972,

Gérard d'HEILLY
nous quittait subitement.

Il demeure présent dans notre esprit
et notre cœur.

— Le 6 août 1982,

Jean PUYBASSET
nous a quittés.

Ceux qui l'ont connu et aimé pensent
à lui.

LETTRES

Maître

du roman policier japonais

Seicho Matsumoto

est mort

TOKYO

de notre correspondant

L'écrivain Seicho Matsumoto est
mort, mercredi 5 août à Tokyo. Il
était âgé de quatre-vingt-deux ans.
Auteur prolifique et populaire, ce
« Simenon japonais » avait élevé la
littérature policière au rang du
roman de mœurs, puisant dans les
maux de la société moderne. Outre
ses œuvres policières, il laisse plu-
sieurs grandes fresques sociales et
historiques. Seicho Matsumoto
constituait une sorte d'institution
dans le monde littéraire nippon :
bien qu'il se soit surtout consacré à
un genre considéré comme mineur,
il était considéré par la critique
comme un grand écrivain.

« J'écris les livres que j'aimerais
lire », avait-il coutume de dire.
Beaucoup de ses contemporains
partageaient son goût, puisque ses
ouvrages (plus de deux cents titres)
se sont vendus à des millions
d'exemplaires.

Né en 1909 dans la préfecture de
Fukuoka, cet autodidacte com-
mença à écrire après avoir été
ouvrier dans un atelier d'imprime-
rie. Il fit une entrée remarquée en
littérature en obtenant, en 1952, le
prix Akutagawa (sorte de Gon-
court) avec l'histoire du journal de
Kokoro. Puis *Points* et *lignes*
(1957) devinrent un classique du
roman policier.

Dans toutes ses œuvres, Matsumoto
poursuivait avec une passion
obsédante la vérité historique et
personnelle. Ardent défenseur
d'une certaine justice sociale,
dénonçant notamment les corrup-
tions politico-financières, il sut
créer un monde où le crime est
niché au cœur de la vie quoti-
dienne, de ses menagères comme
de ses iniquités. Chacun peut se
reconnaître dans ses petits inspec-
teurs, ses salariés battus par la
vie ou ses escrocs, anti-héros par
excellence tenaillés par la passion
de trouver la vérité, la vengeance
ou le désir de réussir.

Certains de ses romans ont été
traduits en français. Citons *Le Vase
de sable*, le très célèbre *Tokyo
Express* et, dernièrement, *La Voix*
(aux éditions Philippe Picquier).

PHILIPPE PONS

DÉFENSE

En attendant une étude

pour en réduire le coût

Le programme d'avion

de combat européen

est gelé

pour trois mois

Les ministres de la défense des
pays participant au projet de
l'avion de combat européen (EFA,
European fighter aircraft) ont
décidé, mardi 4 août à Madrid, un
gel de trois mois sur les nouveaux
contrats de ce programme. En
attendant une commission d'experts
doit réaliser, avant le
30 octobre prochain, une étude de
faisabilité pour une version allégée
de l'appareil, d'un coût infé-
rieur de 30 % au projet initial.

Cette mesure est conforme aux
exigences de l'Allemagne qui, le
1^{er} juillet dernier, s'était retirée du
projet EFA, acceptant cependant
l'éventualité d'investir 3 à 6 mil-
liards de deutschmarks dans le
développement d'un appareil plus
léger et moins coûteux (*Le Monde*
du 2 juillet). La Grande-Bretagne,
ardent défenseur, jusqu'à présent,
de l'EFA dans sa forme initiale, a
donc cédé à l'Allemagne, satisfai-
sant aussi les deux autres associés
au projet,

Pour création d'un emploi fictif

M. Jean-Claude Gaudin est convoqué par un juge en vue d'être inculpé d'escroquerie

M. Jean-Pierre Murciano, le juge de Grasse chargé d'instruire l'affaire Saincenc, du nom d'un vacataire employé au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a adressé une convocation, pour le vendredi 7 août, à M. Jean-Claude Gaudin, président (PR) du conseil régional et sénateur des Bouches-du-Rhône, aux fins de lui notifier son inculpation du chef d'escroquerie pour création d'un emploi fictif.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

La comparution de M. Gaudin devant le magistrat instructeur avait été prévue, initialement, à la fin de mars dernier (le Monde du 21 mars). Mais elle avait été repoussée, à deux reprises, en raison des sessions ordinaires puis extraordinaires du Parlement, pendant lesquelles M. Gaudin ne pouvait être inculpé sans le vote préalable, par le Sénat, de la levée de son immunité parlementaire. Le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) a déclaré au Monde qu'il « s'attendait » à son inculpation et qu'il s'expliquerait, publiquement, lorsque celle-ci lui aurait été officiellement notifiée.

L'inculpation d'escroquerie que le juge Murciano a décidé de prononcer à l'encontre de M. Gaudin s'inscrit dans la logique de la procédure. Elle fait suite, en effet, à l'inculpation, le 18 décembre 1991, pour escroquerie et complicité d'escroquerie, de M. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Gaudin, auquel il est reproché d'avoir recruté au conseil régional, en 1986, en tant que vacataire, M. Fernand Saincenc, qui n'occupait pas les fonctions pour lesquelles il était rémunéré.

Après avoir été affecté, pendant trois ans, à l'Office régional de la mer, M. Saincenc avait ensuite été inscrit, fictivement, dans les effectifs du parc du matériel de l'Office régional de la culture, alors qu'il travaillait dans le cabinet du président du conseil régional en usant du titre de chargé de mission. Cet ancien tenancier de boîte de nuit et ancien gérant d'une épicerie officine de sécurité, membre de l'UDF depuis 1978, était bien introduit dans la police et l'administration fiscale marseillaise. Nanti d'une fausse carte de police et se déplaçant dans une R25 ornée d'une carde tricolore, il se faisait passer pour commissaire des renseignements généraux.

Arrêté en octobre 1991 et inculpé pour trafic d'influence et corruption dans une affaire de racket fiscal, il avait accusé M. Bertrand de lui avoir remis de l'argent - une somme de 20 000 F trouvée en sa possession - pour recueillir des informations susceptibles de compromettre M. Tapie. On avait, en effet, découvert qu'il était un maniaque du renseignement, tenant, à son domicile, un fichier informatisé, notamment sur les dirigeants et les joueurs de l'OM.

Dans nos bagages

Le juge Murciano a estimé que les rémunérations versées à ce curieux vacataire - 12 000 F par mois - n'avaient eu aucune contrepartie réelle et constituaient donc une escroquerie au préjudice du Trésor public. Il a été suivi par le parquet de Grasse qui a pris des réquisitions supplémentaires en ce sens. Tout en s'accusant d'avoir « manqué de vigilance », M. Bertrand s'est toujours défendu, pour sa part, d'avoir utilisé M. Saincenc comme « espion » ou « exécuteur de busées ». « Il était plus dans nos bagages, plaide-t-il, comme des

dizaines de gens quand on fait de la politique. »

La question est de savoir si M. Saincenc a pu être recruté et occupé, pendant des années, des fonctions de franc-tireur au cabinet de M. Gaudin à l'insu de celui-ci. D'une part, tous les contrats, renouvelés mensuellement, ainsi que les certaines d'ordres de mission qui lui ont été délivrés, ont, certes, été signés de la main de M. Bertrand, imitant - illégalement - le paraphe de M. Gaudin. Mais d'autre part, ni M. Saincenc, ni aucun autre témoin, n'ont directement mis en cause le président du conseil régional.

Le juge Murciano paraît, pourtant, considérer que M. Gaudin, en tant qu'employeur, n'a pu être tenu dans l'ignorance de la situation particulière de son subordonné. D'autant que les documents saisis au siège du conseil régional et les témoignages d'employés recueillis par les enquêteurs tendent à démontrer que M. Saincenc dépendait, effectivement, du cabinet.

Le magistrat instructeur s'est donc résolu à faire application du code de procédure pénale qui interdit d'entendre une personne comme simple témoin si des charges - ou un faisceau de présomptions - existent contre elle. Sur le fond, il n'en reste pas moins que l'interprétation extensive du délit d'escroquerie (article 460 du code pénal), faite en la circonstance, prête largement à discussion.

« Cette affaire n'a rien à voir avec un quelconque enrichissement personnel du conseil régional », nous a déclaré M. Gaudin. « Je n'ai strictement rien à me reprocher et il est donc totalement exclu que je me démette de mes mandats. Je m'expliquerai publiquement, le moment venu, et il faudra que le juge fasse la démonstration de ce qu'il avance. »

GUY PORTE

Impiquant deux personnalités du MRG

Le dossier de l'Union des coopérateurs de Lorraine sera instruit à Nancy

NANCY

de notre correspondant

Deux personnalités du MRG, M. Claude Catesson, adjoint au maire de Lille, et M. Jacques Marcelli, ancien maire de Luxeuil (Haute-Saône), devront prochainement s'expliquer devant la justice à Nancy sur la nature réelle de deux fausses lettres de la Commission de l'Union des coopérateurs de Lorraine (UCL), encore appelée « Coop » dans la région. Ainsi en a décidé la chambre criminelle de la Cour de cassation qui a désigné mardi M. Vincent Turbeaux, juge d'instruction à Nancy, pour engager sur une facture de 110 000 francs émise par la SARL Cocon en 1989 et qu'avait payée l'UCL.

M. Catesson était alors responsable du bureau d'études de la Cocon installé à Lille. Les sociétaires de l'UCL, une entreprise aujourd'hui démantelée, l'accusent d'avoir usé de son influence afin d'« acheter » la Légion d'honneur d'un ancien président du tribunal de commerce de Nancy. Ce dernier, indigné, a demandé qu'une enquête soit diligentée afin que tout malentendu à son égard se dissipe.

La Cour de cassation a également examiné une autre requête, toujours dans le cadre de l'affaire des Coop de Lorraine. Elle en a confié l'instruction à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy. Elle concernait une facture de 430 000 francs, également payée à la Cocon en 1987 par l'UCL. Cette facture, découverte par les salariés de l'UCL, correspondait à des honoraires relatifs à une étude d'agrandissement d'un magasin René-Poinet (une enseigne des Coop) à Luxeuil-les-Bains. Les salariés contestent la réalité de cette prestation. C'est M. Marcelli qui aurait été l'intermédiaire, mettant en contact le bureau d'études et l'UCL.

MONIQUE RAUX

En Allemagne

La Cour constitutionnelle suspend la loi libéralisant l'avortement

BERLIN

de notre correspondant

Battu le 25 juin dernier au Parlement lors de l'adoption d'une nouvelle législation plus libérale sur l'interruption de grossesse, les partis conservateurs allemands ont obtenu, mardi 4 août, que son entrée en vigueur, prévue le lendemain, soit suspendue jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle se prononce, à l'automne, sur sa conformité avec la loi fondamentale. En attendant, les deux législations en vigueur à l'ouest et dans l'ex-RDA restent applicables. A l'est de l'Allemagne prévaut la liberté de l'avortement pendant les trois premiers mois de la grossesse. L'ancienne Allemagne fédérale a l'une des législations les plus hypocrites d'Europe, qui pénalise tout avortement non justifié par des raisons médicales ou psycho-sociales. Appliquée différemment selon les Länder, elle n'a pas empêché les avortements, tout en donnant bonne conscience aux dirigeants conservateurs.

Une tentative de libéralisation de cette législation dans les années soixante-dix s'était heurtée à la

Haute Cour qui, au nom de la protection de l'embryon, avait estimé que l'avortement contrevenait au Code pénal et ne pouvait pas relever de la seule responsabilité de la femme. Pour éviter cet obstacle, la nouvelle législation adoptée en juin dernier pour harmoniser la situation à l'est et à l'ouest prévoit une obligation de « conseil », qui ne préjuge pas cependant de la décision de l'intéressée.

Proposée par les sociaux-démocrates, les libéraux et quelques chrétiens-démocrates opposés à la ligne officielle de leur parti, cette nouvelle législation avait été adoptée à une large majorité malgré une virulente campagne des milieux hostiles à toute libéralisation, notamment au sein de la hiérarchie catholique. Un recours en annulation a été déposé en juillet devant la Haute Cour de Karlsruhe par 247 députés des partis chrétiens-démocrates (CDU), dont le chancelier Helmut Kohl, et chrétiens-socials (CSU), ainsi que par le gouvernement conservateur du très catholique Land de Bavière.

HENRI DE BRESSON

Tout en minimisant leur portée

Le Pentagone confirme l'existence de projets de coopération militaire avec l'Irak avant la guerre du Golfe

A la suite de révélations faites par le Washington Post, le Pentagone a confirmé, mardi 4 août, que des programmes de coopération militaire avec l'Irak avaient été envisagés peu avant l'invasion du Koweït. Mais il a ajouté que ces études n'étaient pas remontées jusqu'au secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, ni au chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, et qu'elles ne s'étaient pas concrétisées. En juin 1989, l'ambassade américaine à Bagdad avait « estimé qu'il était temps de tester la sincérité des déclarations que le gouvernement irakien faisait à l'époque, selon lesquelles l'Irak voulait améliorer le dialogue avec le gouvernement américain », a déclaré le porte-parole du Pentagone.

En conséquence, une directive de sécurité nationale avait conseillé, au mois d'octobre suivant, un programme d'entraînement et des échanges médicaux, en raison de l'importance stratégique de l'Irak, a ajouté le porte-parole, selon lequel « aucune proposition de contact militaire n'a été faite au gouvernement irakien ». Se référant à des documents secrets du gouvernement, le Washington Post avait affirmé que le Pentagone avait prévu d'entraîner des soldats et de mettre au point un programme d'échanges de trois mois avec Bagdad, le comité des chefs d'état-major cherchant à accroître « l'accès et l'influence » américaine au sein de l'armée irakienne, à la suite d'une directive secrète du président Bush. En octobre 1989, M. Bush avait ordonné à son administration de proposer à l'Irak une assistance militaire au cas par cas, ajoutait le journal.

Par ailleurs, l'Irak et l'Iran ont

sévèrement critiqué les manœuvres communes koweïti-américaines commencées mardi par le débarquement de 1 900 marines près de Koweït, dans le cadre de l'accord de défense entre les Etats-Unis et l'émirat. Elles visent « à maintenir les dirigeants du Koweït dans l'illusion qu'ils sont en sécurité grâce au parapluie américain », a estimé le quotidien irakien al-Sawra, organe du parti Baas au pouvoir. En Iran, le Tehran Times, proche du gouvernement, a qualifié les manœuvres de « provocations » et de « gestes inamicaux » tout en condamnant les revendications irakiennes sur le Koweït.

Bagdad a enfin accusé les Etats-Unis d'avoir fait larguer la semaine dernière des « bombes incendiaires » sur la région de Salamiya, dans le nord de ce territoire, ce que le Pentagone a démenti, tout en n'excluant pas la possibilité que des problèmes techniques aient été à l'origine d'un tel largage. - (AFP)

Des colons israéliens menacés d'expulsion à Jérusalem-est. - Provoquant un tollé de la droite israélienne, ce qui a demandé un débat d'urgence au Parlement, le ministre israélien de la police, M. Moshe Shaleh, a annoncé, mardi 4 août, qu'il avait décidé de faire évacuer des colons juifs installés depuis plus d'un an dans deux maisons appartenant à des Palestiniens, dans le quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem. « Le gouvernement risque de provoquer à nouveau la division de Jérusalem », que l'Etat juif considère comme sa capitale unifiée, a déclaré, M. Michael Eytan, député du Likoud. - (AFP)

Le président russe en vacances au bord de la mer Noire

Bien qu'il ait déclaré ne pas prendre de vacances cette année, le président russe, Boris Eltsine, est arrivé, mardi 4 août, dans la station balnéaire d'Adler (Russie), près de Stochi, sur les bords de la mer Noire, a annoncé l'agence Interfax.

Selon Interfax, M. Eltsine pourrait prendre deux semaines de vacances dans la région et ne regagner Moscou que le 18 août. Lundi, le président russe avait signé un accord provisoire sur la flotte de la mer Noire avec son homologue ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, puis il s'était rendu à Sofia, pour une première visite officielle en Bulgarie. - (AFP, Interfax)

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

15. - La mort de Timour le Boiteux... 2

ÉTRANGER

La question des camps de concentration et la situation militaire en Bosnie... 3
Tchécoslovaquie : mort du cardinal Tomashek... 3
Chine : le mort de Wang Hongwen, le benjamin de la « bande des quatre »... 4
Brésil : le président Collor confronté à la crise politique... 4
Afrique du Sud : la grève générale a été un succès pour l'ANC... 5
Somalie : selon Amnesty International, 10 000 « civils » ont été tués en cinq mois... 5
Nouvelle-Zélande : la mort de l'ancien premier ministre Robert Muldoon... 5

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : les mouvements d'extrême gauche vont à la bataille en ordre dispersé ; « La France est aujourd'hui très européenne », selon le porte-parole du gouvernement... 6
Point de vue : « Les clochers de l'an 2000 », par M. Paul Gréziard... 6

SOCIÉTÉ

Le procès des dirigeants de la transfusion sanguine au tribunal de Paris : coupables mais pas responsables... 7
Affaire Yannouli : un proche de l'homme d'affaires en garde à vue... 7

JEUX OLYMPIQUES

Athlétisme : relais d'infortune ; Handball : un entretien avec Daniel Costantini ; Equitation : la France médaille de bronze par équipes ; Basket : Michael Jordan, vedette planétaire ; Tennis de table : Gattien d'un coup de pouce ; Voile : les

vagues à l'âme de Marc Bouët ; Obliques : Pelota-media... 8 et 9

CULTURE

Photographie : la ménagerie infernale... 10
Architecture : les principaux projets de Dominique Perrault, l'auteur de la Bibliothèque de France... 10

ARTS • SPECTACLES

La reconnaissance du patrimoine maritime français : la pêche aux « écos » ; un entretien avec Christian Dupavillon, directeur du patrimoine ; des musées en devenir ; La sélection des programmes de la semaine... 11 à 13

ÉCONOMIE

M. Aubry présente un dispositif pour développer le travail à temps partiel... 15
Les tensions commerciales entre les Etats-Unis, le Japon et l'Europe... 15
La Caisse des Bourses de Paris : les mesures de garanties de cours sur le hors-cote... 16

COMMUNICATION

La CSA note un « effort sensible » de TF1... 16

Services

Abonnements... 10
Annonces classées... 15
Marchés financiers... 16 et 17
Météorologie... 18
Cartes... 18
Mots croisés... 19
Radio-télévision... 19

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 août 1992 a été tiré à 447 718 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : Tokyo, Barcelone, Lisbonne...

Trente ans après son premier séjour, René de Cocca revient au Japon à la recherche des traces littéraires qu'il croise les ombres de Kawabata, de Sasaki, de Kobo Abe... Geneviève Brice est allée à la rencontre (imaginaire) de Virginia Woolf. Si Barcelone est un roman, Francisco González Ledesma est l'un de ses principaux romanciers, estime Tahar Ben Jelloun. Patrick Kéchichian évoque un Portugal très littéraire, celui des céramiques peintes, de Camões et de Pessoa.

« Pêche au gros » spatiale

Les responsables de la NASA avaient prévu pour la navette Atlantis un vol mouvementé avec, notamment, l'expérimentation du TSS, le « satellite à fil » italien (le Monde du 4 août). L'équipe n'a pas été déçue sur ce point. Au large laborieux de la plateforme spatiale Euresca, dimanche, a succédé une sorte de pêche au gros spatiale hennepin, dans laquelle le rôle du poisson était tenu par un satellite rétif.

Tout a commencé, mardi soir 4 août, avec le refus d'obtempérer de l'une des deux prises d'alimentation électrique de l'engin. Les astronautes en vinrent à bout par la ruse. Une manœuvre d'Atlantis pour exposer longuement au soleil et réchauffer la pièce coincée, une légère poussée des petits moteurs du TSS, et le tour était joué.

Mais quelques instants plus tard, le treuil du câble retenant le satellite se bloqua à son tour, alors que ce dernier ne se trouvait qu'à 179 mètres de la navette. Seule solution : rembobiner sur une dizaine de mètres, avant de « laisser filer » à nouveau. Il fallut aussi modifier un peu le fonctionnement du « moulinet » géant pour régler le problème.

Aux dernières nouvelles, mercredi matin, les astronautes assaillirent peu à peu leur nouveau rôle de spécialistes de la « pêche au gros » et semblaient maîtriser « le bête ». Grâce, notamment, à la dextérité du commandant Loren Shriver qui, aux commandes d'Atlantis, s'efforçait de compenser par des manœuvres adroites le mouvement de pendule du satellite en laisse. La NASA décidait, pourtant, une pause de sept heures, alors que 257 mètres de câble sur les vingt kilomètres prévus avaient été déroulés. Une mesure de prudence : le plus difficile sera, en effet, de ramener le TSS dans la soute, après trente heures de vago-bordage au bout de son fil, et il convient de prendre toutes les précautions pour éviter de perdre le précieux engin. Un an nul n'arrivant jamais seul, les astronautes devaient aussi, mercredi, jouer les plombiers pour réparer les toilettes du pont inférieur...

J.-P. D.